Galvanoplast
87 Rue de la Pâle
25 230 Seloncourt

PORTER A CONNAISSANCE AU TITRE DE L'ARTICLE R181-46 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET DE RECONSTRUCTION DES HALLS DE PRODUCTION 2 ET 3 DU SITE DE SELONCOURT (25)

AVRIL 2025 – V3

APAVE EXPLOITATION FRANCE
Agence Conseil Est
3 rue de l'Euron
54 320 MAXEVILLE
Tél : 03 83 98 38 50

N° rapport : T250378538 du 13/03/2025
Contacts APAVE :
Maxence LARRECQ
Consultant Environnement
Julien SCHLOTTER
Responsable unité Environnement / SSP

SOMMAIRE

1 PRESENTATION 4

1.1 OBJET DU PORTER A CONNAISSANCE 4
1.2 REFERENTIELS 5

2 IDENTITE DU DEMANDEUR 6

3 LOCALISATION DU SITE 7

4 PRESENTATION DE LA SITUATION ACTUELLE 9

4.1 AMENAGEMENT DU SITE 9
4.2 DESCRIPTION DES LOCAUX 9
4.3 STOCKAGE DES PRODUITS DANGEREUX 11

5 PRESENTATION DE LA SITUATION PROJETEE 12

5.1 AMENAGEMENT DU SITE 12
5.2 PRESENTATION DU PROJET DE RECONSTRUCTION DES HALLS INDUSTRIELS 14
5.2.1 Dispositions constructives 14
5.2.2 Reconstruction des lignes de production 15
5.2.3 Modifications apportées sur les utilités 17
5.3 NATURE DE L'ACTIVITE, MODIFICATIONS APPORTEES 17

6 MODIFICATIONS ATTENDUES SUR LE CLASSEMENT ADMINISTRATIF DU SITE 18

6.1 ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS 18
6.2 CLASSEMENT DES INSTALLATIONS AU TITRE DES ICPE 18
6.2.1 Classement actuel des installations, acté par la Préfecture 18
6.2.2 Classement actualisé des installations intégrant le projet 19
6.3 POSITIONNEMENT DU PROJET VIS-A-VIS DE LA DIRECTIVE IOTA 22
6.4 PERMIS DE CONSTRUIRE – ARTICULATION DES PROCEDURES 22

7 ANALYSE DU CARACTERE SUBSTANTIEL DE LA MODIFICATION 23

7.1 RAPPEL REGLEMENTAIRE ET METHODOLOGIE 23
7.2 ETAPE 1 : DETERMINER SI LA MODIFICATION RELEVE D'UN PROJET SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 26
7.3 ETAPE 2 : DETERMINER SI LA MODIFICATION EST SUBSTANTIELLE MEME SI ELLE N'EST PAS SOUMISE A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 27
7.4 ESTIMATION DES EVENTUELLES NUISANCES SUPPLEMENTAIRES APPORTEES PAR LE PROJET 28
7.5 ESTIMATION DES DANGERS SUPPLEMENTAIRES APPORTES PAR LE PROJET 31
7.5.1 Retour d'expérience de l'incendie survenue le 27 septembre 2024 31
7.5.2 Mesures de prévention, de protection et d'intervention en cas d'incendie 33
7.5.3 Modélisation incendie 38
7.5.4 Conclusion de l'analyse des phénomènes dangereux associés au projet 44

8 ETUDE DE CONFORMITE AUX TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES 45

8.1 REFERENTIEL REGLEMENTAIRE 45
8.2 SYNTHESE DES AMENAGEMENTS ET DES MODIFICATIONS DE L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION 46

9 CONCLUSION GENERALE 49

10 ANNEXES 50

ANNEXE 1 : COURRIER GALVANOPLAST 20241209 ORIGINE SINISTRE 50
ANNEXE 2 : FEUILLE DE CALCUL FLUMILOG 52
ANNEXE 3 : CONFORMITE A L'ARRETE PREFECTORAL DU 6 MAI 2009 AUTORISANT LA SOCIETE ZINDEL A EXPLOITER UN ATELIER DE TRAITEMENT DE SURFACE DES METAUX 61
ANNEXE 4 : CONFORMITE A L'ARRETE MINISTERIEL DU 30 JUIN 2006 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU REGIME DE L'AUTORISATION AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°3260 87
ANNEXE 5 : CONFORMITE A L'ARRETE MINISTERIEL DU 9 AVRIL 2019 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU REGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°2565 108
ANNEXE 6 : CONFORMITE A L'ARRETE MINISTERIEL DU 12 MAI 2020 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU REGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°2940 146
ANNEXE 7 : FICHES DE DONNEES SECURITES DES PRODUITS 2940 164

Liste des tableaux :

Tableau 1 : Identité du demandeur 6
Tableau 2 : Répartition des surfaces du site actuel 9
Tableau 3 : Classement actualisé des installations en intégrant le projet 21
Tableau 4 : Conclusion sur le caractère substantiel – Effets chroniques 30
Tableau 5 : Données constructives intégrées au logiciel 41
Tableau 6 : Données relatives au stockage 41
Tableau 7 : Résultats de la modélisation incendie 43

Liste des figures :

Figure 1 : Vue aérienne du site 7
Figure 2 : Localisation du site (1/25 000ème) [source : Géoportail] 8
Figure 3 : Plan cadastral du site et identification de la zone projet 8
Figure 4 : Plan de l'aménagement actuel du site 10
Figure 5 : Plans du projet 13
Figure 6 : Logigramme illustrant les procédures de traitement des modifications ICPE, extrait de la note du 20/12/2021 24
Figure 7 : Logigramme relatif à l'examen d'une modification au regard des 2 critères de l'article R181-46 du code de l'environnement 25
Figure 8 : Localisation des murs coupe-feu 33
Figure 9 : Schéma de la méthodologie de calcul du logiciel FLUMILOG 39
Figure 10 : Zones de dangers – Incendie généralisé des halls de production 44

1 PRESENTATION

1.1 OBJET DU PORTER A CONNAISSANCE

La société Galvanoplast à Seloncourt est spécialisée dans le traitement de surface des métaux, et plus particulièrement la galvanoplastie par zingage et phosphatation de pièces de différentes tailles. Le site dispose de deux lignes de traitement « au tonneau » pour les pièces de petites tailles (visserie, boulonnerie…) et une ligne de bains pour les pièces de plus grosse taille. La production est destinée au secteur automobile.

Actuellement l'établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation datant du 6 mai 2009 autorisant la société Zindel (ancienne dénomination de Galvanoplast) à l'exploitation d'un atelier de traitement de surface des métaux sur la commune de Seloncourt (département du Doubs – 25).

En 2024, le site a été victime d'un incendie majeur qui a détruit les halls 2 & 3 et a impacté fortement le hall 4. L'exploitant projette la reconstruction de ce bâtiment, en y intégrant l'achat de nouvelles lignes de traitement de surface. L'enjeu pour l'exploitant est de pouvoir reconstruire et remettre le site en service dans le délai le plus court possible, afin de sécuriser au maximum son portefeuille client.

Dans le cadre du projet de reconstruction, l'exploitant ne sollicite aucune augmentation de l'activité. La reconstruction des halls au cœur d'un site existant se fera en s'appuyant sur le retour d'expérience de l'incendie et permettra un gain notable en termes de maitrise des risques industriels.

Par ailleurs, l'exploitant souhaite régulariser ses activités ICPE historiques mais non actées administrativement. Il s'agit des activités relatives à la production de froid (1185) et de vernissage au trempé (2940).

L'orientation du projet de reconstruction et les mesures proposées dans ce document, tiennent compte des recommandations faites par le SDIS et la DREAL, lors de la réunion de présentation du projet qui a eu lieu le 11 décembre 2024.

Le présent document a pour objet :

- De décrire le projet de reconstruction des halls de production du site comprenant les éléments de construction pressentis, les modifications apportées sur les équipements et les lignes de production,
- De présenter, sur la base du retour de l'expert incendie, les mesures correctives envisagées,
- D'analyser l'impact du projet sur le classement ICPE/IOTA du site,
- D'analyser le caractère substantiel du projet au regard des éventuelles nuisances et/ou dangers supplémentaires.

Un porter à connaissance est nécessaire afin de conclure sur le caractère substantiel ou non du projet au regard de l'article R 181-46 du code de l'environnement.

1.2 REFERENTIELS

L'évaluation du projet est réalisée conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement :

*« **I.** – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*
***1°** En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*
***2°** Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;*
***3°** Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*
La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

***II.** – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

« S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »

III. Pour les installations Seveso :
***1°** Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :*
***a)** Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;*
***b)** Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut.*

Les critères énoncés dans l'article R181-46 du code de l'environnement sont explicités dans les 2 documents du Ministère :

- La note de la DGPR du 20 décembre 2021 relative aux modifications des ICPE
- Le guide de la DGPR sur la modification d'une autorisation environnementale « ICPE » - V4 de mars 2021

2 IDENTITE DU DEMANDEUR

La société Galvanoplast localisée à Seloncourt est spécialisée dans le secteur d'activité du traitement et revêtement des métaux.

Raison sociale :	Galvanoplast Sochaux Montbeliard
Forme juridique :	Société par Actions Simplifiée
Adresse du siège social et du site concerné :	87 rue de la Pale 25230 SELONCOURT
☎ du site concerné :	03 81 36 28 50
N° SIRET :	808 568 646 000 18
Code APE :	2561Z
N° de parcelles cadastrales avant et après projet :	**Aucune modification de la surface du site suite à la réalisation du projet** Parcelles identifiées dans l'AP du 6 mai 2009 : Section AV : Parcelles n°219, 224, 240, 242, 244, 246, 249, 261 Section AB : Parcelles n°223, 489 Parcelles actuellement exploitées par Galvanoplast : Section AV : Parcelles n°218, 224, 240, 241, 242, 244, 245, 246, 248, 249, 259, 261, 285, 294, 296, 298 Section AB : Parcelles n°489
Coordonnées Lambert II :	X : 940 080 m / Y : 2 283 905 m / Altitude : 339 m
Superficie des bâtiments:	Emprise au sol avant travaux : env 10 000 m² Emprise au sol créée par les travaux : 0 m² Emprise au sol totale après travaux : env 10 000 m²
Signataire de la demande :	M. GUERRE Francis
Agissant en qualité de :	Directeur du site
Téléphone :	03 81 36 28 50

Tableau 1 : Identité du demandeur

3 LOCALISATION DU SITE

L'établissement Galvanoplast est implanté sur la partie nord du ban communal de Seloncourt à proximité de la commune d'Audincourt. Le site se situe en zone UY du Plan Local d'Urbanisme de Seloncourt, zone affectée aux activités économiques. A noter que la station de traitement interne des effluents aqueux du site est implantée en zone UB : zone périphérique du centre ancien à densité modérée et avec une diversité fonctionnelle.

Le site de production est entouré par les éléments suivants :

- A l'est, par la rue de la Pâle puis par une zone résidentielle. Les premières habitations se situent à une vingtaine de mètres du site.
- Au nord, par la rue des Champs puis par un champ agricole,
- A l'ouest, par la rue des Champs puis par une zone boisée comprenant une maison d'habitation et un bâtiment industriel non exploitée actuellement,
- Au sud, par un bâtiment de type industriel puis au-delà par la rue Manet.

Le site de production dispose de deux accès :

- 1 accès poids lourds et véhicules légers situé rue des Champs à l'ouest du site,
- 1 sortie poids lourds et véhicules légers situé rue de la Pâle à l'est du site,
- 1 parking pour les salariés de l'usine situé à l'intersection de la rue de la Pâle et de la rue des Champs au nord du site.

Le projet n'implique aucune modification du périmètre ICPE.



Figure 1 : Vue aérienne du site

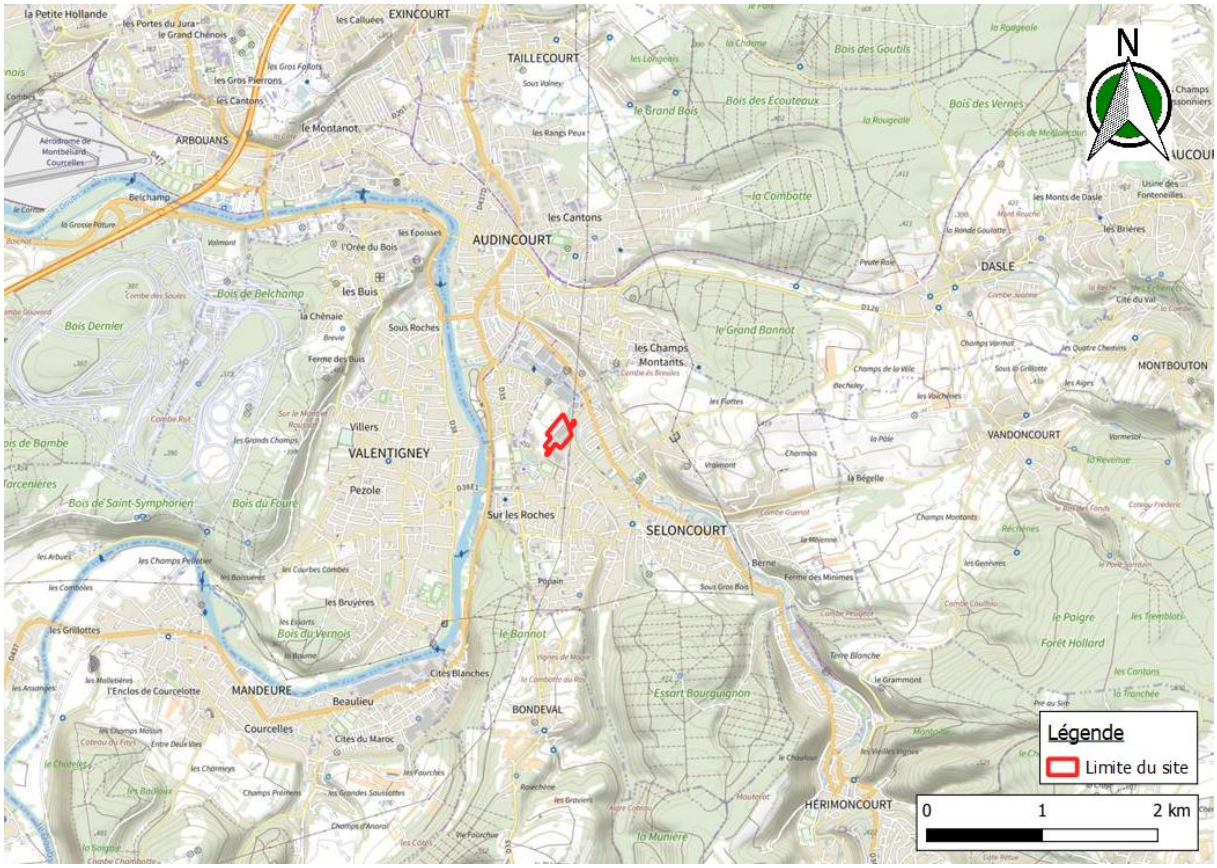


Figure 2 : Localisation du site (1/25 000ème) [source : Géoportail]

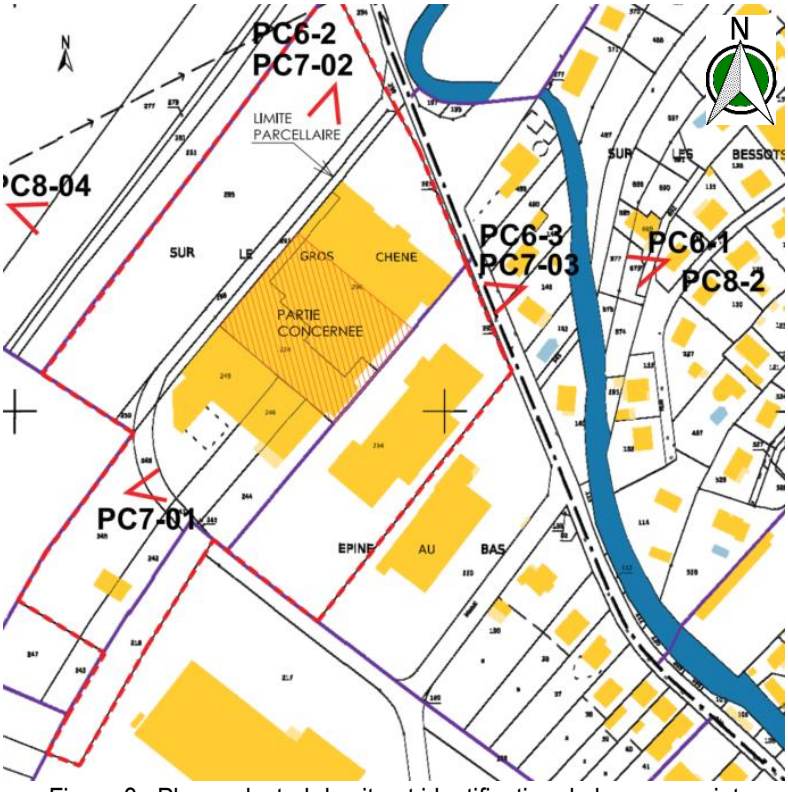


Figure 3 : Plan cadastral du site et identification de la zone projet

4 PRESENTATION DE LA SITUATION ACTUELLE

4.1 AMENAGEMENT DU SITE

Le site de Galvanoplast à Seloncourt (25) occupe un terrain d'une superficie d'environ 28 000 m² :

Repère plan	Actuellement
Emprise au sol des bâtiments	Environ 10 000 m²
Voiries, parkings	Environ 4 000 m²
Espaces verts	Environ 14 000 m²
TOTAL	Environ 28 000 m²

Tableau 2 : Répartition des surfaces du site actuel

Le site de production et ainsi que la station d'épuration du site sont clôturés sur une hauteur de 2 m minimum. Par ailleurs le site fait l'objet d'une télésurveillance en continu (intrusion et incendie).

4.2 DESCRIPTION DES LOCAUX

Le site industriel se divise principalement en 2 bâtiments de type industriel et d'une station d'épuration.

Le bâtiment de production principal est constitué :

- Du hall n°1 comprenant la ligne de production n°2 (traitement vrac / revêtement zinc nickel) et n°4 (traitement vrac, revêtement vernis). Le fonctionnement de la ligne n°2 nécessite l'emploi de produits dangereux de type soude / acide chlorhydrique.
- Du hall n°2, accueillant le ligne de production n°8 (traitement attache, revêtement zinc acide / zinc alcalin, zinc nickel) et la ligne n°9 (traitement vrac, phosphatation). Le fonctionnement de ces lignes nécessite l'emploi de produits dangereux de type soude / acide chlorhydrique,
- Du hall n°3, contenant la ligne de production n°10 (traitement vrac, revêtement zinc acide, zinc alcalin et zinc nickel). Le fonctionnement de cette ligne nécessite l'emploi de produits dangereux de type soude / acide chlorhydrique,
- Du hall n°4 dédié au stockage des matières à traiter et des matières traitées, des produits chimiques divisé en plusieurs locaux de stockage et équipés de rétentions séparées afin d'éliminer le risque de mélange de produits chimiques incompatibles,
- En extérieur du hall 4 mais sous auvent, les postes de charge des chariots élévateurs, la zone d'implantation de la cuve de stockage de l'acide chlorhydrique,
- En extérieur, au sud des halls 2 et 3, les dispositifs de traitement de gaz résiduaires constitués de deux laveurs.

Le second bâtiment industriel situé sur la partie sud-est du site accueille la zone de stockage de déchets (DIS, DIB, bois, papier/cartons, plastiques, métaux), ainsi qu'une zone dédiée aux compresseurs d'air et groupe froid nécessaire à la régulation des bains de traitement.

Les effluents aqueux industriels du site sont traités par une station d'épuration interne. Cette dernière n'a pas été impactée par l'incendie et ne sera pas modifiée dans le cadre du présent projet.

La figure suivante présente la localisation des activités menées avant l'arrêt de la production suite à l'incendie survenue le 27 septembre 2024 et identifie les halls 2 et 3 à reconstruire (objet du présent document).

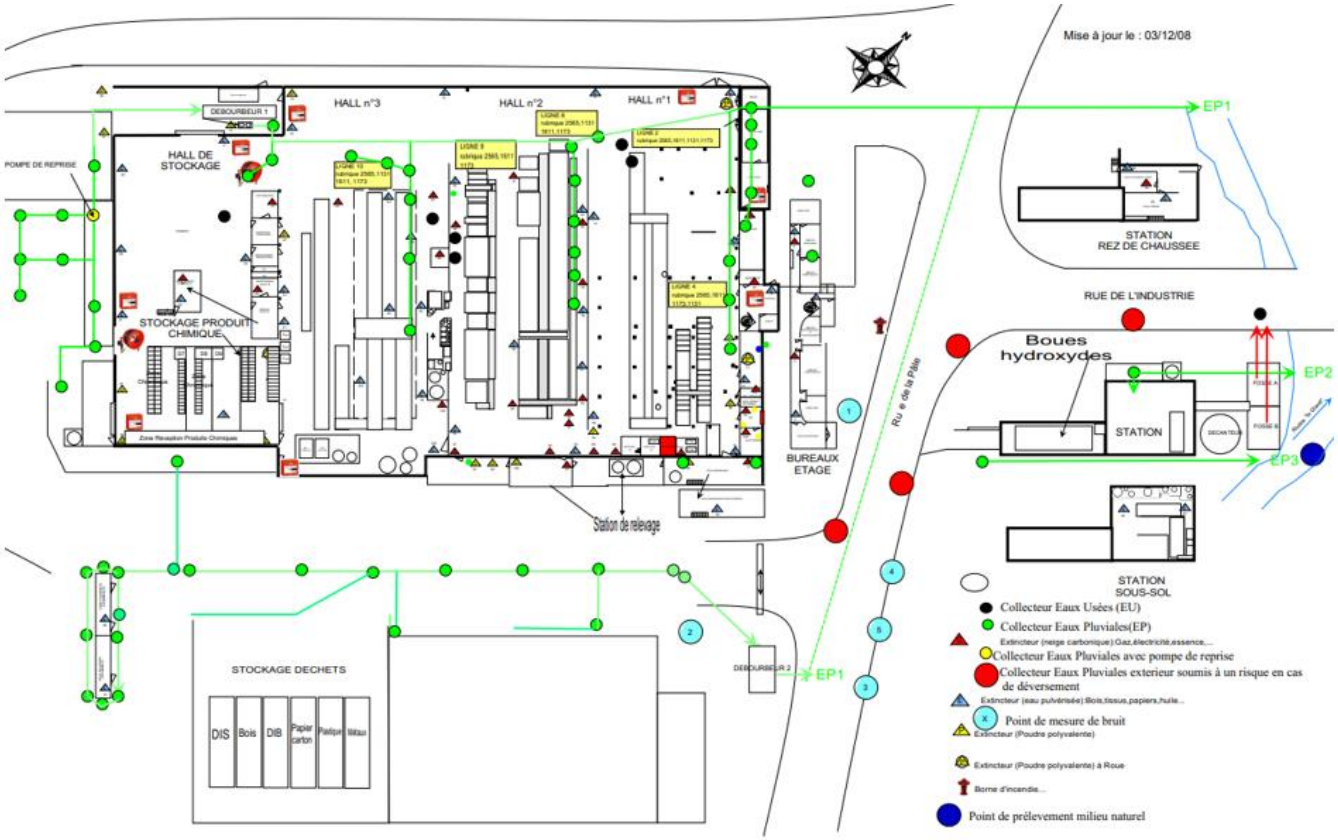
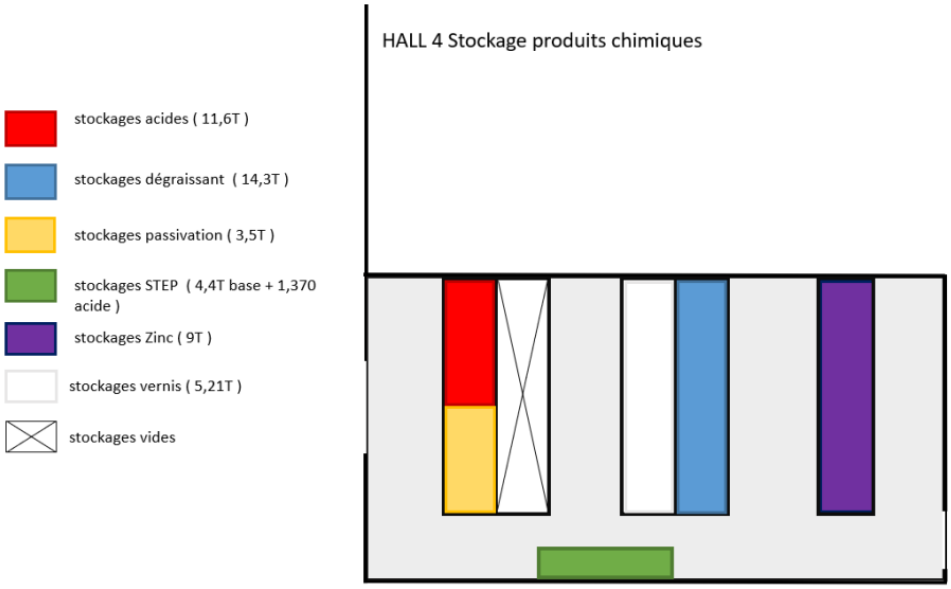




Figure 4 : Plan de l'aménagement actuel du site

4.3 STOCKAGE DES PRODUITS DANGEREUX

Bien que de petits stockages pouvant être considérés comme des en-cours soient présent à proximité direct des bains de traitement (afin de les alimenter par pompe doseuse automatique), le hall 4 est dédié en partie au stockage des produits dangereux et dispose de locaux de stockage équipés de rétention spécifique par type de produits. Les volumes qui y sont stockés sont détaillés sur le schéma suivant :



Cette zone n'a pas été impactée par l'incendie et dans le cadre de ce porter à connaissance, il n'est prévu aucune modification des produits mis en œuvre et des quantités stockées sur le site. Pour rappel, les principaux produits dangereux utilisés dans le cadre du traitement des pièces sont listés ci-après :

Produits	Classe de danger
Acides	
Acide borique	Toxicité pour la reproduction H360
Acide chlorhydrique 25%	Corrosion cutanée H314 Toxicité spécifique pour certains organes cibles H335 Corrosif pour les métaux H290
Acide nitrique 20-65%	Corrosif pour les métaux H290 Provoque des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves H314 Toxique par inhalation H331
Acide sulfurique 94-96-98%	Corrosion cutanée H314 Corrosif pour les métaux H290
Keykote 750 A	Corrosif pour les métaux H290 Provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions oculaires H314 Très toxiques pour les organismes aquatiques H410
Keykote 750 B	Corrosif pour les métaux H290 Provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions oculaires H314 Très toxiques pour les organismes aquatiques H410
Vernis – 2940 (régularisation)	
Finigard 105	**Produit non classifié selon le règlement CLP**
Finigard 111	**Provoque une sévère irritation des yeux H319** **Peut provoquer une allergie cutanée H317**
Finigard 150	**Produit non classifié selon le règlement CLP**
Finigard 503	**Provoque une irritation cutanée H315** **Provoque de graves lésions des yeux H318**
Finigard 505	**Provoque une irritation cutanée H315** **Provoque de graves lésions des yeux H318**

A noter que ces produits ne sont ni inflammables ni combustibles. Par ailleurs, les vernis ne sont pas solvantés.

5 PRESENTATION DE LA SITUATION PROJETEE

5.1 AMENAGEMENT DU SITE

Le projet de reconstruction des halls de production du site a pour objet de redémarrer de nouvelles lignes de production au sein des halls 2 et 3, lignes complètement détruites suite à l'incendie, et de reconstruire les halls de production.

Galvanoplast envisage néanmoins une réorganisation des utilités en déplaçant les compresseurs et groupes froids dans des annexes techniques jouxtant les halls de production.

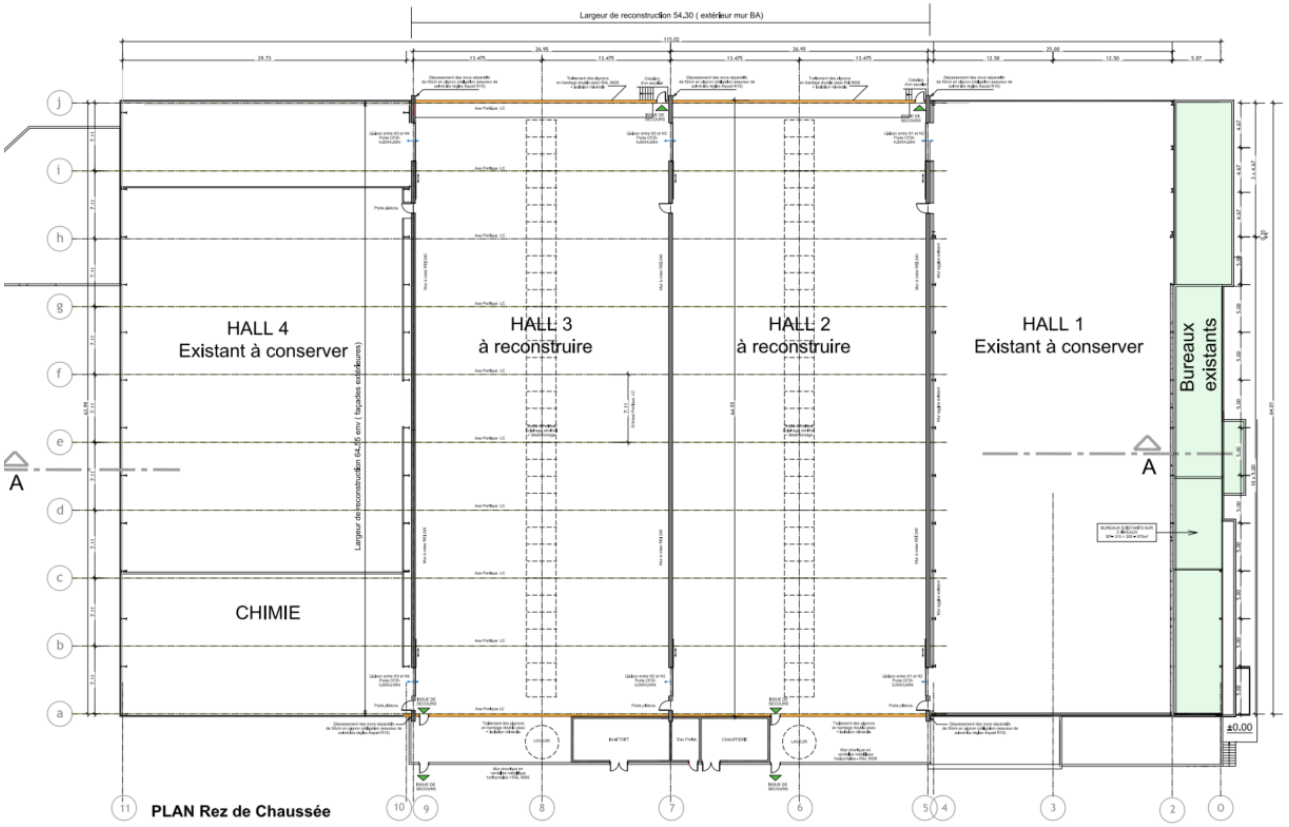
Ce projet se base également sur les recommandations de l'expertise incendie menée suite à l'incendie à savoir :

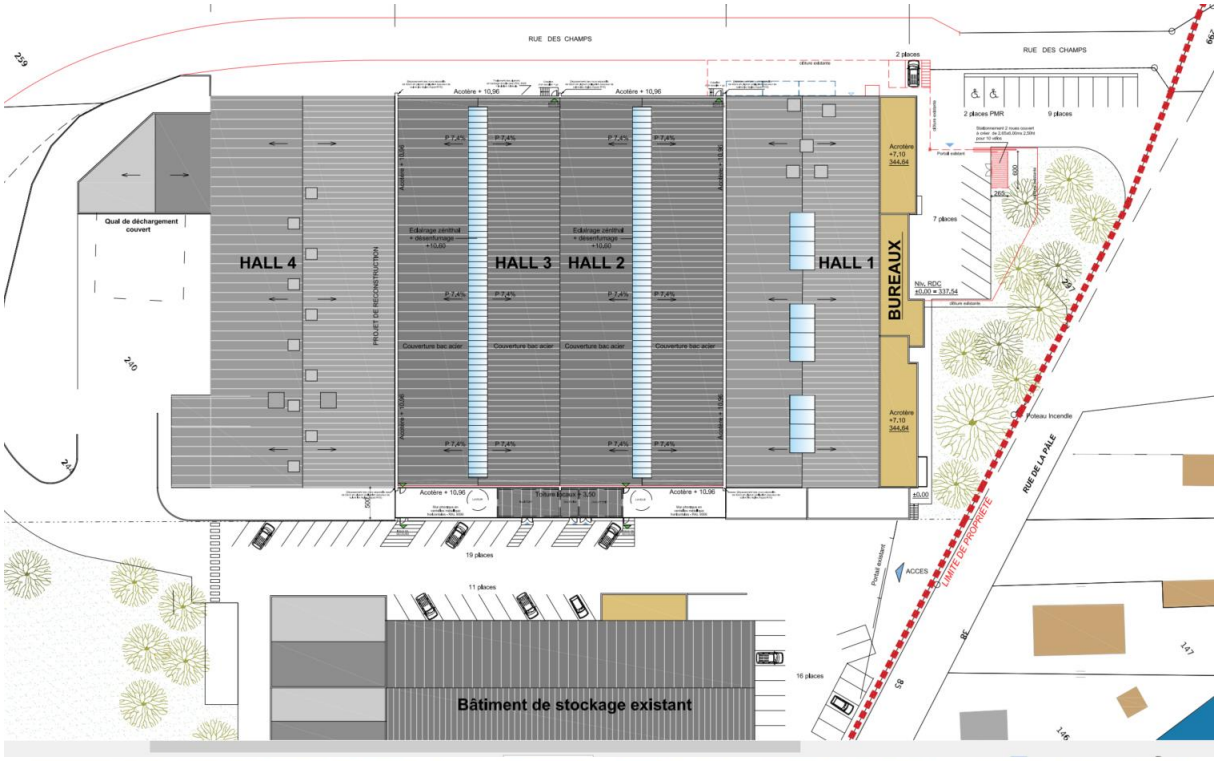
- privilégier les lignes électriques au ras du sol,
- mettre en place des caméras thermiques,
- prévoir de redresseurs de nouvelle génération à détection de défauts automatiques

Le projet porté ne modifiera pas les emprises au sol des bâtiment ni les surfaces de voiries, ni la surface du site. Les accès existants au site seront conservés.

De légères modifications des parkings existants sont prévus : suppression de quelques places de stationnement en façade sud des halls de production permettant l'accès aux locaux techniques (local TGBT, fourniture eau froide et chaufferie électrique) et suppression d'une place de parking au droit des bureaux afin d'y implanter un futur local vélos.

Les plans suivants **(plan du permis de construire qui est déposé simultanément à ce porter à connaissance)** permettent de mettre en évidence les parties du site concernées par le projet et d'illustrer les nouveaux aménagements pour le stationnement. Les autres parties resteront inchangées par rapport à l'existant.





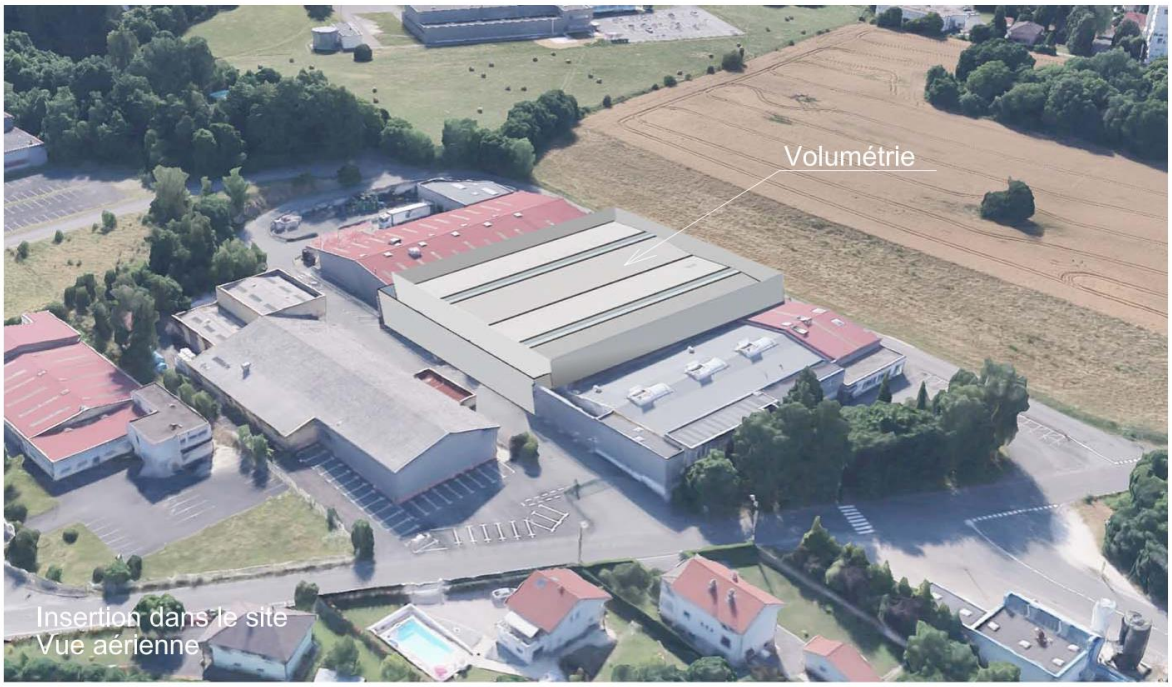


Figure 5 : Plans du projet

5.2 PRESENTATION DU PROJET DE RECONSTRUCTION DES HALLS INDUSTRIELS

Le projet de reconstruction consiste à recréer 2 halls (halls N°2 et 3) à l'emplacement initial en conservant la surface de plancher existante.

Ces halls abriteront des lignes de production identiques à celles historiques :

- Lignes 8 et 9 dans le hall n°2,
- Ligne 10 dans le hall n°3.

Ce nouveau volume de bâtiment industriel restera simple avec 2 toitures identiques à 2 pents et voûte d'éclairement en faîtage. Des façades avec acrotères formant garde-corps hauts habilleront les pignons. Le prolongement (de 1 mètre plus haut que le point de couverture le plus haut dans un rayon de 7 m) des murs séparatifs des halls, et pour des raisons de sécurité incendie, servira aussi de garde-corps de toiture. Un mur « acoustique » d'environ 8 mètres de hauteur atténuera le bruit des laveurs et autres utilités. Deux escaliers permettant de récupérer le niveau de la rue des Champs seront positionnés au droit des issues de secours.

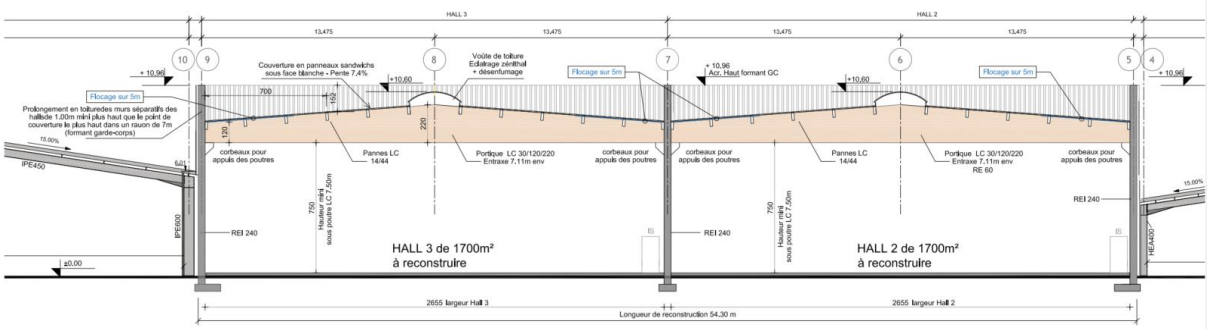
Des locaux techniques annexes jouxteront ces halls de production (chaufferie électrique, local compresseur, local TGBT et local fourniture eau froide).

5.2.1 Dispositions constructives

Les halls présenteront des murs séparatifs de 40 cm d'épaisseur en béton armé sur semelles et un dallage en **béton armé (REI240).** Les murs séparatifs seront prolongés en toiture et en pignon de manière à respecter les règles APSAD R15. La circulation des engins entre les halls sera réalisée au travers des portes coupe-feu double de 4m de large qui sépareront les halls 1 et 2, les halls 2 et 3 et les halls 3 et 4.

Les murs extérieurs seront en bardage double peau REI 120 et disposeront des sorties de secours. Les toitures seront exécutées suivant un principe de poutres arbalétriers en lamellé collé d'environ 27 m de portée et espacées tous les 7,10 m (RE 60). Des pannes LC supporteront la couverture en panneaux sandwichs. Le voute de toiture permettra un éclairage zénithal et servira de dispositif de désenfumage. La surface utile de désenfumage sera égale à 2% de la surface utile de chaque hall.

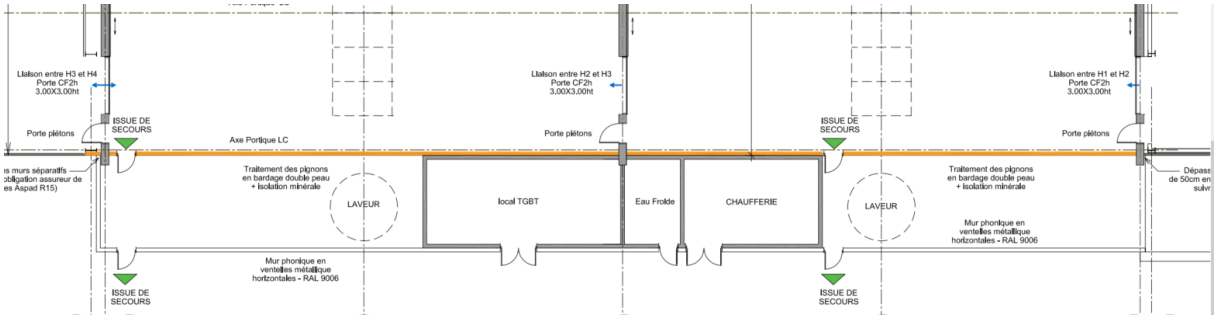
Outre l'amélioration en matière de maitrise des risques, la nouvelle séparation coupe-feu entre le hall 2 et 3 vise également à sécuriser l'outil industriel et à assurer même en cas de sinistre la continuité de l'activité.



Coupe sur Halls à reconstruire 1/200

Les annexes techniques accueillant le local TGBT, le local de fourniture eau froide, la chaufferie électrique et les compresseurs présenteront des murs en béton (REI120).

Un mur phonique en ventelle métallique horizontales – RAL 9006 sera implanté en façade sud afin d'atténuer l'impact sonore du site.



Les réseaux secs et humides existants seront conservés et modifiés selon les besoins. Les eaux pluviales des toitures des halls à reconstruire, seront collectées dans le réseau existant. La surface de toiture reste inchangée.

5.2.2 Reconstruction des lignes de production

5.2.2.1 Reconstruction des lignes 8 et 9 – hall n°2

Ligne 8 : traitement attache, revêtement zinc acide / zinc alcalin, zinc nickel
Ligne 9 : traitement vrac, phosphatation

Le traitement anti-corrosion zinc-nickel consiste en un dépôt de zinc et de nickel par voie électrolytique en milieu alcalin. Ce traitement des pièces est réalisé au travers de différents bains de nettoyage/rinçage, de dégraissage, de décapage/dézingage, d'activation, de zingage/nickel, de passivation. La phosphatation est un traitement pour le revêtement chimique de composants en fer avec des solutions de phosphate de fer, de zinc ou de manganèse, afin de créer une couche cristalline protectrice qui améliore la résistance à la corrosion et l'adhésion des peintures.

Les bains de traitement spécifiques deux lignes de production du hall 2 sont synthétisés ci-après :

Ligne 8	Volume des bains	Ligne 9	Volume des bains
Dégraissant relarguant (Prélik 1760)	8 900 L	Huile soluble 12% (Rustillo aqua 2 FD)	1 050 L
Dégraissant Emulsionnant (Prélik 1760)	4 300 L	Egouttage	1 050 L
Dégraissant anodique n°1	6 400 L	Huile soluble 3% (Rustillo aqua 2 FD)	1 050 L
Dézingage (HCl)	2 900 L	Huile soluble 12% (Rustillo aqua 2 FD)	1 050 L
Décapage (HCl)	11 500 L	Huile soluble 3% (Rustillo aqua 2 FD)	1 050 L
Dégraissant anodique n°2	5 400 L	Inhibiteur (Ferapol 291)	1 000 L
Activation chlorhydrique (en HCl)	2 800 L	Dégraissant relarguant (Keykote 245)	2 500 L
Zingage Nickel (soude)	18 000 L	Dégraissant Emulsionnant (Quickdet)	2 400 L
Zingage acide (acide borique)	6 000 L	Inhibiteur (Ferapol 291)	1 700 L
Zingage Nickel (soude)	40 000 L	Pré-décapage (HCl)	2 000 L
Zingage alcalin	45 000 L	Décapage (HCl)	2 000 L
Rinçage nitrique	3 100 L	Affineur zinc (keykote 604)	900 L
Passivation noire nickel (Finidep 728.2)	3 900 L	Phosphatation zinc (Keykote 750 A)	2 500 L
Passivation noire alcalin (Tripass ELV 5300 part A)	3 900 L	**Total**	**20 250 L**
Passivation H.T.C (Tripass ELV 1500 LT)	3 900 L		
Passivation blanche (Tripass PK3 30 ml/l)	3 900 L		
Passivation blanche nickel (Finidep 128.5)	3 900 L		
Sealer (Enseal 160)	3 400 L		
Passivant (Passivex 833)	3 400 L		

Corrosil (Corosil 501 BG2)	4 400 L
Post DIP (Tripass ELV Post -DIP)	3 900 L
Finigard 401	3 900 L
Enseal 160 + Boz-P	4 400 L
TOTAL	**197 200L**

La ligne 8 comprend des bains de vernis pour un volume de 8 300 L. Ils sont repérés en orange sur le tableau précédent.

Certains bains de traitement nécessitent d'être chauffés. Le chauffage de ces bains sera réalisé par serpentins d'eau chaude alimentés par une chaudière électrique localisée dans un local spécifique REI120. Ce chauffage se fait aujourd'hui via un système non déporté, directement sur la ligne. Il s'agit ici d'un gain notable en termes de réduction des risques. Ce principe s'appliquera également au nouveau hall 3.

5.2.2.2 Reconstruction ligne 10 - hall n°3

Ligne 10 : traitement vrac, revêtement zinc acide, zinc alcalin et zinc nickel

Les bains de traitement spécifiques à cette ligne de production du hall 3 sont synthétisés ci-après :

Ligne 10	Volume des bains
Dégraissant relarguant (Prélik 1760)	1 300 L
Dégraissant Emulsionnant (Prélik 1760)	2 000 L
Dégraissant anodique n°1 (Prélik 1760)	1 000 L
Décapage fort (HCl)	2 000 L
Dégraissant anodique n°2 (Metex LC15)	1 000 L
Dépassivation (HCl)	900 L
Zingage Nickel (soude)	20 000 L
Zingage acide (acide borique)	16 000 L
Zingage alcalin (soude)	19 000 L
Rinçage nitrique	650 L
Passivation blanche (Tripass PK3)	750 L
Passivation blanche nickel (Tripass ELV 3000)	750 L
Passivation H.T.C (Ecotri NF)	750 L
Passivation jaune (Permapass)	750 L
Passivation Noire alcalin (Tridur Zn H3 Part A)	750 L
Passivation Noire Ni (Tripass ELV 5100)	750 L
Rinçage carbonaté (carbonate de sodium)	750 L
Finigard 105	850 L
Gleitmo 605 (Tridur Finish 300 Part A et B)	850 L
Décapage panier	750 L
TOTAL	**71 550 L**

La ligne 10 comprend des bains de vernis pour un volume de 1 700 L. Ils sont repérés en orange sur le tableau précédent.

Certains bains de traitement nécessitent d'être chauffés. Le chauffage de ces bains sera réalisé par serpentins d'eau chaude alimentés par une chaudière électrique localisé dans un local spécifique REI120.

5.2.3 Modifications apportées sur les utilités

5.2.3.1 Cuve HCl

La cuve extérieure d'acide chlorhydrique sera protégée par un nouveau mur coupe-feu sur son côté faisant face au bâtiment industriel afin d'annihiler toute propagation d'un éventuel incendie du hall 4.

5.2.3.2 Réseau gaz

Avant l'incendie, un réseau gaz permettait d'alimenter des radiants gaz et une chaudière gaz destinée au chauffage des bains. Le projet prévoit la suppression du réseau gaz et l'implantation d'une chaudière électrique assurant la même fonction (chauffage des bains via serpentins d'eau chaude).

La localisation du local chaufferie (REI120) est présenté au chapitre 5.2.1.

5.3 NATURE DE L'ACTIVITE, MODIFICATIONS APPORTEES

L'activité du site après réalisation du projet sera identique à celle existante aujourd'hui. Les volumes de production (surfaces métalliques traitées), les produits utilisés ainsi que les zones de stockage seront également identiques à l'existant.

6 MODIFICATIONS ATTENDUES SUR LE CLASSEMENT ADMINISTRATIF DU SITE

6.1 ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

L'établissement est autorisé par la Préfecture du Doubs comme Installations Classées pour la Protection de l'Environnement par l'arrêté préfectoral du 6 mai 2009. Cet arrêté porte autorisation d'exploiter un atelier de traitement de surface des métaux par la société Zindel (ancienne dénomination de Galvanoplast) sur la commune de Seloncourt. Il abroge les actes administratifs antérieurs à savoir les arrêtés préfectoraux (antérieurement délivrés à la société ZINDEL SA) du :

- 19 septembre 1986
- 8 février 1989
- 19 décembre 1991
- 4 août 1997

L'arrêté préfectoral susvisé a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) suivants :

- APC du 22 juin 2010 relatif aux prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses,
- APC du 2 décembre 2013 relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique – surveillance pérenne,
- APC du 16 octobre 2014 relatif à la constitution de garanties financières en application de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement,
- APC du 2 octobre 2024 prescrivant des mesures d'urgence en application du l'article L.512-20 du Code de l'Environnement à la société Galvanoplast sur la commune de Seloncourt.

6.2 CLASSEMENT DES INSTALLATIONS AU TITRE DES ICPE

6.2.1 Classement actuel des installations, acté par la Préfecture

Le dernier classement ICPE acté par l'administration est issu de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2009. Le site est soumis :

- à autorisation pour la rubrique 2565-2a « Revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique »
- à déclaration pour les rubriques suivantes :
    - Rubrique 2920-2b « Installation de compression et de réfrigération »
    - Rubrique 1131-2c « Emploi et stockage de substances et préparations liquides toxiques »
    - Rubrique 2925 « Postes de charges d'accumulateurs ».

Par ailleurs, depuis la transposition en droit Français de la Directive Européenne 2010/75/UE, appelé « Directive IED » (Industrial Emissions Directive), le site est également soumis à autorisation sous la rubrique 3260 « Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique ».

NB : L'exploitant souhaite profiter de ce projet pour régulariser ces activités ICPE historiques mais non actées administrativement. Il s'agit des activités relatives à la production de froid (1185) et de vernissage au trempé (2940).

6.2.2 Classement actualisé des installations intégrant le projet

Le tableau suivant présente le classement actualisé des installations en intégrant le projet.

Installations classées identifiées par l'arrêté préfectoral du 6 mai 2009				Classement après modification	
Rub. IC	**Intitulé**	**Caractéristique de l'installation**	**Régime avant projet**	**Modification envisagée**	**Régime après modif.**
2565-2. A	**Revêtement métallique ou traitement** (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. **2**. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : **a)** Supérieur à 1 500 l **(E)**	5 chaînes de traitement de surface Le volume des cuves affectées au traitement étant de 451 700 litres Ligne 2 : 45 200 L Ligne 4 : 49 500 L Ligne 8 : 193 000 L Ligne 9 : 81 100 L Ligne 10 : 81 600 L **Note l'AP de 1997 mentionné déjà une capacité de 404 300 L au titre de la rubrique 2565.**	**A**	5 chaînes de traitement de surface Le volume des cuves affectées au traitement étant de : 451 700 litres Ligne 2 : 45 200 L Ligne 4 : 49 500 L Ligne 8 : 193 000 L Ligne 9 : 81 100 L Ligne 10 : 81 600	**E (Modification liée à l'évolution de la nomenclature)**
3260 **Rubrique crée en 2013**	**Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques** par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m^3 **(A)**	/	/		**A (Modification liée à l'évolution de la nomenclature)**

2940-1. A	**Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.** (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. **1.** Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par un procédé « au trempé » (y compris l'électrophorèse), la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : **a)** Supérieure à 1 000 l **(E)** *Nota. - Le régime de classement est déterminé par rapport à la quantité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après. Les quantités de produits à base de liquides inflammables à mention de danger H224, H225 ou H226 ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1. Les quantités de produits à base de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient t 1/2. Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera égale à : Q = A + B/2.*	/	/	Activité de vernissage réalisée sur la ligne de production n°4 (hall1) La quantité de produits mise en œuvre dans l'installation est de : Produits de type B et ne comprenant pas de solvants organiques : Ligne 2 : 800 L Ligne 4 : 1 250 L Ligne 8 : 8 300 L Ligne 9 : Néant Ligne 10 : 1 700 L Total site : 12 050 L. **Q** = 12 050 / 2 **= 6 025 L**	**E** **Régularisation administrative** **Activité ayant toujours existé sur le site.**
2920	**Installation de compression et de réfrigération :** Rubrique supprimée par l'annexe I du décret n°2018-900 du 22 octobre 2018				
1185 **Rubrique crée en 2014**	**Gaz à effet de serre fluorés** visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). **2.** Emploi dans des équipements clos en exploitation. **a)** Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg **(DC)**	/	/	La quantité cumulée de fluide frigorigène est de **475 kg**	**DC** **Régularisation administrative**
2925-1	**Accumulateurs électriques** (ateliers de charge d') : **1.** Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW **(D)**	Chargeurs de batterie des appareils de levage et manutention Puissance maximale de courant continu utilisable pour l'opération de charge : 58,4 kW	**D**	**<u>Sous rubrique 2565-2</u>** Aucune modification de l'installation Puissance maximale de courant continu utilisable pour l'opération de charge : 58,4 kW	**D**

2910	**Combustion** à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes **A.** Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : **2.** Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW **(DC)**	Ensemble des brûleurs pour la chauffe des bains et des aérothermes de l'atelier Puissance thermique nominale totale de l'installation : 1,7978 MW	**DC**	Arrêt de l'utilisation du gaz naturel sur le site. Le chauffage des bains de traitement sera électrique. Puissance thermique de l'installation : 0 MW	**NC**
1530	**Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues**, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : **2.** Supérieure à 1 000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3 **(DC)**	Stockage des emballages des pièces finis Le volume susceptible d'être présent étant de 20 m3	**NC**	Aucune modification de l'installation Le volume susceptible d'être présent étant de 20 m3	**NC**
1111	**Rubriques supprimées par le décret 2014-285 du 3 mars 2014 / Positionnement vis-à-vis des rubriques 4xxx ci-après** Les mentions de danger des principaux produits dangereux utilisés (Cf. chapitre 4.3) ne sont pas associées à des rubriques génériques de la nomenclature des ICPE à l'exception de la mention de danger H410 (produits keykote) pour laquelle la rubrique 4510 peut être associé avec un seuil de déclaration fixé à 20 T. Le projet ne s'accompagnant d'aucune augmentation des volumes de stockage, la quantité maximale de stockage sous la rubrique 4510 est < 10. **Les activités du site ne sont donc pas concernées par les rubriques 4XXX.**				
1173					
1432					
1611					

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (installation à déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'Environnement), NC (non classée)

Tableau 3 : Classement actualisé des installations en intégrant le projet

Le projet de reconstruction des hall 2 et 3 et des lignes de production 8, 9 et 10 impacte le classement ICPE du site en raison :

- De l'arrêt d'une activité classée,
- De l'évolution de la nomenclature des ICPE depuis la dernière situation actée par la Préfecture,
- De la demande de régularisation administrative d'activités historiques réalisées sur site.

L'impact est donc le suivant :

- Changement de régime (Déclaration à Non Classé) suite à l'arrêt de l'activité classée sous la rubrique 2910 (combustion),
- Changement de régime (autorisation à enregistrement) pour l'activité classée sous la rubrique 2565 (revêtement métallique ou traitement),
- Nouvelle activité classée à enregistrement sous la rubrique 2940 (vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc) – régularisation administrative,
- Nouvelle activité classée à déclaration sous la rubrique 1185-2a (Gaz à effet de serre fluorés) – régularisation administrative.

6.3 POSITIONNEMENT DU PROJET VIS-A-VIS DE LA DIRECTIVE IOTA

Le présent projet s'implantera au droit d'une plateforme déjà imperméabilisé, il n'est donc à prévoir aucune modification du bassin versant collecté par le site.

Le projet n'est donc pas concerné par la réglementation au titre des IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités soumises à la loi sur l'eau.

6.4 PERMIS DE CONSTRUIRE – ARTICULATION DES PROCEDURES

Le projet nécessitant la construction de deux nouveaux halls en lieu et place des halls détruits lors de l'incendie, il sera soumis au dépôt préalable d'un permis de construire. **Le permis de construire sera déposé parallèlement au présent document.**

7 ANALYSE DU CARACTERE SUBSTANTIEL DE LA MODIFICATION

7.1 RAPPEL REGLEMENTAIRE ET METHODOLOGIE

Le dispositif réglementaire en vigueur (article R181-46 du code de l'environnement) prévoit que l'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation porte à la connaissance du Préfet toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation. En application de ce même R181-46, le préfet doit établir si la modification est substantielle, c'est-à-dire si une nouvelle procédure d'autorisation s'avère nécessaire.

La note du 20/12/2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement vise à fournir des lignes directrices pour le traitement des dossiers de modification présentés par les exploitants ICPE.

La note fournit notamment des éléments d'appréciation du caractère substantiel d'un changement notable d'une ICPE, et présente également les différentes procédures, notamment d'actualisation de l'étude d'impact et de consultation du public, qui peuvent être mise en œuvre, suite aux évolutions législatives et réglementaires de ces dernières années.

Le § I de l'article R181-46 du code de l'environnement indique :

> *I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*
>
> > *1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*
> >
> > *2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;*
> >
> > *3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

Le logigramme extrait de la note du 20/12/21 ci-après permet de visualiser la procédure à suivre en cas de modification d'une autorisation environnementale.

Selon ce logigramme, la modification envisagée par Galvanoplast est un « projet de modification ».

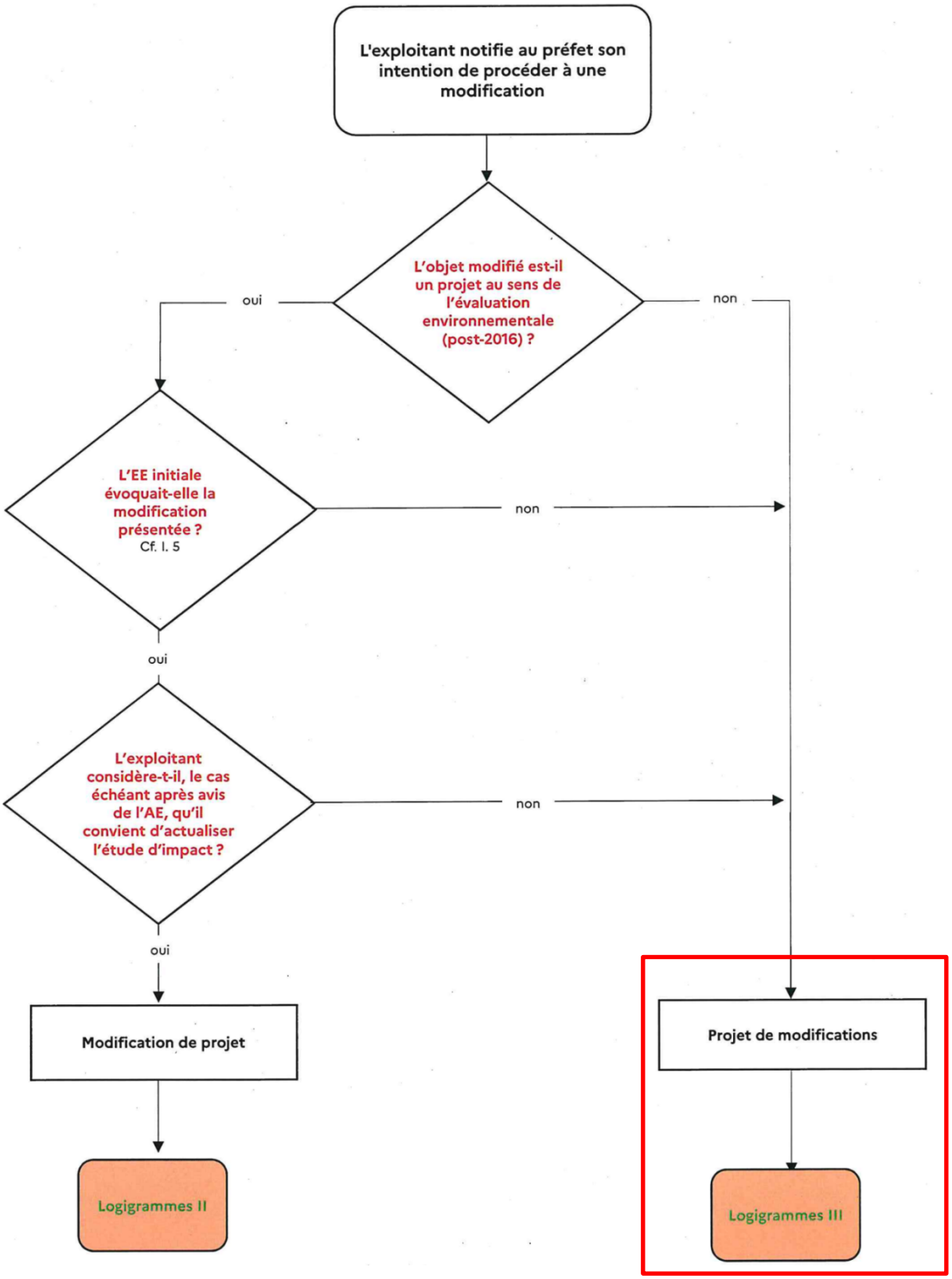


Figure 6 : Logigramme illustrant les procédures de traitement des modifications ICPE, extrait de la note du 20/12/2021

Le logigramme III extrait de la note du 20/12/2021 permet de visualiser le champ de l'acte d'autorisation environnementale pour les projets de modifications.

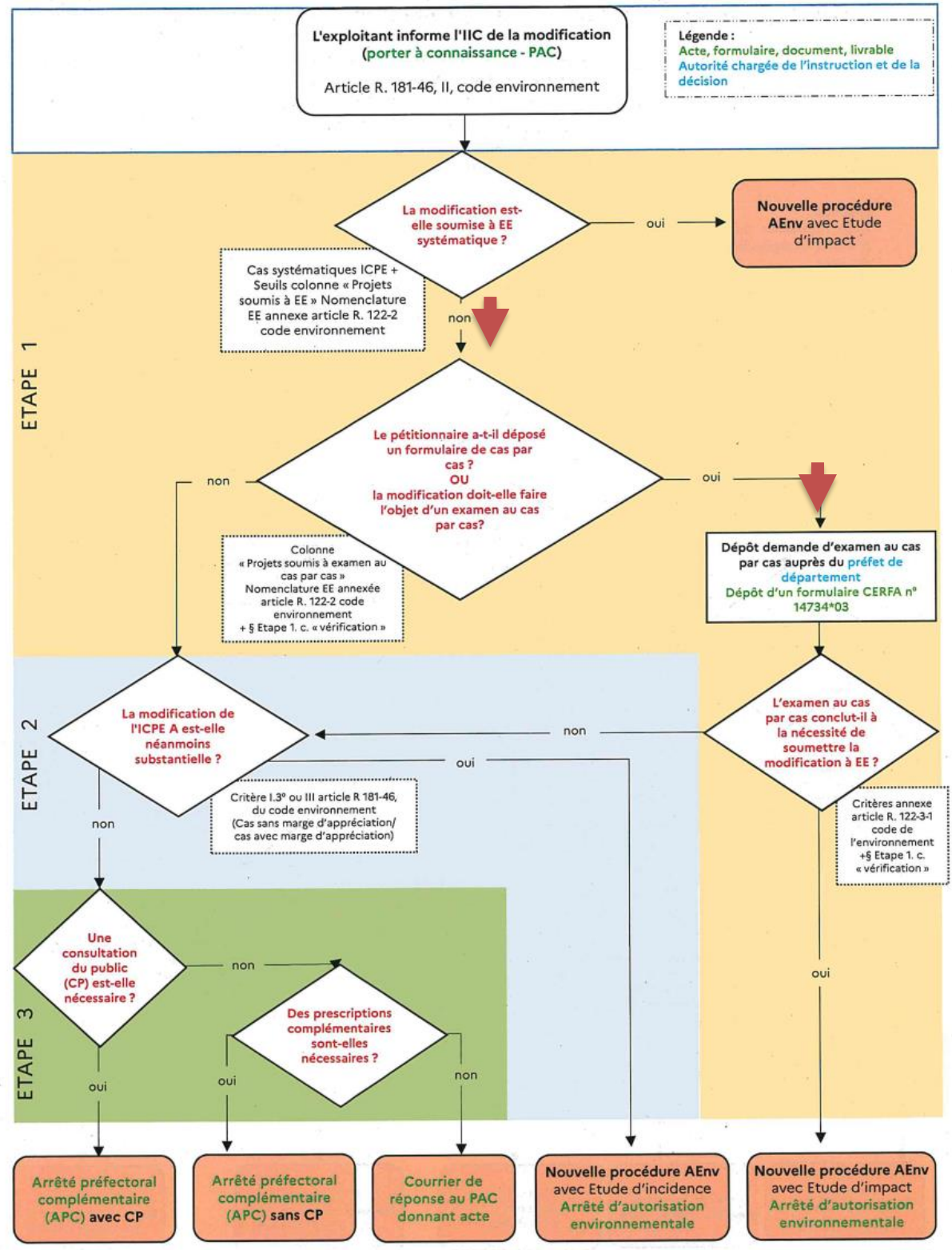


Figure 7 : Logigramme relatif à l'examen d'une modification au regard des 2 critères de l'article R181-46 du code de l'environnement

7.2 *ETAPE 1 : DETERMINER SI LA MODIFICATION RELEVE D'UN PROJET SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE*

Le premier élément d'évaluation d'une modification (étape 1 en jaune sur le logigramme précédent) porte sur son positionnement par rapport à l'annexe de l'article R122-2 du Code de l'Environnement, énonçant les aménagements, installations, ouvrages et travaux devant faire l'objet d'une évaluation environnement systématique ou au cas par cas.

Les **cas systématiques** sont détaillés ci-dessous :
- Directement liés aux sujets ICPE :
  - *entrée dans le champ IED d'une installation qui ne l'était pas,*
  - *nouvelle activité permanente ou augmentation de capacité d'une activité existante, dépassant en elle-même un seuil IED quand un tel seuil existe (en l'absence de seuil IED, cette étape 1 ne conduit pas à l'évaluation environnementale systématique)*
  - *entrée dans le champ Seveso d'un établissement qui ne l'était pas,*
  - *extension d'une carrière de plus de 25 ha,*
  - *carrière relevant précédemment des 2510.3 ou .4, entrant dans le champ de l'autorisation,*
  - *augmentation du nombre de mâts de plus de 50 m d'un parc éolien terrestre,*
  - *augmentation de la puissance d'un parc éolien terrestre de plus de 20 MW, lorsqu'il n'y a que des mâts entre 12 et 50 m,*
  - *augmentation de capacité d'un élevage bovin, le conduisant à dépasser les 400 vaches laitières ou 800 animaux à l'engraissement, ou qui dépasse par elle-même l'un de ces seuils,*
- ou dépassement par le projet (au sens de l'évaluation environnementale) d'un autre seuil systématique de la nomenclature de l'évaluation environnementale annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement, que la modification fasse franchir un de ces seuils, ou que la modification dépasse par elle-même un de ces seuils.

Un **examen au cas par cas** est nécessaire dès lors que le projet de modification fait franchir un des seuils ou dépasse par lui-même un des seuils de la colonne de droite de la nomenclature annexée à l'article R.122-2.

En particulier, il faut tenir compte pour ce qui concerne la rubrique « 1.ICPE » de la nomenclature de l'évaluation environnementale de l'article R.122-2 :
- d'une nouvelle activité permanente ou augmentation de capacité d'une activité existante, dépassant en elle-même un seuil d'enregistrement ou, quand il n'en existe pas, un seuil d'autorisation,
- d'une extension d'une carrière de moins de 25 ha.

⇨ **Le présent projet de Galvanoplast l'une des conditions de soumission du projet de modification à un examen au cas par cas. En effet, le souhait de régulariser ces activités historiques entraînent une augmentation du volume d'activité classée sous la rubrique 2940-1 (+ 6 025 L) dépassant en lui-même le seuil de l'enregistrement fixé à 1 000 L.**

Le présent dossier de porter à connaissance est donc une pièce annexe au dossier d'examen au cas par cas.

Il faut désormais établir le projet de modification de l'ICPE est substantiel ou non (étape 2).

7.3 ETAPE 2 : DETERMINER SI LA MODIFICATION EST SUBSTANTIELLE MEME SI ELLE N'EST PAS SOUMISE A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le second élément d'évaluation d'une modification (étape 2 en bleu sur le logigramme) porte sur son positionnement par rapport au critère 1.3° ou III de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement. Ce dernier énonce les activités, aménagements, installations, ouvrages et travaux pouvant être considérés comme des modifications substantielles pouvant mener à la réalisation d'une nouvelle procédure d'évaluation environnementale avec étude d'incidence.

Cas sans marge d'appréciation :
La doctrine de la DGPR (Direction Générale de la Prévention des Risques) implique que la modification sera substantielle, au minimum dans les cas suivants :
- passage d'un établissement Seveso seuil bas à Seveso seuil haut (requis par le III de l'article R.181-46 du code de l'environnement),
- lorsque les deux conditions suivantes sont simultanément remplies, et ce, qu'il s'agisse ou non d'un établissement Seveso :
- une nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population est impactée par des effets létaux,
- et la modification est de nature à rendre applicable une nouvelle mesure d'urbanisation au sens du II b) de l'annexe 1 de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.
- dans le cas des éoliennes terrestres :
- augmentation de plus de 50% de la hauteur d'au moins une éolienne,
- défrichement non prévu par l'autorisation initiale ou en dehors du polygone constitué par celle-ci,
- dans le cas des rubriques 2760 et 2771 : demande de traitement de déchets dangereux dans une installation autorisée seulement pour des déchets non dangereux ou inertes.

Cas avec marge d'appréciation :
Une évaluation des dangers et inconvénients, avec comme référence la dernière situation ayant donné lieu à une consultation du public, doit être réalisée avec une attention particulière dans les cas suivants (doctrine DGPR).
- nouvelle activité permanente relevant du régime de l'autorisation ICPE (*),
- modification (non mineure) de la nature des effluents épandus, dans le cas où l'installation est soumise à un plan d'épandage (*),
- prolongation de plus de 2 ans de la durée d'exploitation autorisée d'une installation d'élimination de déchets ou d'une carrière (*),
- augmentation de plus de 10% de la capacité d'une activité déjà existante, ou augmentation de plus de 10% des rejets en flux,
- pour une installation Seveso, conséquences environnementales importantes en cas d'accident sur des zones présentant un intérêt naturel particulier ou ayant un caractère particulièrement sensible, situées à proximité,
- évolution significative de l'origine des déchets dans une installation de traitement de déchets,
- pour les éoliennes terrestres :
augmentation de plus de 10 % de la hauteur d'au moins une éolienne,
augmentation des nuisances sonores,
augmentation des perturbations radar,
implantation d'un mât en zone Natura 2000,
déplacement d'un mât en dehors de la surface de survol des pales du mât préexistant.

(*) Pour les items marqués, une consultation du public devra avoir lieu même si le bilan conduit à conclure que la modification n'est pas substantielle.

⇨ **Le présent projet de Galvanoplast ne remplit aucun des critères de substantialité. Ces éléments sont démontrés au chapitre 7.4 et 7.5.**

7.4 *ESTIMATION DES EVENTUELLES NUISANCES SUPPLEMENTAIRES APPORTEES PAR LE PROJET*

Préambule : il est fait le choix pour les nuisances comme pour les dangers, d'axer la démonstration du caractère non substantiel du projet en proposant une étude de conformité à l'arrêté de prescription générale encadrant les activités 3260.

Toutefois, ce dernier ne pouvant être exhaustif, il est proposé de manière très synthétique dans le tableau ci-dessous un balayage des différents compartiments de l'environnement afin de définir l'impact prévisible du projet. En cas d'impact avéré, l'exploitant propose des mesures selon la hiérarchie suivante :

- Evitement,
- Réduction,
- Compensation.

Cibles potentielles	État initial	Évolution probable avec mise en œuvre du projet Impacts additionnels	Mesures ERC proposées
Environnement humain			
Voies de communication	Axes routiers de type route départementale à proximité du site Absence de voie maritime, ferroviaire et aérienne à proximité immédiate du site.	= Le projet ne générera aucun trafic additionnel notable, hormis pendant le période de construction qui sera temporaire.	/
Paysages et aspects visuels	Site industriel existant depuis 1986 Absence de monuments historiques dans un rayon de 500 m autour de la zone du projet.	= Les nouveaux halls présenteront les mêmes surfaces au sol et une hauteur similaire (9 m) que les halls détruits par l'incendie. Ils s'intègreront aux halls non impactés par l'incendie et au contexte industriel du site.	L'insertion paysagère est traitée dans le cadre de l'instruction du permis de construire.
Activités agricoles	Site industriel (pas de terrain agricole)	= Le projet ne s'implante pas sur une terre agricole (zone déjà artificialisée).	/
Activités forestières	Site industriel (pas de terrain forestier)	= Le projet ne s'implante pas sur un espace forestier (zone déjà artificialisée)	/
Patrimoine culturel et archéologique	Absence de protection culturelle ou archéologique.	= Le projet ne nécessite aucune artificialisation nouvelle.	/
Contexte sonore	Premières habitations du village à une vingtaine de mètres du site et à 75 m du projet. Implantation au cœur d'un site industriel.	↗ Les activités prévues seront similaires à l'existant (volume d'activité, nombre de lignes de production, dispositifs de traitement des effluents gazeux).	Mise en place d'un bardage phonique autour des laveurs de gaz. Poursuite des contrôles des émissions sonores à l'échelle du site.
Environnement naturel			
Milieux naturels / continuités écologiques	Pas de milieu naturel au droit de la zone d'installation de la PAC	= Le projet ne nécessite aucune nouvelle artificialisation	/

Cibles potentielles	État initial	Évolution probable avec mise en œuvre du projet Impacts additionnels	Mesures ERC proposées
Zone humide	Pas de zone humide repérée au droit du projet	= Le projet ne nécessite aucune nouvelle artificialisation	/
Consommation énergétique	Les lignes de production existante nécessitent l'utilisation du gaz naturel et de l'électricité pour le chauffage des bains.	↗ Le projet s'accompagne d'une augmentation de la consommation électrique du site. En contrepartie, l'usage du gaz naturel sera abandonné. L'impact sur les émissions carbonées seront ainsi considérablement réduite.	Achat de nouveaux équipements à hauts rendements énergétiques
Environnement physique			
Sols et sous-sols	Sol à priori non pollué	= Le projet ne nécessite aucune nouvelle artificialisation.	Pérennisation du dispositif de rétention dans le cadre du projet (en cas d'écoulement accidentel ou d'eau d'extinciton incendie). Concernant l'encadrement des rejets aqueux, en l'absence de modification, il n'est proposé aucune évolution du cadre réglementaire applicable au site.
Eaux souterraines	Le site n'est pas soumis au suivi des eaux souterraines	= La réalisation du projet n'engendrera pas d'augmentation d'effluents aqueux des installations de production. Par ailleurs, le site dispose d'une station de traitement des effluents aqueux du site. Cette dernière ne sera pas modifiée.	
Eaux superficielles	Écoulement des eaux pluviales vers le réseau des eaux non susceptibles d'être pollué avant rejet vers le cours d'eau « Le Gland » Traitement des effluents aqueux par la station de traitement interne avant rejet vers le cours d'eau « Le Gland » Sensibilité spécifique du fait de la présence d'un ruisseau sous la zone projet.	= Absence de nouveau point de rejet ou d'augmentation du volume des effluents aqueux à traiter. Absence de nouvelle typologie de produit utilisé	
Climat	Climat semi-continental °	↗ Diminution des rejets de CO_2 par l'arrêt de l'utilisation du gaz naturel sur site. Chauffage des bains de traitement à l'électricité.	/

Cibles potentielles	État initial	Évolution probable avec mise en œuvre du projet Impacts additionnels	Mesures ERC proposées
Qualité de l'air	Qualité de l'air non défini en l'absence de station de mesure sur la commune	 Diminution des rejets de CO_2 par l'arrêt de l'utilisation du gaz naturel sur site. Remise en service de trois laveurs gaz (au lieu de deux avant le sinistre) sans modification des flux. En effet, le projet prévoyant une reconstruction des lignes à l'identique, il n'est pas attendu d'impact sur les émissions atmosphériques.	L'impact de l'ajout d'un laveur est nul, puisque le flux de polluant rejeté restera identique. Les modifications à prendre en compte sont présentées au chapitre 8.2.
Impact des travaux	/	 Les impact liés aux travaux nécessaires à la construction seront temporaires. Ils seront de type production de déchets, visuel, trafic (VL et PL) et bruits (continus, intermittents et ponctuels).	Lors des travaux, toutes les dispositions seront prises afin de ne pas générer de nuisances particulières sur le voisinage et l'environnement du site (propreté du chantier, nombre de véhicules nécessaire limité au maximum, précautions pour limiter les envols de poussières lors des opérations de terrassement et interdiction de brûlage à l'air libre des déchets qui seront gérés par les sociétés intervenantes). Les horaires de travail seront adaptés afin de réduire les nuisances sonores pendant les périodes nocturnes.
Risques naturels et technologiques			
Risques naturels	Le site situé hors des zones inondables définies dans le Plan de Prévention des Risques d'Inondation du Gland.		/
Risques technologiques	Absence de PPRt au droit du site		/

Tableau 4 : Conclusion sur le caractère substantiel – Effets chroniques

⇨ **Selon le critère 3 de l'article R.181-46, les modifications projetées ne sont donc pas jugées comme substantielles au regard de la faible augmentation des nuisances.**

7.5 ESTIMATION DES DANGERS SUPPLEMENTAIRES APPORTES PAR LE PROJET

Ce chapitre analyse les dangers associés aux produits stockés, aux installations et à leur exploitation uniquement liée au projet. L'analyse est complétée par l'inventaire des mesures de prévention ainsi que les dispositions mises en œuvre pour limiter les effets d'un sinistre éventuel.

Préambule : Puisque le projet consiste à reconstruire les halls 2 et 3 et les lignes de production 7, 8 et 9 présentant des caractéristiques identiques à celles ayant été incendiées, il est fait le choix pour les nuisances comme pour les dangers, d'axer la démonstration du caractère non substantiel du projet. Il est proposé d'axer notamment l'analyse sur une étude de conformité aux arrêtés de prescriptions générales encadrant les activités.

Il est toutefois proposé un focus sur l'aspect incendie et la mise en avant de l'ensemble des nouvelles mesures de prévention, de protection et d'interventions proposées par l'exploitant pour limiter les risques industriels.

En outre, il est proposé ci-dessous une modélisation incendie. (cf chapitre 8.2).

7.5.1 Retour d'expérience de l'incendie survenue le 27 septembre 2024

Rapport d'expertise incendie :
Le rapport d'expertise de l'incendie, disponible en annexe 1, indique que le feu avait pris naissance à l'extrémité de la ligne 10 implantée dans le hall 3. Le point d'ignition se situait au niveau supérieur de la chaîne, et a été provoqué **par un échauffement résistif sur une électrode d'un des bacs**, favorisé par très fort courant continu nécessaire au procédé d'électrolyse. L'échauffement a entrainé la fusion d'un point de raccordement en laiton dont le métal en fusion a coulé en contrebas, dans un chemin de câbles, en provoquant l'inflammation et permettant ainsi au feu de prospérer. Ultérieurement, la destruction des isolants des câbles a généré des amorçages électriques qui ont propagé l'incendie, en plus des fumées chaudes.

Le défaut ayant conduit à l'échauffement était sans effet sur les données de production, si bien que le personnel conduisant l'exploitation n'en a pas eu connaissance. De surcroît, le point d'origine de l'incendie se situe à l'opposé de la position des opérateurs et en hauteur, ne permettant pas de repérer les premiers signes de l'embrasement.

Retour d'expérience et nouvelles mesures prises en compte dans le projet de reconstruction :
Afin d'améliorer la détection des points chauds, les lignes de production ne présenteront aucun étage. Une ronde avec thermomètre infrarouge sera réalisée sur toute l'installation avec une périodicité de 2 heures pendant les périodes de fonctionnement (3X8 en semaine, site à l'arrêt le week-end). Des redresseurs de nouvelle génération, à détection de défauts automatiques, permettront d'arrêter l'électrolyse en cas d'anomalie.

Retour du SDIS :

Les constats suivants ont été portés par le SDIS à Galvanoplast :

- Disposition des voies d'accès a facilité la mise en place des engins de lutte contre l'incendie,
- Réalisation d'une intervention par secteur (avec en priorité le secteur cuve d'HCl),
- Réseau d'eau : Les poteaux incendie offrent une bonne réponse au besoin en eau (3750 l/min au plus fort du sinistre),
- Citerne de 120 m^3 : capacité identifiée par les pompiers trop tardivement. Il est nécessaire de prévoir une nouvelle symbolique.
- Rétention : Elles ont retenu la plus grande partie des eaux d'extinction. Néanmoins, la coupure électrique volontaire a entrainé un arrêt du renvoi des eaux à la station d'épuration par les pompes de relevage, le trop plein a été perdu dans la nature par écoulement,
- Méconnaissance des réseaux d'eaux pluviales par Véolia qui n'a pas permis de mettre en place des obturateurs,
- Méconnaissance des pompiers du risque lié aux fumées (produits de décomposition). Le QR code des fiches de données sécurité ne fonctionnait pas, et n'était pas assez succin.
- La mise en place d'un réseau de détection des produits chimiques n'a pas permis de détecter des produits dangereux sous forme aérienne autour du site.

Nouvelles mesures prises en compte dans le projet :
La cuve d'HCl sera protégée d'un éventuel incendie par la mise en place d'un nouveau mur coupe-feu sur son côté faisant face au bâtiment industriel. Une nouvelle symbolique sera mise en place afin de localiser et d'identifier rapidement les réserves d'eau du site.

En raison des nouvelles dispositions constructives du projet porté, un calcul des moyens d'extinction et de rétention sont calculés dans le présent document conformément au guide pratique D9/D9A (Cf. chap. 7.5.2). Les rétentions présentent au droit des halls 1, 2 et 3 sont suffisamment dimensionnés pour accueillir l'ensemble des eaux d'extinction.

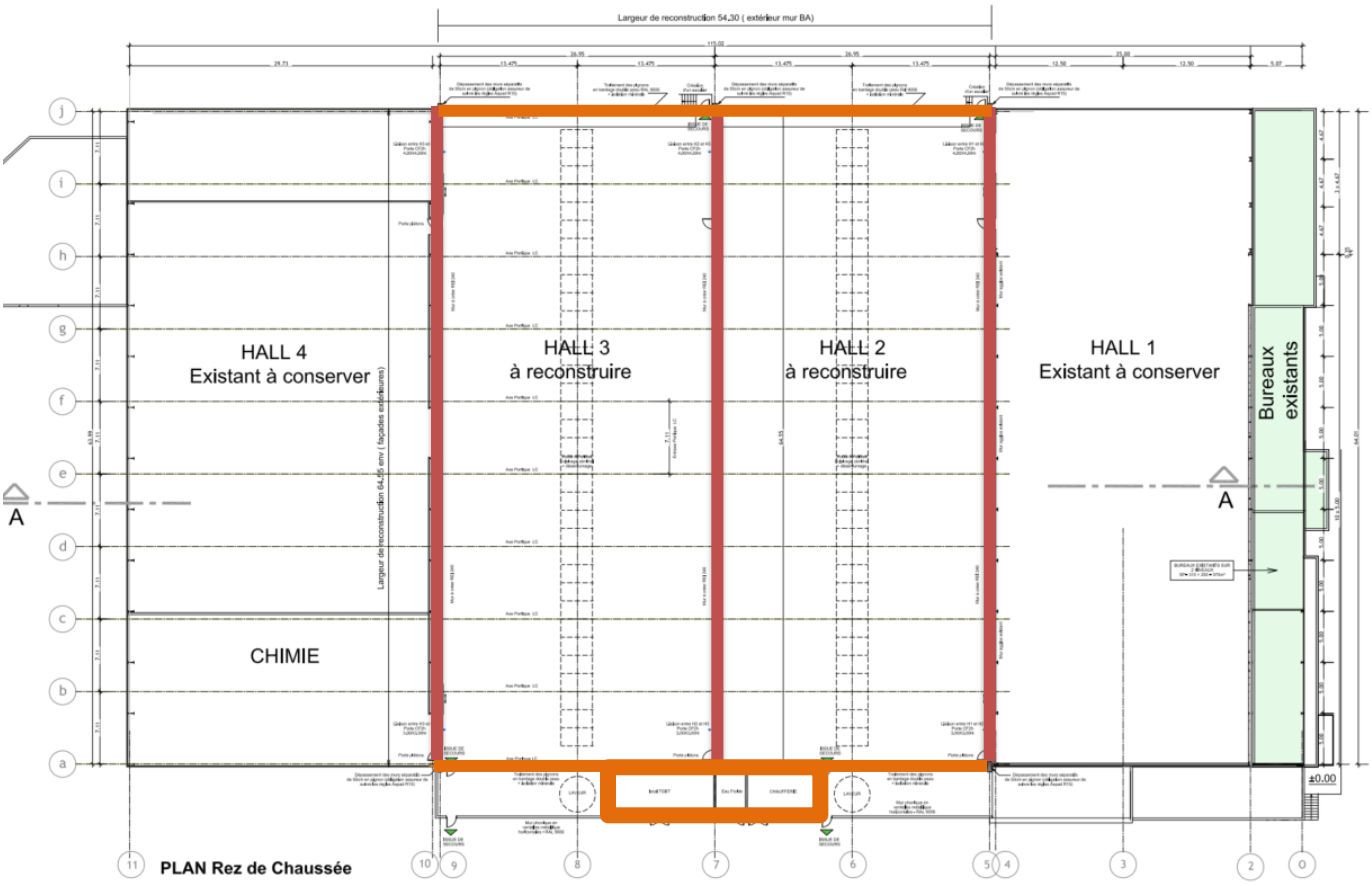
Les réseaux d'eaux pluviales du site seront équipés d'obturateurs afin de contenir sur site les potentielles eaux de ruissellement pollués en cas de déploiement d'un dispositif de lutte contre l'incendie. Mise en place d'un affichage sur la citerne d'eau et mise à disposition à l'entrée du SDIS des FDS et des plans d'intervention.

7.5.2 Mesures de prévention, de protection et d'intervention en cas d'incendie

Concernant les installations objet du présent porter à connaissance, la maîtrise du risque incendie sera assurée par des mesures de prévention constructives et organisationnelles permettant de limiter au maximum la survenue de l'accident

Mesures constructives :

- **Murs extérieurs REI 120 (au droit des halls reconstruits)**
- Murs séparatifs REI 240 entre les différents halls de production,
- Local REI 120 pour les annexes techniques (local TGBT, local fourniture eau froide, local chaufferie électrique et les compresseurs) avec portes EI120
- Système de désenfumage automatique et manuel sur les halls 2 et 3,
- Révision du Système de Sécurité Incendie (conforme à la règle APSAD R7) permettant la coupure de la ventilation et de la chauffe des bains (cette ventilation avez notamment contribué à accélérer le développement de l'incendie).
- Les armoires électriques et process stratégiques (TGBT, process, redresseurs) seront protégées par des installations d'extinction automatique à gaz conforme à la règle APSAD R13.



Légende
Mur REI 240
Mur REI 120

Figure 8 : Localisation des murs coupe-feu

Canton de désenfumage
Son rôle est de limiter la propagation des fumées en cas d'incendie en créant des compartiments de fumée sous le plafond.

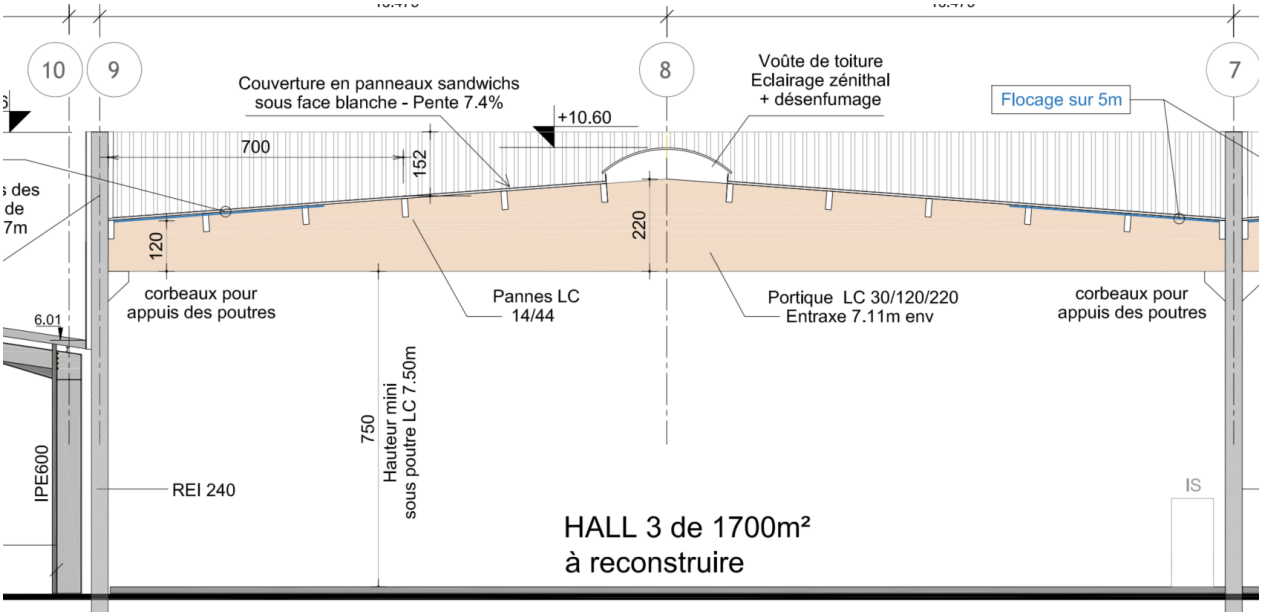
Fonction principale :
- Il confine les fumées dans une zone spécifique, ce qui empêche leur dispersion incontrôlée.
- Il favorise leur extraction par les exutoires de désenfumage.
- Il améliore la visibilité et l'accessibilité pour l'évacuation des occupants et l'intervention des pompiers.

Il convient de rappeler qu'une propagation des fumées n'est à prévoir, puisqu'il s'agit de hall indépendant séparés par des murs coupe-feu REI 240.

Le dispositif de désenfumage des futurs halls n°2 et 3 sera compris dans la voute en faîtage constituée de matériaux non gouttants. La surface de désenfumage sera de 2% de la superficie des bâtiments. Le dispositif de désenfumage sera commandé automatiquement et manuellement par l'intermédiaire de commandes placées à proximité des accès.

Les nouveaux halls présenteront des amenées d'air frais au sol permettant une ventilation efficace en cas de besoin.

Les halls 2 et 3 d'une superficie unitaire de 1728 m² seront divisés en cantons de désenfumage (en réalité les pannes, permettent déjà une division des halls en canton de désenfumage).



Mesures organisationnelles :

- Réalisation des contrôles réglementaires périodiques (dont le contrôle Q19 régi par la règlementation APSAD D19 relatif aux contrôles d'installations électriques par thermographie infrarouge) et gestion des maintenances,
- Plan de prévention pour intervention d'une entreprise extérieure,
- Permis feu pour tout travail par point chaud,
- Interdiction de fumer sur site hors des zones dédiées,
- Affichage des consignes de sécurité,
- Formation et sensibilisation du personnel au risque incendie,
- Ronde sur les lignes en fonctionnement toutes les 2 heures avec thermomètre infrarouge pour vérifier l'absence de points chauds au niveau des zones de contacts tonneaux/cuves sur la partie redresseur,
- Mise à jour des documents d'interventions. L'exploitant répondra favorablement à la demande du SDIS et positionnera ces documents de manière à les rendre accessible à l'entrée du site.

Les installations et la conception des locaux sont conformes à l'arrêté préfectoral du site et aux arrêtés ministériels des installations soumises à :

- autorisation sous la rubrique 3260,
- enregistrement sous les rubriques 2565 et 2940 (voir annexes 3 à 6).

La protection est assurée par les moyens généraux du site :

- 2 poteaux incendies
- extincteurs répartis sur site ;
- réserve d'eau incendie de 120 m^3,
- fosses de rétention permettant le recueil des éventuelles eaux d'extinction incendie ;
- ballon obturateurs sur les réseaux des eaux pluviales,
- kits absorbants afin de contenir tout déversement accidentel mineur.

Les modifications n'ont pas entrainé d'évolution notable des potentiels de dangers du site. Elles n'ont pas donné lieu à la mise en place de nouveaux moyens de protection.

L'actualisation du besoin théorique et de facto de la rétention minimale associée est proposée ci-dessous.

Le projet de reconstruction des halls n°2 et 3 du site et des lignes de production n°8, 9 et 10 modifie les caractéristiques de résistance au feu du bâti. Ainsi, il est nécessaire de vérifier l'adéquation du besoin en eau d'extinction et des rétentions en eau.

Dimensionnement des besoins en eau (guide D9) : En raison des nouveaux murs séparatifs REI240 des halls 2 et 3, la plus grande surface de référence est de 1728 m².

apave

Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie selon le guide D9

DESCRIPTION SOMMAIRE DU RISQUE	
Désignation des bâtiments, locaux ou zones constituant la surface de référence	Hall N°2 ou hall n°3 / hall accueillant des lignes de traitement de surface sur une surface de 1728 m² / Halls présentant des murs intérieurs REI240
Principales activités	Fascicule F05 : Traitement de surface (décapage, phosphatation…)
Stockages (quantité et nature des principaux matériaux combustibles/inflammables)	Peu de stockage au niveau des lignes de traitement. Les produits utilisés ne sont ni inflammables, ni combustibles

CRITERES	COEFFICIENTS ADDITIONNELS	COEFFICIENTS RETENUS POUR LE CALCUL		COMMENTAIRES/ JUSTIFICATIONS
		Activité	Stockage	
HAUTEUR DE STOCKAGE (1)(2)(3)				
- Jusqu'à 3 m	0	0		
- Jusqu'à 8 m	+ 0,1			
- Jusqu'à 12 m	+ 0,2			
- Jusqu'à 30 m	+ 0,5			
- Jusqu'à 40 m	+ 0,7			
- Au delà de 40 m	+ 0,8			
TYPE DE CONSTRUCTION (4)				Murs séparatifs béton REI 240 (APSADR 15) + poutres arbalétriers en lamellé collé RE60
- Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 60	- 0,1	- 0,1		
- Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 30	0			
- Résistance mécanique de l'ossature < R 30	+ 0,1			
MATERIAUX AGGRAVANTS				Pignons en bardage double peau RAL 9006
Présence d'au moins un matériau aggravant (5)	+ 0,1	+ 0,1		
TYPES D'INTERVENTIONS INTERNES				Site à l'arrêt le week end
- Accueil 24h/24 (présence permanente à l'entrée)	- 0,1	0		
- DAI généralisée reportée 24h/24 7j/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24h/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appels (6)	- 0,1	- 0,1		
- Service sécurité incendie 24h/24 avec moyens appropriés équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24h/24 (7)	- 0,3	0		
Σ des Coefficients		- 0,1	0	
1 + Σ des Coefficients		0,9	1	
Surface (S en m²)		1728		
$Qi = 30 \times \frac{S}{500} \times (1 + \sum coeff)$ (8)		93,312	0	
Catégorie de risque (9)		*1*		Absence de liquides inflammables ou combustibles
Risque faible : Q_{RF} = Qi x 0,5		93,312	Définir catégorie de risque	
Risque 1 : Q_1 = Qi x 1				
Risque 2 : Q_2 = Qi x 1,5				
Risque 3 : Q_3 = Qi x 2				
Risque protégé par une installation d'extinction automatique à eau (10) : Q_{RF}, Q_1, Q_2 ou Q_3 ÷ 2		NON		
		93,312	0	
DÉBIT CALCULÉ (11) **(Q en m³/h)**		93,312		
DÉBIT RETENU (12) (13)(14)		**90**		
NB : Résultat arrondi au multiple de 30 m³/h le plus proche				

Dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction / Hall 2 et Hall 3 :

apave **Dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction selon le guide D9A**

Besoins pour la lutte extérieure		Résultat guide pratique D9 : (Besoins x 2 h au minimum)	90	
Moyens de lutte intérieure contre l'incendie	Sprinkleurs	Volume réserve intégrale de la source principale **ou** besoins x durée théorique maximale de fonctionnement	0	
	Rideau d'eau	Besoins x 90 min	0	
	RIA	A négliger	0	
	Mousse HF et MF	Débit de solution moussante x temps de noyage (en général 15-25 min)	0	
	Brouillard d'eau et autres systèmes	Débit x temps de fonctionnement requis	0	
	Colonne humide	Débit x temps de fonctionnement requis	0	
Volumes d'eau liés aux intempéries		10 l/m² de surface de drainage	17	Surface de drainage : 1728 m²
Présence stock de liquide		20 % du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume	44	Hall 2 : 217 450 L Hall 3 : 71 550 L
Volume total de liquide à mettre en rétention (m^3)			**151**	

apave **Dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction selon le guide D9A**

Besoins pour la lutte extérieure		Résultat guide pratique D9 : (Besoins x 2 h au minimum)	90	
Moyens de lutte intérieure contre l'incendie	Sprinkleurs	Volume réserve intégrale de la source principale **ou** besoins x durée théorique maximale de fonctionnement	0	
	Rideau d'eau	Besoins x 90 min	0	
	RIA	A négliger	0	
	Mousse HF et MF	Débit de solution moussante x temps de noyage (en général 15-25 min)	0	
	Brouillard d'eau et autres systèmes	Débit x temps de fonctionnement requis	0	
	Colonne humide	Débit x temps de fonctionnement requis	0	
Volumes d'eau liés aux intempéries		10 l/m² de surface de drainage	17	Surface de drainage : 1728 m²
Présence stock de liquide		20 % du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume	14	(Hall 2 : 217 450 L) Hall 3 : 71 550 L
Volume total de liquide à mettre en rétention (m^3)			**121**	

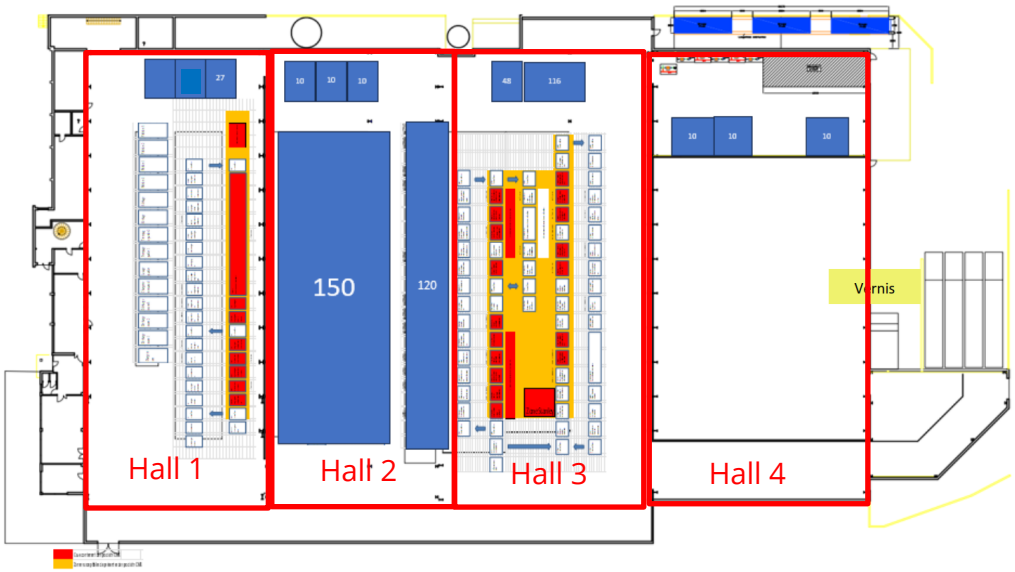
Le calcul D9 conduit à un besoin en eau spécifique au projet de 90 m^3/h en cas de sinistre sur le hall 2 ou sur le hall 3 (chacun de ces halls répondant à la définition d'une surface de référence).

Ce besoin est satisfait par les réseaux existants et équipement du site qui sont listés ci-après :

- 2 poteaux incendie ayant délivré un débit de 3750 L/min (environ 225 m^3/h) lors de l'incendie de 2024,
- 1 citerne de 120 m^3 pour subvenir au besoin en eau d'incendie

Il est également prévu d'améliorer la signalétique de la citerne qui avait été tardivement repéré par les pompiers le jour de l'incendie.

Le calcul D9A conduit à un besoin de rétention de 151 m^3 pour le hall 2 et de 121 m^3 pour le hall 3. Les eaux d'extinction seront confinées à l'intérieur des halls 2 et 3 de production par l'intermédiaire de fosses étanches d'une capacité globale de 300 m^3 pour le hall 2 et de 164 m^3 pour le hall 3. La localisation de ces fosses et de leurs capacités sont détaillés dans la figure suivante (identifiées en bleu avec capacité en m^3) :



Eu égard de ces résultats, les rentions situées au niveau de la STEP ne sont plus nécessaires pour assurer le confinement des eaux. Cela permet de lever la difficulté relative à l'arrêt des pompes de relevage en cas de coupure de l'alimentation électrique du site.

7.5.3 Modélisation incendie

7.5.3.1 Méthodes de modélisation – Feu de combustible solide

Pour les feux de solides combustibles, la modélisation des effets du rayonnement thermique est réalisée au moyen de la méthode de calcul FLUMILOG qui concerne principalement les entrepôts entrant dans les rubriques 1510 ; 1511 ; 1530 ; 2662 et 2663 de la nomenclature ICPE et plus globalement les rubriques relatives aux combustibles solides.

Cet outil a été construit sur la base d'une confrontation des différentes méthodes utilisées par trois centres techniques (INERIS, CTICM et CNPP- auxquels sont venus ensuite s'associer l'IRSN et EFECTIS France), et de campagnes d'essais à moyenne échelle avec un essai à grande échelle.

La méthode développée permet de modéliser l'évolution de l'incendie depuis l'inflammation jusqu'à son extinction par épuisement du combustible.

Elle prend en compte le rôle joué par la structure et les parois tout au long de l'incendie : d'une part lorsqu'elles peuvent limiter la puissance de l'incendie en raison d'un apport d'air réduit au niveau du foyer et d'autre part lorsqu'elles jouent le rôle d'écran thermique plus ou moins important au rayonnement avec une hauteur qui peut varier au cours du temps.

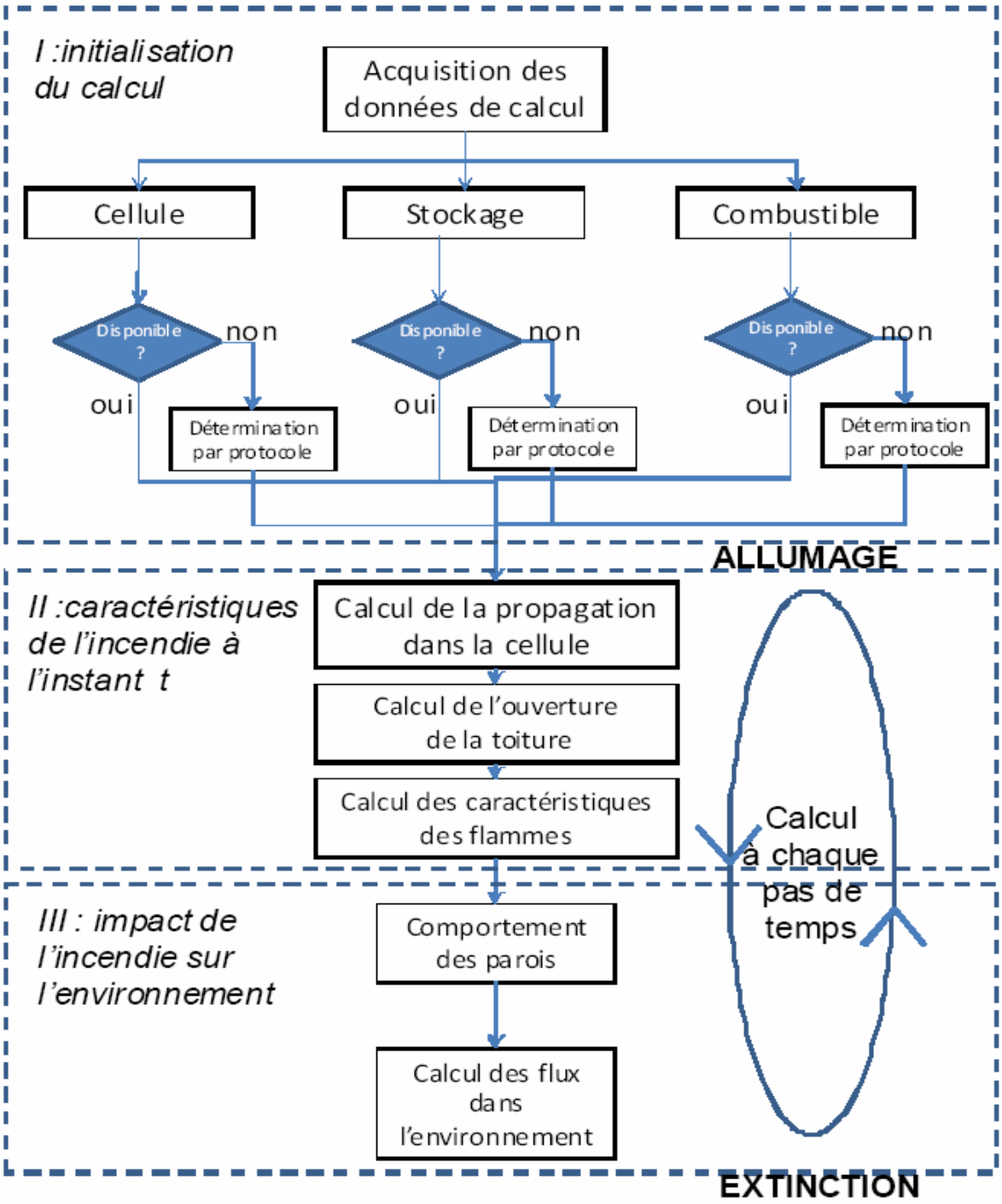
Les flux thermiques sont donc calculés à chaque instant en fonction de la progression de l'incendie dans la cellule et de l'état de la couverture et des parois. La méthode permet de calculer les flux thermiques associés à l'incendie de plusieurs cellules dans le cas où le feu se propagerait au-delà de la cellule où l'incendie a débuté. En effet, en fonction des caractéristiques des cellules, des produits stockés et des murs séparatifs, il est possible que l'incendie généralisé à une cellule se propage aux cellules voisines.

La méthode de modélisation est décrite dans le document intitulé :

- "FLUMILOG – Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt - Partie A -Version 2 du 04/09/2011".

La méthodologie de calcul est la suivante.

Figure 9 : Schéma de la méthodologie de calcul du logiciel FLUMILOG



7.5.3.2 Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets réglementaires

Les valeurs de référence mentionnées dans les tableaux qui suivent sont issues de l'arrêté du 29 septembre 2005 "relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation".

Parmi les valeurs de référence relatives aux différents effets, seules sont reprises celles qui sont utilisées pour l'évaluation de l'intensité des phénomènes dangereux étudiés.

L'intensité des effets du phénomène dangereux "incendie" est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets thermiques pour les hommes et les structures.

Pour les effets sur l'homme

Seuils	Effets sur l'homme
3 kW/m² ou 600 ([kW/m²]4/³).s	seuil des effets irréversibles délimitant la "zone des dangers significatifs pour la vie humaine
5 kW/m² ou 1 000 ([kW/m²]4/³).s	seuil des effets létaux délimitant la "zone des dangers graves pour la vie humaine" mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement
8 kW/m² ou 1 800 ([kW/m²]4/³).s	seuil des effets létaux significatifs délimitant la "zone des dangers très graves pour la vie humaine" mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement

Pour les effets sur les structures

Seuils	Effets sur les structures
5 kW/m²	seuil des destructions de vitres significatives
8 kW/m²	**seuil des effets domino (1) et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures**
16 kW/m²	seuil d'exposition prolongée des structures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures, hors structures béton
20 kW/m²	seuil de tenue du béton pendant plusieurs heures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures béton
200 kW/m²	seuil de ruine du béton en quelques dizaines de minutes

(1) Seuil à partir duquel les effets domino doivent être examinés. Une modulation est possible en fonction des matériaux et structures concernés.

7.5.3.3 Modélisation de l'incendie du nouveau bâtiment

Hypothèses

Le scénario considéré est l'incendie généralisé du nouveau bâtiment de stockage. Les données d'entrée concernant le constructif sont synthétisées dans le tableau suivant.

Paramètre	Valeur et moyen mis en œuvre
Géométrie	2 cellules de 27*64 = 1728 m²
Hauteur du bâtiment	Hauteur au faitage = 10 m
Caractéristiques constructives	Murs : Entre cellule REI – 240 Latéraux = bardage métallique double peau avec laine minérale (**en réalité, il sera mis en place un panneau REI 120).** Toiture Poutres arbalétriers en lamellé collé d'environ 27m de portée et espacées tous les 7.10m. Des pannes LC supporteront la couverture en panneaux sandwichs. Structure assurée par les murs coupe-feu.
Désenfumage	2 %.

Tableau 5 : Données constructives intégrées au logiciel

Les données d'entrée concernant le produit combustible sont synthétisées dans le tableau suivant.

	Situation modélisée (en tenant compte des limites d'utilisation du logiciel)
Hauteur de stockage	Absence de stockage. La charge combustible se bornera aux câbles électriques et aux paniers permettant le transport des pièces sur la chaine de production. La hauteur à laquelle se trouve ces éléments peut être comprise globalement entre 1 et 3 m.
Géométrie de stockage	Il est modélisé la présence d'un stockage en masse type ilot.
Palette type FLUMILOG	Dans une approche conservative il est retenu la palette type « 2662 ». Cela revient à modéliser la présence sur l'ensemble de la surface d'un stockage de plastique, ce qui ne sera de très loin pas le cas. Cette approche extrêmement majorante, permettra de valider les mesures de protections proposées.

Tableau 6 : Données relatives au stockage

D'ailleurs, lors de l'incendie, la présence d'une très faible charge combustible c'est matérialisé par :

- L'absence de propagation malgré l'existance d'ouverture dans les murs coupe-feu



- Absence d'effondrement totale du bâtiment, pourtant constitué d'une structure métallique

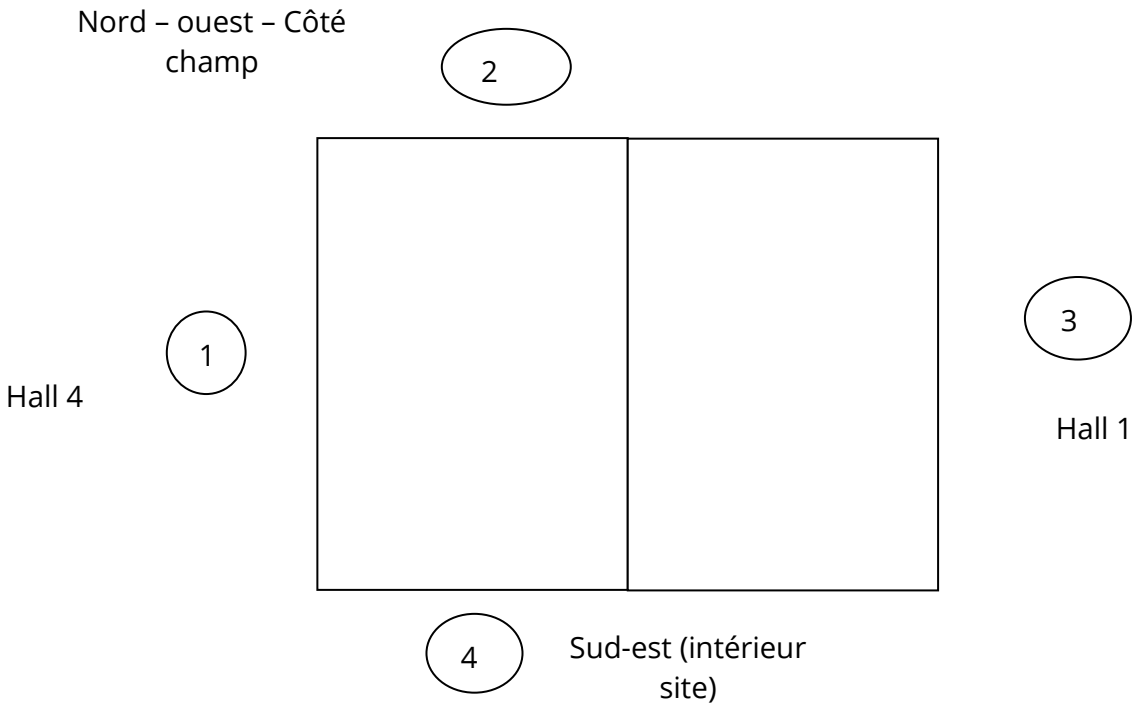


- Très peu de traces visibles depuis l'extérieur du bâtiment est notamment côté champ (ajouter une photo)

7.5.3.4 Résultats et cartographie

Les résultats du rayonnement thermique sont présentés ci-dessous.

Ci-dessous la géométrie du stockage considérée dans le logiciel

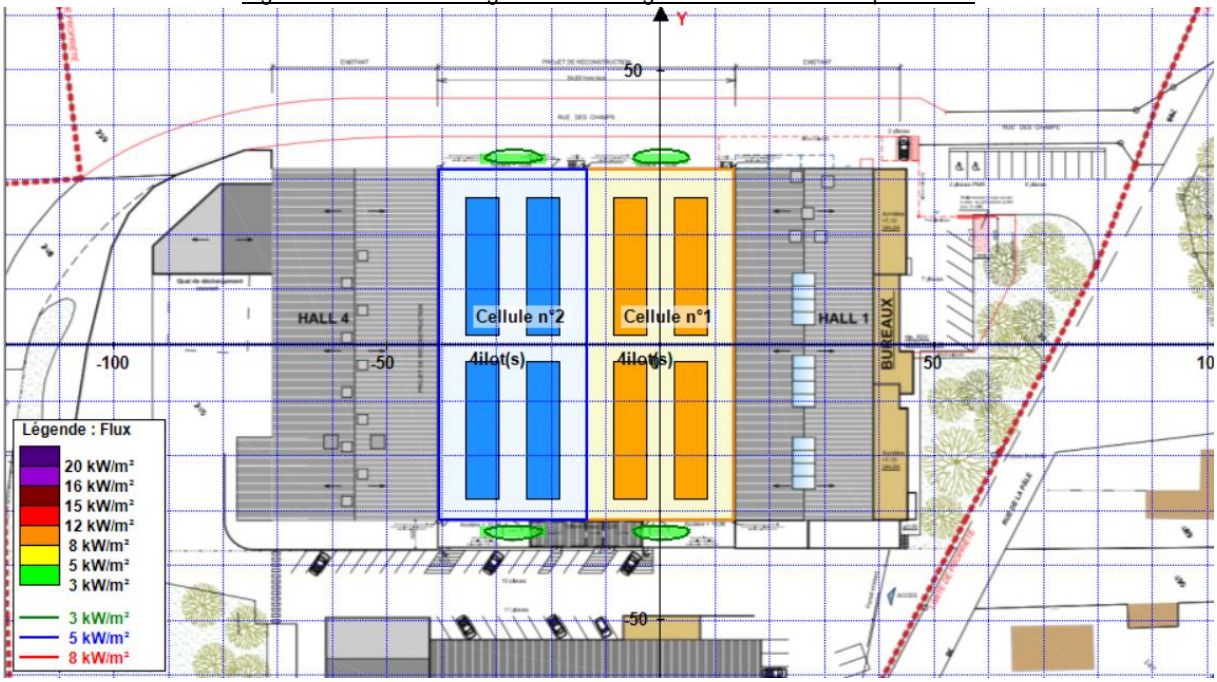


La feuille de calcul FLUMILOG présentant les données détaillées est présentée en annexe de ce dossier.

	3 kW/m²	5 kW/m²	8 kW/m²
Parois 1 et 3	Non atteint	Non atteint	Non atteint
Parois 2 et 4	**2 à 4 m**	Non atteint	Non atteint

Tableau 7 : Résultats de la modélisation incendie

Figure 10 : Zones de dangers – Incendie généralisé des halls de production



NOTA : Précisons que FLUMILOG représente les flux thermiques uniquement en dehors du bâtiment modélisé. Le liseré orange représente les contours du bâtiment ; la zone orangée à l'intérieur du bâtiment schématise la zone en feu. Il est important de préciser que le logiciel FLUMILOG ne permet pas de localiser précisément les portes de quai sur une paroi, ces dernières sont placées de manière automatique.

7.5.4 Conclusion de l'analyse des phénomènes dangereux associés au projet

Compte tenu des caractéristiques générales du projet, des mesures existantes (dispositions constructives, moyens en eau, rétention, …) et envisagées par Galvanoplast, **les effets des risques associés au projet resteront limités au site.**

Il convient de noter le caractère majorant de cette modélisation, puisqu'elle démontre en réalité que des murs extérieurs sans résistance particulière au feu permettraient une bonne maitrise des risques. L'exploitant procédera toutefois à la mise en place de parois REI 120 en faces latérales.

⇨ **Selon le critère 3 l'article R181-46, les modifications projetées ne sont donc pas jugées comme substantielles au regard de la faible augmentation des dangers.**

8 ETUDE DE CONFORMITE AUX TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES

8.1 REFERENTIEL REGLEMENTAIRE

Il est proposé une étude exhaustive de la compatibilité du projet aux prescriptions pertinentes des arrêtés suivants :

- Arrêté préfectoral du 6 mai 2009 autorisant l'exploitation un atelier de traitement de surface des métaux par la société Zindel (ancienne dénomination de Galvanoplast) sur la commune de Seloncourt,

- Rubrique 3260 : arrêté du 30/06/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260,

- Rubrique 2565 : arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 (traitement de surface).

- Rubrique 2940 : arrêté ministériel du 12/05/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime l'enregistrement au titre de la rubrique 2940 (vernis)

L'analyse globale de conformité du projet à ces textes sont disponibles en annexes 3 à 6.

Guide de lecture des grilles / légende :
- C = Conforme
- NC = Non conforme
- PI = Pour information (sans conformité à vérifier)
- NA / Non concerné = Non applicable / Non concerné

8.2 SYNTHESE DES AMENAGEMENTS ET DES MODIFICATIONS DE L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION

Il apparait nécessaire de modifier l'arrêté préfectoral du 6 mai 2009.

<table>
<tr><th>Exigences / Article & arrêté</th><th>Justification</th></tr>
<tr><td>Article 3.2.2 Conduits et installations raccordés / Arrêté préfectoral du 6 mai 2009</td><td></td></tr>
<tr><td>Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au dessus des bains de traitement de surface doivent être, lorsque nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'Article 3.2.4. du présent arrêté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles permettent d'empêcher leur mélange.

Les effluents ainsi captés sont épurés à l'aide de deux tours de lavage :

<table>
<tr><th></th><th>Installations raccordées</th><th>Puissance ou capacité</th><th>Autres caractéristiques</th></tr>
<tr><td>Laveur 1</td><td>Rejets atmosphériques des chaînes 2 et 4, et d'une partie de la chaîne 8 et 9</td><td>88 000 m^3/h</td><td>Ventilateurs électriques</td></tr>
<tr><td>Laveur 2</td><td>Rejets atmosphériques de la chaîne 10 et d'une partie de la chaîne 8 et 9</td><td>51 000 m^3/h</td><td>Ventilateurs électriques</td></tr>
</table>

Il y a lieu d'assurer une optimisation des débits d'eaux de lavage des gaz. Celles-ci contiennent des substances toxiques et doivent être soit traitées dans la station de traitement dans des conditions conformes aux dispositions du présent arrêté, soit éliminées comme déchets conformément aux dispositions du TITRE 5 du présent arrêté.</td><td>Compte tenu du projet présenté, les caractéristiques des 3 laveurs seront les suivantes.

Proposition de modification :
Laveur 1 : Rejets atmosphériques des chaines 2 et 4 / 50 000 m^3/h / ventilateurs électriques
Laveur 2 : Rejets atmosphériques des chaines 8 et 9 / 50 000 m^3/h / ventilateurs électriques
Laveur 3 : Rejets atmosphériques de la chaine 10 / 50 000 m^3/h / ventilateurs électrique</td></tr>
<tr><td>8.1.1 Comportement au feu des bâtiments</td><td></td></tr>
</table>

Exigences / Article & arrêté	Justification
II. Les halls habitant le stockage et les installations de traitement de surface doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - matériaux de catégorie M0 (A1), - murs et parois mitoyens aux locaux de stockage de produits chimiques : REI 120 ; - murs et parois séparant les halls de production : REI 120 ; - portes de communications avec les locaux et les halls précités : REI 60 ; - autres murs et portes : incombustibles ; - couverture : incombustible ; - sols : imperméables et incombustibles ($A1_{FL}$). Ces halls ne doivent pas être surmontés de locaux occupés par des tiers ou habités.	Les halls n°2 et 3 présenteront les caractéristiques suivantes : - Matériaux de catégorie M0 (A1), sol béton - Murs et parois séparant les halls de production : REI 240, - Murs donnant sur l'extérieur : bardage double-peau incombustible- REI 120, - Portes de communications avec les halls de production : REI120 - Structure : Murs béton plein 40 cm - Couverture : charpente bois lamellé collé incombustible RE60 (Matériau de catégorie A1) + panneaux sandwichs + flocage prévu sous les 4 premiers mètres de toiture pour limiter le risque de transfert d'un incendie du hall n°2 au hall n°3 et vice-versa.

Les non-conformités justifiant de la mise en œuvre d'un régime dérogatoire concernent exclusivement l'aménagement des dispositions constructives du hall 1 au titre de la rubrique 2940. Bien que l'activité soit existante depuis plus de 30 ans et pourrait ainsi bénéficier de facto du régime de l'antériorité, l'activité n'a pas été régulièrement porter à la connaissance du préfet. Dans ce contexte, l'exploitant est contraint de solliciter formellement un régime dérogatoire.

Exigences / Article & arrêté	Justification
Article 4.2 - Arrêté ministériel du 12 mai 2020 (rubrique 2940 Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : - la structure est de résistance au feu R 30 ; - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. Les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - ossature (ossature verticale et charpente de toiture) R 30 si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et R 60 si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ; - plancher haut ou mezzanine REI 60 ; - murs extérieurs RE 30 ; - portes RE 30, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Cette disposition ne s'applique pas aux zones de peinture avec convoyeur traversant. - le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). Afin de ne pas aggraver les effets d'un éventuel sinistre, les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation : - soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ; - soit par un mur REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont REI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à un nouveau dossier d'enregistrement. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	La demande de dérogation porte sur le hall n°1. Concernant le hall 1 existant, aucune garantie de résistance au feu de la structure ne peut être apportée compte tenu de l'ancienneté de la construction. Ce point ne constitue pas un enjeu du fait de la mise en œuvre de vernis non solvanté et non inflammable. Il est donc demandé un régime dérogatoire. Les murs extérieurs sont en matériaux non combustibles. **Les fiches de données sécurités sont présentées en annexe de ce dossier.**

9 CONCLUSION GENERALE

En référence à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier initiale, doit être **portée à la connaissance du Préfet, objet du présent dossier.**

Compte tenu des évolutions du site générées par le projet, le caractère substantiel des modifications apportées est apprécié dans cette étude au regard :

- de la situation administrative,
- des effets supplémentaires générés sur l'environnement par ces évolutions (en termes de risques et impacts).

Les différentes caractéristiques du projet font ressortir que ce dernier présente uniquement une composante administrative nécessitant une mise à jour des prescriptions qui régissent actuellement le site en termes de rubriques ICPE (classement). Pour rappel, le projet ne s'accompagnera d'aucun changement en termes de produits utilisés ou de qualité des effluents rejetées.

A noter que le projet, permettra par rapport à la situation antérieure à l'accident, d'apporter une évolution largement positive sur les sujets suivants :

- **une réduction de l'impact acoustique, par la mise en place de bardage qui jouera le rôle d'écran acoustique**
- **une réduction de l'impact carbone, par la suppression du gaz naturel et le basculement sur des systèmes 100 % électriques. Cela entraine parallèlement la suppression d'un certains nombres de phénomènes dangereux d'explosion.**
- **une maitrise des risques industriels grâce notamment à :**
    - un recoupement supplémentaire du site, via la mise en place de murs REI 240 entre les halls reconstruits et vis-à-vis des halls encore existant
    - isolement des locaux électriques dont les redresseurs qui ne seront plus sur les lignes de production
    - amélioration de la gestion d'une situation d'urgence (mise en place d'un affichage sur la citerne d'eau et mise à disposition à l'entrée du site d'un kit d'intervention et des informations relatives aux produits présents sur le site)
    - ajout d'un mur coupe-feu sur le côté de la cuve d'HCl faisant face au bâtiment industriel
    - la mise en place de mur coupe-feu REI 120 en périphérie des halls reconstruits.

Le projet n'est pas de nature en remettre en cause les incidences environnementales existantes et réglementées du site ni la maîtrise de la sécurité au sein de ce dernier.

Ainsi le projet ne constitue pas une modification substantielle au regard des critères de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement précisés dans la note de la DGPR du 21 décembre 2021.

10 ANNEXES

ANNEXE 1 : COURRIER GALVANOPLAST 20241209 ORIGINE SINISTRE

Tél. : 01 58 34 13 58
Fax : 01 58 38 37 21
E-mail : louis.gautier@generali.com

SAS GALVANOPLAST SOCHAUX
MONTBELIARD
87 RUE DE LA PALE
25230 SELONCOURT

Paris, le lundi 9 décembre 2024

Nos références **(à rappeler dans vos correspondances) :**
BB623623

Vos références :
INCENDIE DU 27/09/2024

Monsieur le Directeur,

Nous revenons vers vous concernant l'affaire en référence.

Vous nous avez indiqué que vous souhaitiez un courrier explicatif de GENERALI informant des éléments recueillis sur la cause du sinistre incendie du 27 septembre 2024.

Nous vous indiquons que suite aux expertises menées par M. COGNET du Cbt INQUEST, il a pu être établi que le feu avait pris naissance à l'extrémité de la ligne 10 implantée dans le hall 3. Le point d'ignition se situe au niveau supérieur de la chaîne, et a été provoqué par un échauffement résistif sur une électrode d'un des bacs, favorisé par le très fort courant continu nécessaire au procédé d'électrolyse. L'échauffement en entraîné la fusion d'un point de raccordement en laiton dont le métal en fusion a coulé en contrebas, dans un chemin de câbles, en provoquant l'inflammation et permettant ainsi au feu de prospérer. Ultérieurement, la destruction des isolants des câbles a généré des amorçages électriques qui ont propagé l'incendie, en plus des fumées chaudes.

Le défaut ayant conduit à l'échauffement était sans effet sur les données de production, si bien que le personnel conduisant l'exploitation n'en a pas eu connaissance. De surcroît, le point d'origine de l'incendie se situe à l'opposé de la position des opérateurs et en hauteur, ne permettant pas de repérer les premiers signes de l'embrasement.

La destruction presque totale de l'anode ne permet pas de déterminer avec certitude la cause de l'échauffement. Aucun signe avant-coureur n'aurait permis d'identifier l'imminence du danger, puisque aucun problème de production n'était remonté sur les écrans de contrôle des opérateurs.

Par ailleurs, le défaut de contact sur les anodes (qui sont mobiles ou tout du moins aisément manipulables) n'était probablement pas visible à l'œil nu (une simple impureté peut s'intercaler entre les deux faces d'appui), d'autant plus que la cuve concernée par le départ de feu était très

Pour nous écrire : Generali - Direction Sinistres Complexes et de Spécialités - 75456 Paris Cedex 09

difficilement accessible sur un côté en raison de la présence des gaines de ventilation. Ce ne sont donc ni une erreur d'utilisation, ni un défaut d'entretien qui ont occasionné le sinistre. L'examen des autres lignes dans les bâtiments non touchés atteste d'ailleurs du bon état des installations.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur, en nos sentiments les meilleurs.

Louis GAUTIER
Direction Sinistres Complexes et de Spécialités
DAB Complexes

Pour nous écrire : Generali - Direction Sinistres Complexes et de Spécialités - 75456 Paris Cedex 09

ANNEXE 2 : FEUILLE DE CALCUL FLUMILOG

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0
Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques
Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	GalvanoplastVE1
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	13/02/2025 à09:47:07avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	13/2/25

Page1

I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

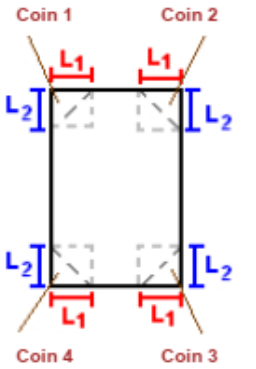
Hauteur de la cible : 1,8 m

Données murs entre cellules

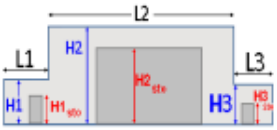
REI C1/C2 : 240 min

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1			
Longueur maximum de la cellule (m)	64,0		
Largeur maximum de la cellule (m)	27,0		
Hauteur maximum de la cellule (m)	10,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



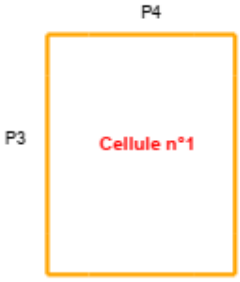
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

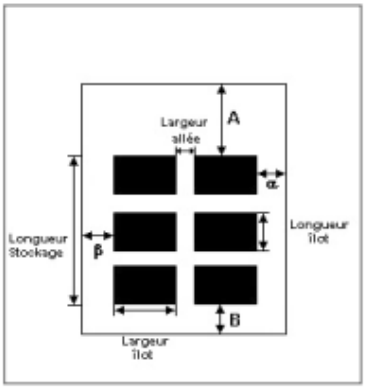
Résistance au feu des poutres (min)	30
Résistance au feu des pannes (min)	30
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	6
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : Cellule n°1



	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
Composantes de la Paroi	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante
Structure Support	Autostable	Autostable	Autostable	Autostable
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauteur des portes (m)	4,0	0,0	0,0	0,0
	Un seul type de paroi	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*
Matériau	Beton Arme/Cellulaire	bardage double peau	Beton Arme/Cellulaire	bardage double peau
R(i) : Résistance Structure(min)	240	30	240	30
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	240	15	240	15
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	240	15	240	15
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	240	15	240	15

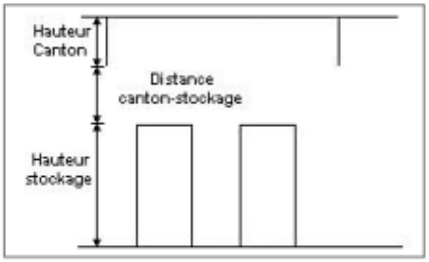
Stockage de la cellule : Cellule n°1



Mode de stockage	Masse	

Dimensions

Longueur de préparation A	5,0	m
Longueur de préparation B	4,0	m
Déport latéral α	5,0	m
Déport latéral β	5,0	m
Hauteur du canton	1,0	m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	2	
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	2	
Largeur des îlots	6,0	m
Longueur des îlots	25,0	m
Hauteur des îlots	3,0	m
Largeur des allées entre îlots	5,0	m

Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette		
Largeur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette		
Hauteur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette		
Volume de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette		
Nom de la palette :	Palette type 2662	Poids total de la palette :	Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette :	45,0	min
Puissance dégagée par la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette	

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 2662 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1875,0 kW

Page 4

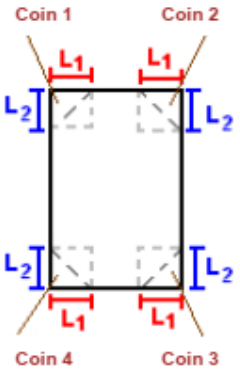
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

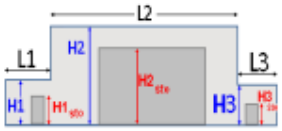
Hauteur de la cible : 1,8 m

Géométrie Cellule2

Nom de la Cellule :Cellule n°2			
Longueur maximum de la cellule (m)	64,0		
Largeur maximum de la cellule (m)	27,0		
Hauteur maximum de la cellule (m)	10,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



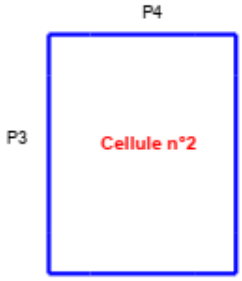
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

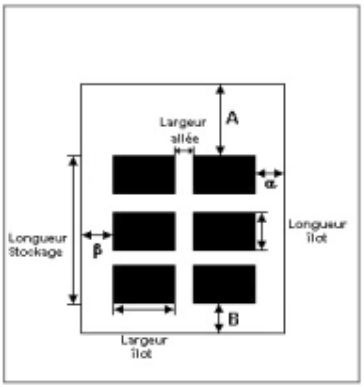
Résistance au feu des poutres (min)	30
Résistance au feu des pannes (min)	30
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	6
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : Cellule n°2



	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
Composantes de la Paroi	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante
Structure Support	Autostable	Autostable	Autostable	Autostable
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauteur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
	Un seul type de paroi	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*
Matériau	Beton Arme/Cellulaire	bardage double peau	Beton Arme/Cellulaire	bardage double peau
R(i) : Résistance Structure(min)	240	30	240	30
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	240	15	240	15
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	240	15	240	15
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	240	15	240	15

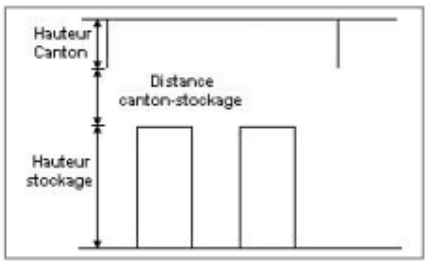
Stockage de la cellule : Cellule n°2



Mode de stockage	Masse	

Dimensions

Longueur de préparation A	5,0	m
Longueur de préparation B	4,0	m
Déport latéral α	5,0	m
Déport latéral β	5,0	m
Hauteur du canton	1,0	m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	2	
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	2	
Largeur des îlots	6,0	m
Longueur des îlots	25,0	m
Hauteur des îlots	3,0	m
Largeur des allées entre îlots	5,0	m

Palette type de la cellule Cellule n°2

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette		
Largeur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette		
Hauteur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette		
Volume de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette		
Nom de la palette :	Palette type 2662	Poids total de la palette :	Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

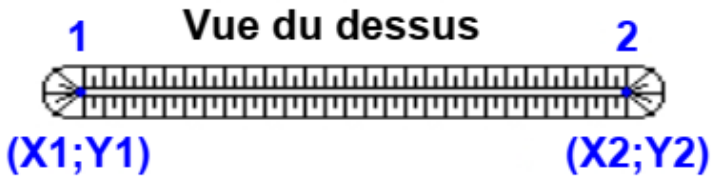
NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette :	45,0	min
Puissance dégagée par la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette	

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 2662 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1875,0 kW

Merlons



		Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
Merlon n°	Hauteur (m)	X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

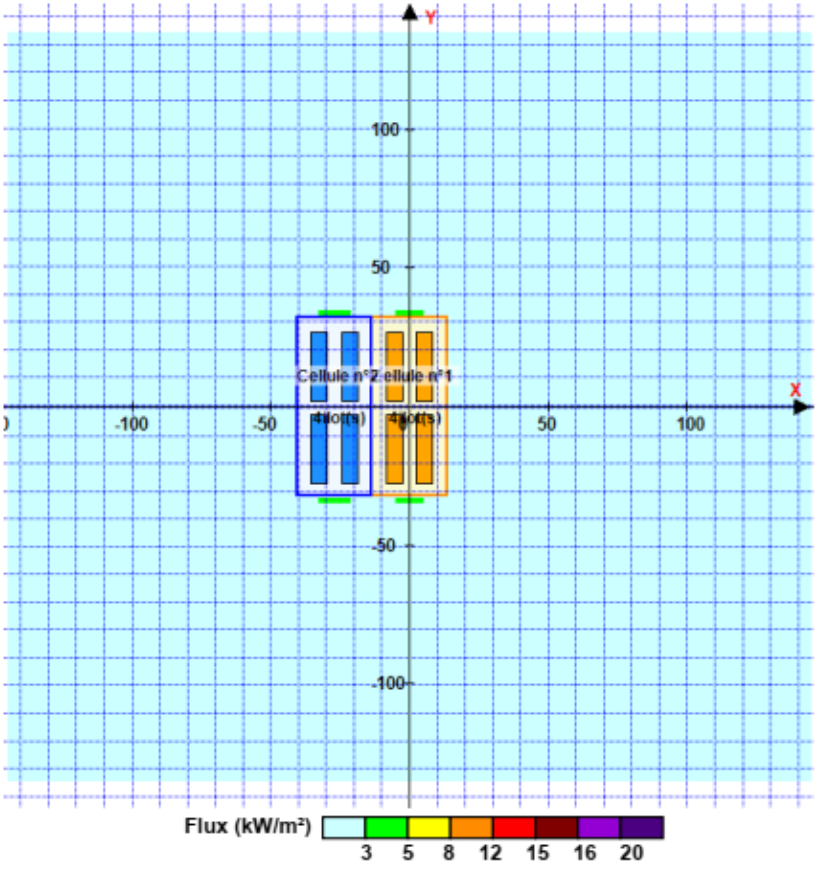
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : Cellule n°1

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°1 83,0 min

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°2 83,0 min

Distance d'effets des flux maximum



Avertissement: Dans le cas d'un scénario de propagation, l'interfacede calcul Flumilog ne vérifie pas la cohérence entre les saisies des caractéristiques des parois de chaque cellule et la saisie de tenue au feu des parois séparatives indiquée en page 2 de la note de calcul.

Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme,le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

Page 9

ANNEXE 3 : CONFORMITE A L'ARRETE PREFECTORAL DU 6 MAI 2009 AUTORISANT LA SOCIETE ZINDEL A EXPLOITER UN ATELIER DE TRAITEMENT DE SURFACE DES METAUX

Guide de lecture des grilles / légende :

- C = Conforme
- NC = Non conforme
- PI = Pour information (sans conformité à vérifier)
- NA / Non concerné = Non applicable / Non concerné

Exigences	Conformité du projet	Justification
1. Portée de l'autorisation et conditions générales		
1.2. Nature des installations		
1.2.4 Consistance des installations autorisées		
L'établissement, objet de la présente autorisation, a pour activité principale le traitement de surface, plus particulièrement la galvanoplastie appliquée au zingage. Trois bâtiments distincts d'une surface totale d'approximativement 10 000 m^2 abritent les activités suivantes : Le premier bâtiment est composé d'un hall de stockage et de 3 halls dans lesquels sont implantées les 5 chaînes de traitement de surface suivantes : - une chaîne n° 2 regroupant 45 200 litres de bains de traitement (dégraissage anodique et chimique, décapage, zinc-nickel, passivation chromique) d'une capacité de 185 m^2/h, - une chaîne n° 4 regroupant 49 500 litres de bains de traitement (dégraissage anodique et chimique, décapage, zingage alcalin et fer, passivation chromique) d'une capacité de 50 m^2/h, - une chaîne n° 8 regroupant 193 000 litres de bains de traitement (dégraissage cathodique et chimique, décapage, dézingage, zingage acide et alcalin, zingage nickelage alcalin, passivation chromique, stripper) d'une capacité de 100 m^2/h, - une chaîne n° 9 regroupant 81 100 litres de bains de traitement (dégraissage chimique, décapage, phosphatation, cataphorèse, passivation chromique) d'une capacité de 210 m^2/h, - une chaîne n° 10 regroupant 81 600 litres de bains de traitement (dégraissage chimique, décapage, zingage alcalin, zinc-nickel alcalin, zingage acide, passivation chromique) d'une capacité de 150 m^2/h. Cette chaîne de traitement intègre la chaîne référencée n°3 bis regroupant 1 300 litres de bains de traitement (décapage, passivation chromique) d'une capacité de 60 m^2/h.	Conforme	Compte tenu du projet présenté, il est prévu la reconstruction « à l'identique » des lignes 8, 9 et 10 sans modification de la capacité de production.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Ce bâtiment abrite aussi des locaux à usage administratif, commercial, social et technique tels qu'un local de stockage de produits chimiques, deux laboratoires d'analyses, trois locaux de maintenance et des aires de stockage de produits chimiques toxiques et très toxiques. Le deuxième bâtiment abrite la station de prélèvement et traitement d'eau dans le milieu naturel, à savoir dans le cours d'eau « Le Gland », et la station de traitement des effluents industriels en provenance des bâtiments de production ; notamment les lignes de traitement de surface. Le troisième bâtiment abrite une zone de stockage temporaire des Déchets Industriels Banals (DIB).	Conforme	Le projet n'impactera pas le fonctionnement du deuxième et troisième bâtiment.
1.3 Conformité aux plans et données techniques		
Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.	Conforme	Le site sera implanté, réalisé et exploité conformément aux plans et documents joints au présent porter à connaissance.
2. Gestion de l'établissement		
2.1 Exploitation des installations		
2.1.1 Objectifs généraux		
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; - la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ; - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.	Conforme	Le projet ne modifiera pas la consommation en eau du site existant. La consommation d'eau industrielle restera limitée au strict minimum. La gestion actuelle des effluents et des déchets sera conservée après la réalisation du projet. L'ensemble des produits dangereux stockés et les bains de traitement qui seront exploités seront positionnés sur rétentions suffisamment dimensionnées et étanches. Les équipements de traitements des gaz résiduaires et de traitement aqueux existants seront conservés (laveurs à gaz et station de traitement interner des eaux).

Exigences	Conformité du projet	Justification
A cet effet, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que définies par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, en s'appuyant sur des documents de référence (BREFs ou autres documents équivalents). Ces meilleures techniques disponibles concernent notamment : - le système de gestion environnementale ; - la prévention des pollutions accidentelles ; - la réduction des consommation d'eau, des pertes de matières et des émissions fugitives ; - l'utilisation de substances moins dangereuses, notamment les substituts du chrome hexavalent ; - la collaboration avec les partenaires amont pour réduire les quantités de graisse sur les matières entrantes ; - la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations ; - la prévention, la séparation des flux d'eaux résiduaires et le traitement adéquat de chaque flux final.	Conforme	Galvanoplast s'engage à respecter les prescriptions de l'article 2.1.1
2.1.2 Consignes d'exploitation		
L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.	Conforme	Les consignes d'exploitation des installations seront conservées ou mises à jour afin de les adapter aux nouvelles installations à exploiter. Ces consignes porteront sur les vérifications à effectuer en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.
2.2 Réserves de produits ou matières consommables		
2.2.1 Réserves de produits		
L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, pièces d'usure, résines échangeuses d'ions, électrodes de mesure de pH et Rh, …	Conforme	La gestion des réserves de produits ou matières consommables utilisés de manière courant ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement sera maintenue sur site.
2.3 Intégration dans le paysage		
2.3.1 Propreté		
L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence (peinture, plantation, engazonnement,…). Le site comprenant les bâtiments 1 et 3 est clôturé, à l'exception de sa partie en façade, et muni d'accès condamnables en dehors des heures ouvrables. Le bâtiment 2 doit être clôturé sur le pourtour des installations implantées en extérieur, notamment les deux bassins de bâchées dont la hauteur de clôture sera suffisante pour en interdire l'accès aux tiers.	Conforme	Un nettoyage régulier permettra d'assurer la propreté, ceci tant pour des raisons de salubrité, que de sécurité. Concernant les clôtures du site, le projet ne modifiera pas leurs positionnements, et ils respecteront les prescriptions ci-contre.
2.3.2 Esthétique		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).	Non concerné	Les abords de l'installation ne sont pas concernés par le présent projet. Néanmoins, ils resteront maintenus en bon état de propreté.
2.4 Danger ou nuisances non prévenus		
2.4.1 Dangers ou nuisances non prévenues par le présent arrêté		
Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.	Conforme	/
2.5 Incidents ou accidents		
2.5.1 Déclaration et rapport		
L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des Installations Classées.	Conforme	L'incident survenue sur le site de Galvanoplast a été déclaré au service des installations classées de la préfecture du Doubs. Le rapport d'accident est disponible en annexe 1. Les mesures correctives pour éviter un accident similaire ont été intégrées au présent projet (Cf. Chap 7.5.1)
2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection		
L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de demande d'autorisation initial et les déclarations de modifications ultérieures, - les plans tenus à jour, - les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation, - les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, - tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées sur le site durant 5 années au minimum.	Conforme	Galvanoplast dispose d'un dossier tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées comportant l'ensemble des éléments évoqués ci-contre.
3. Prévention de la pollution atmosphérique		
3.1 Conception des installations		
3.1.1 Dispositions générales		

Exigences	Conformité du projet	Justification
L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et des monuments, au caractère des sites, est interdite. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Les installations de traitement d'effluents gazeux collectés devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux collectés doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : - à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents, - à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.	Conforme	Les émissions atmosphériques émises au-dessus des bains et cuves de traitement seront captés et épurés avant rejet à l'atmosphère au travers de deux laveurs de gaz. Les réseaux d'aspiration sont définis et dimensionnés afin d'optimiser la captation des gaz. Les consignes d'exploitation porteront sur les vérifications à effectuer en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt Par ailleurs, il est à noter l'absence de stockage susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère.
3.1.2 Pollutions accidentelles		
Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient êtres tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.	Conforme	Chaque système d'aspiration disposera de sondes de température (avec report d'alerte en cas d'anomalie). Tout déclenchement arrêtera automatiquement le système d'aspiration des vapeurs des bains ainsi que le chauffage des bains
3.1.3 Odeurs		
Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.	Non concerné	Prescriptions relatives au fonctionnement de la station de traitement des effluents aqueux du site. Zone non concernée par le présent projet
3.1.4 Voies de circulation		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin, - les surfaces où cela est possible sont engazonnées, - des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.	Conforme	Le projet s'implante au cœur du site industriel. Il ne nécessitera aucune imperméabilisation nouvelle. A noter que l'exploitation du site n'engendre aucun dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation.
3.1.5 Emissions diffuses et envols de poussières		
Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs…).	Conforme	Le stockage des produits est réalisé majoritairement en GRV étanches et localisé à l'intérieur du hall n°4 dédié aux stockages.
3.2 Conditions de rejet		
3.2.1 Dispositions générales		
Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches…). Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.	Conforme	Les dispositifs de traitement seront identiques à l'existant : station de traitement des effluents aqueux et laveurs à gaz. La station de traitement des effluents aqueux est non concernée par le présent projet. Les prescriptions de cet article seront respectées pour les laveurs de gaz.

<table>
<tr><th>Exigences</th><th>Conformité du projet</th><th>Justification</th></tr>
<tr><td>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des Installations Classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</td><td>Conforme</td><td></td></tr>
<tr><td>3.2.2 Conduits et installations raccordées</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au dessus des bains de traitement de surface doivent être, lorsque nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'Article 3.2.4. du présent arrêté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles permettent d'empêcher leur mélange.

Les effluents ainsi captés sont épurés à l'aide de deux tours de lavage :
<table><tr><th></th><th>Installations raccordées</th><th>Puissance ou capacité</th><th>Autres caractéristiques</th></tr><tr><td>Laveur 1</td><td>Rejets atmosphériques des chaînes 2 et 4, et d'une partie de la chaîne 8 et 9</td><td>88 000 m^3/h</td><td>Ventilateurs électriques</td></tr><tr><td>Laveur 2</td><td>Rejets atmosphériques de la chaîne 10 et d'une partie de la chaîne 8 et 9</td><td>51 000 m^3/h</td><td>Ventilateurs électriques</td></tr></table>
Il y a lieu d'assurer une optimisation des débits d'eaux de lavage des gaz. Celles-ci contiennent des substances toxiques et doivent être soit traitées dans la station de traitement dans des conditions conformes aux dispositions du présent arrêté, soit éliminées comme déchets conformément aux dispositions du TITRE 5 du présent arrêté.</td><td>Demande de modification de la prescription</td><td>Compte tenu du projet présenté, les caractéristiques des 3 laveurs seront les suivantes.
Proposition de modification :
Laveur 1 : Rejets atmosphériques des chaines 2 et 4 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques
Laveur 2 : Rejets atmosphériques des chaines 8 et 9 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques
Laveur 3 : Rejets atmosphériques de la chaine 10 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques</td></tr>
<tr><td>3.2.3 Conditions générales de rejet</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Les conditions de rejet doivent respecter les dispositions de l'Article 8.1.1.3.</td><td>Conforme</td><td>Galvanoplast s'engage à respecter les dispositions de l'article 8.1.1.3</td></tr>
<tr><td>3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Les rejets issus des tours de lavage doivent respecter les valeurs limites de flux maximaux autorisées suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 degrés Kelvin) et de pression (101,3 kilo Pascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :
<table><tr><th>Polluant</th><th>Flux maximal autorisé (en kg/j)</th></tr><tr><td>Acidité totale exprimée en H</td><td>1.6</td></tr><tr><td>HF, exprimé en F</td><td>6</td></tr><tr><td>Cr total</td><td>3</td></tr><tr><td>Cr VI</td><td>0.3</td></tr><tr><td>Ni</td><td>0.3</td></tr><tr><td>Alcalins, exprimés en OH</td><td>30</td></tr><tr><td>NOx, exprimés en NO_2</td><td>4</td></tr><tr><td>SO_2</td><td>4</td></tr><tr><td>NH_3</td><td>6</td></tr></table></td><td>Conforme</td><td>Galvanoplast s'engage à respecter les valeurs limites listés ci-contre.</td></tr>
<tr><td>3.2.5 Valeurs limites des flux de polluants rejetés</td><td></td><td></td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Exigences</th><th>Conformité du projet</th><th>Justification</th></tr>
<tr><td>Les rejets issus des tours de lavage doivent respecter les valeurs limites de flux maximaux autorisées suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 degrés Kelvin) et de pression (101,3 kilo Pascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :
<table>
<tr><th>Polluant</th><th>Flux maximal autorisé (en kg/j)</th></tr>
<tr><td>Acidité totale exprimée en H</td><td>1.6</td></tr>
<tr><td>HF, exprimé en F</td><td>6</td></tr>
<tr><td>Cr total</td><td>3</td></tr>
<tr><td>Cr VI</td><td>0.3</td></tr>
<tr><td>Ni</td><td>0.3</td></tr>
<tr><td>Alcalins, exprimés en OH</td><td>30</td></tr>
<tr><td>NOx, exprimés en NO_2</td><td>4</td></tr>
<tr><td>SO_2</td><td>4</td></tr>
<tr><td>NH_3</td><td>6</td></tr>
</table></td><td></td><td>Galvanoplast s'engage à respecter les flux listés ci-contre.</td></tr>
<tr><td colspan="3">4. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques</td></tr>
<tr><td colspan="3">4.1 Prélèvements et consommations d'eau</td></tr>
<tr><td colspan="3">4.1.1 Origine des approvisionnements en eau</td></tr>
<tr><td>Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application du décret n° 94-354 du 29 avril 1994. Ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.

Aucun prélèvement dans les eaux souterraines n'est autorisé.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :
<table>
<tr><th rowspan="2">Origine de la ressource</th><th rowspan="2">Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau</th><th rowspan="2">Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)</th><th rowspan="2">Prélèvement maximal annuel (m^3)</th><th colspan="2">Débit maximal (m^3)</th></tr>
<tr><th>Horaire</th><th>Journalier</th></tr>
<tr><td>Eau de surface</td><td>Cours d'eau « Le Gland »</td><td>FRDR10823</td><td>72 000</td><td>-</td><td>300</td></tr>
<tr><td>Réseau public</td><td>Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard</td><td></td><td>45 000</td><td>-</td><td>140</td></tr>
</table>
Le prélèvement annuel en eau de surface et en eau provenant du réseau public est de 85 000 m^3.

L'exploitant doit rechercher toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, les remplacements de matériel et de réfection des ateliers, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</td><td>Conforme</td><td>Galvanoplast s'engage à respecter les prescriptions de l'article 4.1.1</td></tr>
<tr><td colspan="3">4.1.2 Conception et exploitation des installations de prélèvement et de distribution d'eaux</td></tr>
</table>

Exigences	Conformité du projet	Justification
Les ouvrages de prélèvement dans le cours d'eau « Le Gland » ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux ou les schémas piscicoles. Les installations de prélèvement d'eau dans la rivière « Le Gland » et dans le réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées quotidiennement et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.	Non concerné	Zone non concernée par le présent projet
4.1.3 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement		
Les systèmes de disconnexion équipant le raccordement au cours d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destinés à éviter en toute circonstance le retour d'eau du réseau privé de l'établissement doivent être vérifiés régulièrement et entretenus.	Non concerné	Zone de raccordement non concernée par le présent projet.
4.1.4 Adaptatation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse		
Aucun prélèvement n'est autorisé dans la rivière « Le Gland » lorsque son débit est inférieur à 110 litres par seconde (débit de réserve minimum). A cet effet, un contrôle du débit du cours d'eau devra être effectué autant que nécessaire et au minimum chaque semaine à l'aide du repère symbolisant une hauteur d'eau de 110 litres/seconde fixé à cet effet, et le prélèvement d'eau devra être interrompu le cas échéant. En période d'étiage, le débit maximal journalier de prélèvement d'eau de ville peut être exceptionnellement relevé à 360 m^3.	Conforme	Galvanoplast s'engage à respecter les prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse.
4.2 Collecte des effluents liquides		
4.2.1 Dispositions générales		
Tous les effluents aqueux produits sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l' Article 4.3.1. ou non conforme à leurs dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.	Conforme	La gestion des effluents aqueux sera identique à l'existant. Concernant les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eau de toiture) rejoindront le réseau des eaux non pollués et seront rejetées dans le cours d'eau « Le Gland ». Concernant les rejets d'eaux industrielles, elles rejoindront le réseau d'effluents industriels traitées par la station de traitement interne pour être rejetées dans le réseau d'assainissement communal. Gestion conforme à l'article 4.3.1 du présent arrêté
4.2.2 Plan des réseaux		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).	Conforme	Le plan des réseaux d'eau du site, intégrant les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle sera mis à jour.
4.2.3 Entretien et surveillance		
Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les contrôles des canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être consignés dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.	Conforme	Galvanoplast s'engage à respecter les prescriptions de l'article 4.2.3 au travers de consignes / procédures d'exploitation. Si nécessaire, ces dernières feront l'objet d'une mise à jour.
4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement		
Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. ***Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques*** Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel. ***Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux*** Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.	Conforme	Le projet n'engendre pas l'utilisation de nouveaux produits dangereux. Les canalisations, collecteurs des effluents aqueux rejetés sont et seront adaptés aux produits utilisés. Aucun réseau externe au site ne transite dans les réseaux d'assainissement de l'établissement. Un système d'isolation des réseaux permet l'isolement des effluents pollués (arrêt de la pompe de relevage). Les réseaux d'eaux pluviales seront équipés de système d'obturateurs avec déclenchement automatique par asservissement au système de détection incendie du site.
4.3.1 Identification des effluents rejetées		

Exigences	Conformité du projet	Justification
I. Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables. En particulier, tout déversement sur le sol ou dans le sous-sol est interdit. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution, notamment du cours d'eau « Le Gland ». **II.** Les seuls effluents pouvant être rejetés dans le cours d'eau « Le Gland » sont : - les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées par le lessivage des sols et des toits, - les eaux provenant des deux débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures traitant les eaux issues des aires de circulation et de stationnement des poids lourds. Trois points de rejets, référencés Eaux Pluviales 1 (EP1), Eaux Pluviales 2 (EP2) et Eaux Pluviales 3 (EP3), sont autorisés pour les effluents d'origine pluviale (eaux pluviales et eaux provenant des débourbeurs - séparateurs). **III.** Les seuls effluents industriels pouvant être rejetés dans le réseau d'assainissement communal sont les eaux traitées issues de deux bassins tampons de la station de traitement des effluents en provenance des installations de production. Un seul point de rejet, référencé « EIRA » (Eaux Industrielles Réseau d'Assainissement), est autorisé pour les effluents d'origine industrielle ayant été traités (eaux résiduaires provenant des deux bassins tampons situés en sortie de la station de traitement). L'ensemble des points de rejet sont repérés sur le plan de général de l'établissement annexé au présent arrêté.	Conforme	La gestion des effluents aqueux sera identique à l'existant. Concernant les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eau de toiture) rejoindront le réseau des eaux non pollués et seront rejetées dans le cours d'eau « Le Gland ». Concernant les rejets d'eaux industrielles, elles rejoindront le réseau d'effluents industriels traitées par la station de traitement interne pour être rejetées dans le réseau d'assainissement communal.
De l'article 4.3.2 à 4.3.12	Non concerné	Prescriptions relatives : - à la collecte des effluents - à la gestion des ouvrages de traitement : conception, dysfonctionnement - à l'entretien et conduite des installations de traitement, - à la localisation des points de rejet, - à la conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet, - aux caractéristiques générales de l'ensemble des rejets - à la gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement, - aux valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le réseau communal d'assainissement relié à une station d'épuration collective, - aux valeurs limites d'émission des eaux domestiques, - aux eaux pluviales susceptibles d'être polluées, - aux valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Exigences	Conformité du projet	Justification
5. Déchets	Non concerné	La gestion actuelle des déchets produits sera maintenue et respectera l'ensemble des prescriptions définies au titre 5 de l'arrêté préfectoral. Il est à noter que suite à la réalisation du projet, il n'est pas prévu d'évolution de la typologie, ni de la quantité des déchets produits.
6. Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Non concerné	Afin de limiter au maximum les nuisances sonores de l'établissement, le présent projet prévoit la mise en place d'un bardage phonique autour des laveurs de gaz. Galvanoplast s'engage à réaliser une campagne de mesure acoustique au redémarrage de la production du site.
7. Prévention des risques technologiques		
7.1 Caractéristiques des risques		
7.1.1 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement		
L'exploitant tient à jour un inventaire des substances et des préparations dangereuses présentes dans l'établissement, conformément à l'Article 7.4.2. du présent arrêté.	Conforme	Galvanoplast s'engage à maintenir et à tenir à jour l'inventaire des substances et de préparations dangereuses présentes dans l'établissement.
7.1.2 Zonages internes à l'établissement		
L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.	Conforme	Galvanoplast s'engage à mettre à jour le plan existant des zones à risques du site. Ces zones seront matérialisées physiquement.
7.2 Infrastructures et installations		
7.2.1 Accès et circulation dans l'établissement		

Exigences	Conformité du projet	Justification
L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention. ***Article 7.2.1.1. Gardiennage et contrôle des accès*** Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Une surveillance est assuré en permanence par des alarmes de présence volumétriques et des alarmes de contact.	Conforme	Les accès au site et la circulation dans l'établissement resteront inchangés suite à la réalisation du projet et conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. La surveillance et le contrôle des accès en place sur site seront également conservés.
7.2.2 Bâtiments et locaux		
A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. Les bâtiments sont pourvus de portes et issues de secours en nombre suffisant et disposées convenablement (absence de cul de sac, distance à parcourir inférieure à 40 m…). Les portes et issues de secours doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie et ne comporter aucun dispositif de condamnation, elles sont signalées par des inscriptions nettement visibles, de jour comme de nuit. La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles. Les éléments de construction des halls abritant le stockage et les lignes de traitement de surface doivent respecter les dispositions de l'Article 8.1.1.1.	Conforme	Les halls n°2 et 3 présenteront des allées de circulation et disposeront de portes de secours en nombre suffisant. La fermeture des portes coupe-feu ne sera pas gênée par des obstacles.
7.2.3 Installations électriques – mise à la terre		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Les installations électriques doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation, de ruissellement ou de projection en jet. Les installations électriques doivent être conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuse, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation protégeant de ces risques. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent, choisi par le chef de l'établissement, qui mentionne très explicitement les défectuosités relevées dans son rapport. Ce rapport doit être tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.	Conforme	Les installations électriques respecteront les normes actuelles et seront mises à la terre. L'installation fera l'objet d'une vérification avant mise en service. Des boutons d'arrêt d'urgence seront implantés sur au moins la moitié des issues. L'éclairage sera réalisé en respectant les prescriptions d'implantation de l'article 7.2.3. L'éclairage artificiel sera réalisé par des matériaux non gouttant.
Article 7.2.3.1. Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.	Conforme	Galvanoplast s'engage à mettre à jour le plan des zones à risques du site (intégrant la définition des zones ATEX). Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits susceptibles d'engendre des charges électrostatiques seront mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.
7.2.4 Protection contre la foudre		
Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.	Conforme	Dans le cadre du projet, Galvanoplast prévoit la réalisation d'une Etude Foudre ainsi qu'une Analyse du Risque.
7.2.7 Chauffage		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés dans les bâtiments de stockage ou d'exploitation existant. Le chauffage de nouveaux bâtiments de stockage ou d'exploitation ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent, mais en aucun cas par aérothermes à gaz.	Conforme	Le projet de reconstruction des halls n°2 et 3 ne prévoit aucun chauffage de l'atelier.
7.2.8 Dépôt de liquide ou matières inflammables ou explosibles		
Les dépôts de liquides ou matières inflammables ou explosibles doivent être, le cas échéant, ventilés efficacement afin d'éviter la formation accidentelle d'une atmosphère explosive.	Conforme	Absence de produits inflammables ou explosives
7.3 Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers	Non concerné	/
7.4 Prévention des pollutions accidentelles		
7.4.1 Organisation de l'établissement		
Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Conforme	Galvanoplast dispose de consignes / procédures d'exploitation visant les vérifications à effectuer et leurs périodicités et ciblant notamment les dispositifs de rétention.
7.4.2 Etiquetage et connaissance des substances et préparations dangereuses		
Les cuves de traitement, fûts, réservoirs fixes ou mobiles et autres emballages portent en caractères très lisibles la dénomination exacte des substances et préparations contenues et, s'il y a lieu, le numéro et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible (pictogrammes placés sur les lieux et portes d'accès au stockage par exemple). L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (toutes substances dont bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.	Conforme	Les cuves de traitement, les fûts, les GRV présenteront en caractère très lisibles la dénomination du produit contenu ainsi que les pictogrammes de danger associés. Les locaux de stockage des produits dangereux afficheront de façon visible les mêmes indications. Les FDS des produits et des préparations dangereuses détenus et utilisés sont à dispositions de tous les salariés. Galvanoplast s'engage à maintenir et à tenir à jour l'inventaire des substances et de préparations dangereuses présentes dans l'établissement.

Exigences	Conformité du projet	Justification
De l'article 7.4.3 à 7.4.8	Non concerné	Prescriptions relatives : - aux rétentions, - aux réservoirs, - aux règles de gestion des stockages en rétention, - au stockage sur les lieux d'emploi, - aux transports – chargements – déchargements, - à l'élimination des substances ou préparations dangereuses.
7.5 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Non concerné	Prescriptions relatives : - à la définition générale des moyens, - à l'entretien des moyens d'intervention, - aux protections individuelles du personnel d'intervention, - aux dispositions de lutte contre l'incendie - aux consignes de sécurité, - aux consignes générales d'intervention, - à la protection des milieux récepteurs (voir article 8.1.1.6)
8. Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement		
8.1 Traitement de surface et stockge lié		
Sont concernés par les prescriptions du présent titre, les installations autorisées décrites à l'Article 1.2.4. relevant de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Le présent chapitre fixe les prescriptions techniques minimales applicables à ces installations, en vue de prévenir et limiter au niveau le plus bas possible les pollutions, déchets, nuisances et risques liés à leur exploitation. L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe à l'arrêté du 30 juin 2006, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.	L'analyse de conformité du projet vis-à-vis de l'arrêté du 30 juin 2006 est disponible ci-après.	Dans le cadre du présent projet, les locaux concernés par cet article sont les nouveaux halls n°2 et 3 à construire.
8.1.1 Comportement au feu des bâtiments		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 8.1.1.1. Comportement au feu des bâtiments **I.** Les halls abritant le stockage et les installations de traitement de surface doivent être équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être en nombre suffisants et leur surface utile ne doit en aucun cas être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments qu'ils équipent. De plus, ils doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.	Conforme	Le dispositif de désenfumage des futurs halls n°2 et 3 sera compris dans la voute en faîtage constituée de matériaux non gouttants. La surface de désenfumage sera équivalent à 2%. Le dispositif de désenfumage sera commandé automatiquement et manuellement par l'intermédiaire de commandes placées à proximité des accès.
II. Les halls habitant le stockage et les installations de traitement de surface doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - matériaux de catégorie M0 (A1), - murs et parois mitoyens aux locaux de stockage de produits chimiques : REI 120 ; - murs et parois séparant les halls de production : REI 120 ; - portes de communications avec les locaux et les halls précités : REI 60 ; - autres murs et portes : incombustibles ; - couverture : incombustible ; - sols : imperméables et incombustibles ($A1_{FL}$). Ces halls ne doivent pas être surmontés de locaux occupés par des tiers ou habités.	Conforme – A faire évoluer pour tenir compte des évolutions	Les halls n°2 et 3 présenteront les caractéristiques suivantes : - Matériaux de catégorie M0 (A1), sol béton - Murs et parois séparant les halls de production : REI 240, - Murs donnant sur l'extérieur : bardage double-peau incombustible- REI 120, - Portes de communications avec les halls de production : REI120 - Structure : Murs béton plein 40 cm - Couverture : charpente bois lamellé collé incombustible RE60 (Matériau de catégorie A1) + panneaux sandwichs + flocage prévu sous les 4 premiers mètres de toiture pour limiter le risque de transfert d'un incendie du hall n°2 au hall n°3 et vice-versa.
Article 8.1.1.2. Accessibilité Les halls abritant le stockage et les installations de traitement de surface, fermés et ventilés suivant les dispositions de l'Article 8.1.1.3. sont implantés à une distance d'au moins 5 m des limites de propriété et accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.	Conforme	Le projet s'implante en lieu et place des hall n°2 et 3 existants et respectera de fait la distance d'éloignement d'au moins 5 m des limites de propriété. La zone projet sera accessible au service de secours soit par la rue des Champs soit directement par les voiries du site.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 8.1.1.3. Ventilation et débouché des cheminées à l'atmosphère **I.** Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux et les installations doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible et/ou toxique. Tout rejet à l'atmosphère doit être réalisé de façon à ne pas entraîner de danger pour l'environnement ou pour les personnes. Le débouché à l'atmosphère des systèmes de ventilation des locaux et des installations est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés. Ainsi, le point de rejet doit dépasser d'au moins : - 3 mètres les bâtiments occupés par des tiers situés dans un rayon de 15 mètres, - 1 mètre la hauteur du faîtage des bâtiments environnant. De plus, la vitesse de passage de l'air sans traitement de gaz doit être d'au moins 8 m/s en sortie de ventilation.	Conforme	Les halls en projet seront convenablement ventilés. Cette ventilation sera assurée naturellement en fonctionnement normal par la circulation de l'air au travers d'ouvrants. La ventilation mécanique permettant la captation des vapeurs émanant des bains assurera également une ventilation des locaux. En l'absence de bâtiments occupés par des tiers dans un rayon de 15 mètres au tour des laveurs de gaz, les points de rejets dépasseront d'au moins 1 m la hauteur du faîtage des bâtiments environnants. La vitesse minimum des gaz au rejet du laveur sera de 8 m/s.
II. En situation normale ou accidentelle les VLE spécifiées à l'Article 3.2.4. ne doivent pas être dépassées. De plus, une valeur guide à ne pas dépasser au rejet de la ventilation (définie soit par l'exploitant, soit par le fournisseur) doit être définie pour chaque substance ou préparation liquide ou solide toxique lorsque celle-ci n'est pas spécifiée à l'Article 3.2.4. Notamment, les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normales de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) : - les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm3 de poussières, - les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm3 de composés organiques volatils si le débit massique horaire dépasse 2 kg/h.	Conforme	Galvanoplast s'engage à respecter les valeurs limites listés ci-contre. En cas d'anomalie sur le système d'épuration des gaz, le chauffage des bains et donc la production sera arrêtée.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 8.1.1.4. Dispositifs de rétention et de confinement 8.1.1.4.1 **Dispositions générales :** Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui doivent être maintenus fermés. Les capacités de rétention sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les écoulements accidentels recueillis dans la rétention sont soit récupérés, soit traités dans la station de traitement dans des conditions conformes aux dispositions du présent arrêté, soit éliminés comme déchets conformément aux dispositions du TITRE 5 du présent arrêté.	Conforme	Dans le cadre du projet, chaque bain de traitement contenant des substances dangereuses sera équipé d'une rétention étanche et réalisée d'une matière inattaquable par les substances utilisées. Les rétentions seront équipées d'un déclencheur d'alarme en point bas si la contenance est supérieure à 1000L conformément à l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux activités ICPE 3260.
8.1.1.4.2 **Stockages :** **I.** Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les stockages doivent être associés à des rétentions conformes aux dispositions de l'Article 7.4.3. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable. **II.** Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.	Non concerné	Le projet ne comprend aucune création de locaux dédiés au stockage. Ceux-ci étant existants, situés dans le hall n°4 et équipés de rétentions spécifiques.
8.1.1.4.3 **Cuves et chaînes de traitement de surface:** Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : • 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; • 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.	Conforme	Dans le cadre du projet, chaque bain de traitement contenant des substances dangereuses sera équipé d'une rétention étanche et réalisée d'une matière inattaquable par les substances utilisées. Les rétentions seront équipées d'un déclencheur d'alarme en point bas si la contenance est supérieure à 1000L conformément à l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux activités ICPE 3260.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 8.1.1.5. Réseaux de canalisations et appareils **I.** L'ensemble des appareils (cuves, filtres, canalisations, stockages, etc.) susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toutes nature, ou des sels fondus ou en solution dans l'eau, doit être construit conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec les liquides d'une garniture inattaquable. L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des acides, des bases, des substances ou préparations toxiques définis par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances, est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier. L'ensemble des appareils doit être identifié de manière à permettre la connaissance du produit contenu. Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doit être mentionnée la capacité de la cuve ou du stockage qu'elle alimente.	Conforme	Galvanoplast s'engage à respecter les prescriptions de l'article 8.1.1.5.
II. Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées. Les réseaux de canalisations assurant un transfert des effluents depuis les chaînes de traitement jusqu'aux installations de traitement sont structurées de façon à renforcer la sécurité intrinsèque desdites canalisations, en limiter le nombre et ne pas empêcher l'écoulement dans les caniveaux de fuites éventuelles. En particulier, au niveau des caniveaux communs à plusieurs chaînes de traitement, ces tuyauteries sont raccordées à des collectes rigides uniques et spécifiques par type d'effluents. Chaque canalisation, et en particulier les canalisations de liaison, assurant le transfert des effluents depuis les cuves de reprise et la station de traitement des eaux, doit être placée dans un caniveau ou sous gaine étanche, spécifique à chaque type d'effluents et conçue de façon à ce que les fuites éventuelles soient intégralement dirigées vers une capacité de rétention étanche conformes aux dispositions de l'Article 8.1.1.4. et équipées de déclencheurs d'alarme en point bas coupant automatiquement l'alimentation en effluent des canalisations correspondantes. Le volume de chacune desdites capacités de rétention doit être suffisant pour contenir l'intégralité des effluents susceptibles de s'y déverser. Sauf exception motivée pour des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes afin d'en assurer le contrôle d'étanchéité.	Conforme	Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches et résistantes aux actions du produit. Elles seront en nombre limitées, autant que possible, et placées en caniveaux spécifiques à chaque type d'effluents et raccordées à une rétention. Ces canalisations feront l'objet d'examens périodiques afin de s'assurer de leurs bons états.
III. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours. Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons. Des dispositions particulières telles que détrompeurs sur les tuyauteries, diamètres de branchement différents, consignes appropriées, …, doivent être prises afin d'éviter toute possibilité de mélange accidentel lors de dépotage. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.	Conforme	Galvanoplast s'engage à tenir à jour le schéma de tous les réseaux de canalisations intégrant les bouches de dépotage des produits chimiques.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 8.1.1.6. Bassin de confinement L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.	Conforme	En cas d'un incendie, les effluents pollués (eaux d'extinction + stock liquide présent) seront confinés dans des fosses étanches spécifiques aux halls 2 et 3 et répondant au besoin calculés en application du guide D9A (Cf. Chap. 7.5.2).
Article 8.1.1.7. Régulation thermique des bains de traitement Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Les résistances (bains actifs et stockages) sont protégées électriquement par un système de disjonction différentielle, et mécaniquement afin d'éviter tout contact avec des corps pouvant les endommager.	Conforme	Les circuits de régulation des bains seront construits conformément aux règles de l'art et ne comprendront pas de circuits de refroidissements ouverts. Des dispositifs de sécurité équiperont les systèmes de chauffage des cuves (détecteurs de niveau bas et haut, système de disjonction différentielle, bouton d'arrêt d'urgence…).
8.1.2 Dispositions générales d'exploitation		
Article 8.1.2.1. Stockage et emploi des produits dangereux	Non concerné	Les locaux dédiés au stockage de produits dangereux sont situés dans le hall n°4.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 8.1.2.2. Consignes d'exploitation et de sécurité - schéma de l'installation **I.** Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme. Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : • la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ; • les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ; • la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux traitées dans l'installation ; • les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ; • les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles, telles que le déversement de produits toxiques dans l'atelier ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues aux Article 4.2.4.2. et Article 8.1.2.1. L'exploitant a l'obligation d'informer l'inspection des Installations Classées en cas d'accident ou d'incident conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel. Une douche de sécurité ainsi qu'une fontaine oculaire sont installées dans chacun des halls abritant les lignes de traitement de surface ainsi que dans la station de traitement.	Conforme	Les consignes d'exploitation et de sécurité du site respecteront les exigences ci-contre. Une douche de sécurité ainsi qu'une fontaine oculaire seront installées dans les halls n°2 et n°3.
II. L'exploitant tient à jour un schéma de l'installation faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine. Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. **III.** Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de substances toxiques. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains ; ces produits ne doivent pas séjourner dans les ateliers. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur. Aucune opération de déchargement de véhicule ne pourra être entreprise sans la présence de personnel désigné pour surveiller ces opérations.	Conforme	II. Galvanoplast s'engage à mettre à jour le schéma détaillé de la nouvelle installation. III. Les prescriptions ci-contre seront traduites dans des consignes d'exploitation.

Exigences	Conformité du projet	Justification
8.1.3 Prévention de la pollution des eaux		
Article 8.1.3.1. Alimentation en eau L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter la consommation d'eau. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. L'alimentation en eau des installations de chaque ligne de traitement de surface doit être conçu de façon à interdire en toute circonstances le retour d'effluents dans le réseau public de distribution d'eau et doit être munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche des installations, clairement reconnaissable et aisément accessible. Cette alimentation doit être interrompue automatiquement en cas de panne électrique afin d'éviter une alimentation gravitaire des rinçages et le débordement des cuves de reprise. Les vannes d'alimentation des cuves de traitement seront asservies à une détection de niveau haut interrompant leur remplissage.	Conforme	Les prescriptions de l'article 8.1.3.1 seront respectées. Les vannes d'alimentation des cuves de traitement seront asservies à une détection de niveau haut interrompant leur remplissage.
Article 8.1.3.2. Rejet et élimination des effluents **I.** Les rejets d'eaux résiduaires doivent se faire exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils devront notamment respecter les valeurs limites d'émission fixées à l'Article 4.3.9.1. du présent arrêté. **II.** Les effluents engendrés par le fonctionnement des installations de traitement de surface (eaux de rinçages acides, alcalins, chimiques, ... , bains usés acides, alcalins, chromiques, ... eaux de lavage des sols, eaux de nettoyage des cuves et des filtres, eaux de lavage des gaz, et d'une manière générale les eaux résiduaires polluées) ainsi que les condensats des installations de compression, doivent faire l'objet de collectes sélectives et constituent : • soit des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au TITRE 5 du présent arrêté ; • soit des effluents liquides visés au I du présent article qui sont traités dans la station de traitement qui doit alors être conçue et exploitée à cet effet. **III.** Les cuves de bains de dégraissage des lignes de traitement sont équipées de dispositifs déshuileurs. Les effluents huileux récupérés doivent être éliminés suivant les dispositions définies au TITRE 5 du présent arrêté.	Conforme	Les prescriptions de l'article 8.1.3.2 seront respectées. En fonctionnement normal, les effluents engendrés par le fonctionnement des installations de traitement de surface, ainsi que les condensats des installations de compression seront traités par la station de traitement interne des effluents aqueux. Les bains de dégraissage des lignes de traitement seront équipés de dispositifs déshuileurs. Les huiles récupérées seront gérées conformément aux dispositions définies au titre 5 de l'arrêté préfectoral.
Article 8.1.3.3. Valeurs limites de rejet des effluents Les valeurs limites d'émissions visées à l'Article 4.3.9.1. et contrôlées suivant les dispositions l'Article 9.2.3. du présent arrêté, sont fondées sur une optimisation de la gestion de l'eau dans les chaînes de traitement, en privilégiant la réutilisation, le recyclage et la régénération des bains et des eaux de rinçage.	Conforme	Galvanoplast s'engage à optimiser l'usage de l'eau dans les chaînes de traitement, en privilégiant la réutilisation, le recyclage et la régénération des bains et des eaux de rinçage.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 8.1.3.4. Consommation d'eau spécifique **I.** Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible. La consommation spécifique d'eau de l'installation n'excède pas 4,25 litres par mètre carré de surface traitée par fonction de rinçage. Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : • les eaux de rinçage ; • les vidanges de cuves de rinçage ; • les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ; • les vidanges des cuves de traitement ; • les eaux de lavage des sols ; • les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : • les eaux de refroidissement ; • eaux pluviales ; • les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé. On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage). **II.** L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.	Conforme	Galvanoplast s'engage à calculer une fois par an la consommation spécifique de son installation afin de statuer sur l'optimisation de la consommation en eau des équipements de production et de définir, au besoin, des axes d'amélioration.
8.1.4 Installations de traitement des effluents	Non concerné	NB : Les article 8.1.5 et 8.1.6 renvoient respectivement aux titres 3 et 5.
8.1.5 Prévention de la pollution atmosphérique		
8.1.6 Les déchets		
8.1.7 Surveillance des rejets		
8.1.8 Prévention des incendies et des explosions		

Exigences	Conformité du projet	Justification
I. Les bains de traitement électrolytiques, les bains chauffés par une installation de combustion fonctionnant au gaz et les bains de décapages acides seront largement ventilés afin d'éviter toute présence d'atmosphères explosives. Le réseau de gaz alimentant les installations de production (cuves, étuves, …) doit être conçue et réalisée de manière à réduire les risques en cas de fuite. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, chocs, …) et repérées par des couleurs normalisées. Le réseau alimentant les installations devra être équipé de vannes permettant de les isoler individuellement. Les appareils de combustion doivent comporter un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en gaz. Un dispositif de sécurité doit couper automatiquement l'alimentation en combustible en cas de défaut détecté sur le circuit d'alimentation. Un dispositif de coupure doit être placé à l'extérieur des locaux de production pour permettre l'interruption de l'alimentation en gaz des appareils de combustion. Ce dispositif doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toute circonstance. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre.	Non concerné	Le projet s'accompagne de l'arrêt de l'utilisation du gaz naturel. Le chauffage des bains sera désormais réalisé par serpentins d'eau chaude provenant d'une chaudière électrique. Les murs de la chaufferie électrique seront REI120 et les portes d'accès EI120.
II. Les canalisations connexes aux cuves de traitement et les gaines de ventilation des installations de l'ensemble des halls de production doivent être conçues et aménagées afin que leur comportement lors d'un incendie ne puisse être à l'origine d'une extension du sinistre. Les cuves dont le bain de traitement est chauffé par l'intermédiaire de brûleurs ou de cannes chauffantes doivent être en matériaux incombustibles. Ces dispositions s'appliquent à tout matériel remplacé ou nouveau. Les gaines de ventilation de différentes lignes de traitement doivent être munies de dispositifs coupe-feu disposés de façon à empêcher une propagation horizontale du feu. Au moins une fois par an, les gaines de ventilation doivent faire l'objet d'un contrôle intérieur destiné à vérifier l'absence de tout dépôt susceptible d'être inflammable. Dans le cas contraire, elles doivent être nettoyées avant la remise en service des installations.	Conforme	Les canalisations connexes aux cuves de traitement et les faines de ventilation seront conçues de façon à ne pas propager un départ d'incendie. Les gaines de ventilation seront munies de dispositifs coupe-feu. Elles seront contrôlées annuellement, à minima.
II. Le système de détection incendie assure l'arrêt des installations dans chaque hall et en particulier ceux dans lesquels sont implantés les redresseurs des bains d'électrolyse et des systèmes d'aspiration des émissions captées sur les bains de traitement. Outre le déclenchement automatique par détecteur, un déclenchement manuel doit pouvoir être réalisé par des dispositifs facilement accessibles, aisément identifiables et placés de préférence à proximité des accès. Le système de détection incendie est associé à une alarme visuelle et sonore permettant d'avertir le personnel qui devra évacuer les locaux suivant les procédures mises en place.	Conforme	Un système de détection incendie équipera chaque hall du bâtiment de production. Ce dispositif assurera l'arrêt des installations, des redresseurs des bains d'électrolyse et des systèmes d'aspiration des émissions captées sur les bains de traitement. Il pourra être actionné de manière manuelle ou automatique. Il sera associé à une alarme visuelle et sonore.
8.2 Installation de compression et de réfrigération		
8.2.1 Prescriptions communes aux installations de compression et réfrigération		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Les locaux accueillant les installations de compression ou de réfrigération seront construits en matériaux MO et seront disposés de façon à ce qu'en cas de fuite accidentelle de gaz, ces derniers soient évacués au dehors sans qu'il en résulte d'incommodité pour le voisinage. Les locaux doivent être construits et aménagés de façon à minimiser les vibrations et respecter les normes de bruit définies au TITRE 6. L'arrêt des installations doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur des locaux. Des dispositifs efficaces de purges seront placés sur tous les appareils aux emplacements où les produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler. Ces derniers sont traités dans la station de traitement des effluents. Toutes les mesures doivent être prises pour éviter l'évacuation des produits de purge et éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.	Conforme	Les locaux des installations de compression et de réfrigération seront construits en matériaux M0, disposeront d'un bouton d'arrêt d'urgence. Les purges des appareils rejoindront la station de traitement des effluents aqueux interne au site.
ARTICLE 8.2.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE REFRIGERATION Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter les entrées d'air en un point quelconque du circuit primaire de réfrigération. Un dispositif est prévu sur les circuits de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation de l'eau et sa température. Ces paramètres sont intégrés dans la commande des installations et permettent leur arrêt ou leur mise en sécurité lors d'une dérive hors plage de fonctionnement. Les opérations de maintenance sur les fluides frigorigènes sont confiées à une entreprise dûment habilitée. Les fluides usagés sont éliminés conformément aux normes en vigueur.	Conforme	Les installations respecteront les dispositions ci-contre.
ARTICLE 8.2.3. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE COMPRESSION Des murs de protection suffisants et formant éventuellement des chicanes pour l'accès aux compresseurs et aux accumulateurs entoureront ces appareils de façon à diriger verticalement les gaz et les débris lors d'une éventuelle explosion. Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur. Les compresseurs sont pourvus de dispositifs d'arrêt automatique en cas d'atteinte d'un seuil bas de pression leur entrée ou d'un seuil haut de pression à leur sortie.	Conforme	Les installations respecteront les dispositions ci-contre.
8.3 Postes de charge d'accumulateurs	Non concerné	
9. Surveillance des émissions et de leurs effets		/
10. Dispositions à caractère administratif		/

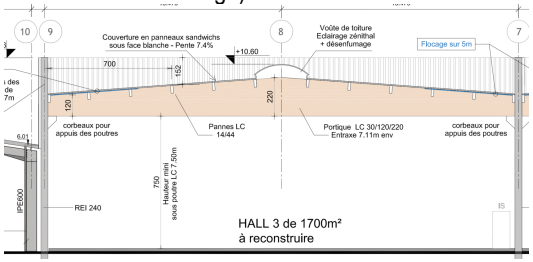
ANNEXE 4 : CONFORMITE A L'ARRETE MINISTERIEL DU 30 JUIN 2006 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU REGIME DE L'AUTORISATION AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 3260

Guide de lecture des grilles / légende :

- C = Conforme
- NC = Non conforme
- PI = Pour information (sans conformité à vérifier)
- NA / Non concerné = Non applicable / Non concerné

Exigences	Conformité du projet	Justification
Titre 1. Généralités	/	/
Titre 2. Implantation - Aménagement	/	/
Article 2		
Les dispositions appropriées sont prises afin d'intégrer l'établissement dans le paysage. L'ensemble de l'établissement est maintenu propre et entretenu en permanence, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les abords de l'établissement placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.	Conforme	Un nettoyage régulier permettra d'assurer la propreté du site, ceci tant pour des raisons de salubrité, que de sécurité. Concernant les clôtures du site, le projet ne modifiera pas leurs positionnements, et ils respecteront les prescriptions ci-contre. Les abords de l'installation ne sont pas concernés par le présent projet. Néanmoins, ils resteront maintenus en bon état de propreté.
Article 3		

Exigences	Conformité du projet	Justification
« I. Chaque partie de l'installation qui, en raison des caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, est susceptible d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation est constituée de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum, et présente les caractéristiques de faible réaction et de résistance au feu minimales suivantes : « - matériaux de classe A1 ou A2s1d1 ; « - murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 ; « - planchers REI 120 ; « - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. « (R : capacité portante, E : étanchéité au feu, I : isolation thermique)	Conforme	Les deux halls à reconstruire présenteront les caractéristiques suivantes : - Matériaux de catégorie M0 (A1), sol béton - Murs et parois séparant les halls de production : REI 240, - Murs donnant sur l'extérieur : bardage double-peau incombustible REI 120, - Portes de communications avec les halls de production : REI120 - Structure : Murs béton plein 40 cm - Couverture : charpente bois lamellé collé incombustible RE60 (Matériau de catégorie A1) + panneaux sandwichs + flocage prévu sous les 4 premiers mètres de toiture pour limiter le risque de transfert d'un incendie du hall n°2 au hall n°3 et vice-versa. Les locaux techniques (chaufferie électrique, local TGBT) seront REI 120 et équipés de portes EI 120.

Exigences	Conformité du projet	Justification
« II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. « La surface utile de ces dispositifs d'ouverture n'est pas inférieure à : « - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m^2 ; « - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m^2 sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. « En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules. « Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12101-2, version mai 2017, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus. « Chaque bâtiment abritant une chaine de traitement de surface est divisé en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m^2 et d'une longueur maximale de 60 mètres. « Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton sont réalisées pour chaque zone à désenfumer. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée. « Chaque écran de cantonnement est constitué soit par des éléments de la structure (couverture, poutre et murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, soit par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Ces écrans de cantonnement sont DH 30. Les équipements conformes à la norme NF EN 12101-1 (version de décembre 2005) et à son annexe A1 (version de juin 2006) sont présumés répondre à cette disposition. Les écrans ont une hauteur minimale d'un mètre.	Conforme	Le dispositif de désenfumage des futurs halls n°2 et 3 sera compris dans la voute en faîtage constituée de matériaux non gouttants. La surface de désenfumage sera de 2% de la superficie des bâtiments. Le dispositif de désenfumage sera commandé automatiquement et manuellement par l'intermédiaire de commandes placées à proximité des accès. Les nouveaux halls présenteront des amenées d'air frais au sol permettant une ventilation efficace en cas de besoin. Les halls 2 et 3 d'une superficie unitaire de 1728 m² seront divisés en cantons de désenfumage (en réalité les pannes, permettent déjà une division des halls en canton de désenfumage). 
« III. Les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont installés dans des locaux isolés de l'atelier de traitement et présentent les caractéristiques du I. « A défaut, ces équipements sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque (feu d'origine électrique). »	Conforme	Les locaux techniques (chaufferie électrique, local TGBT) seront REI 120 et équipés de portes EI 120. Les armoires électriques et process stratégiques (TGBT, process, redresseurs) seront protégées par des installations d'extinction automatique à gaz conforme à la règle APSAD R13.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 4		
Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.	Conforme	Les points de rejets dépasseront d'au moins 1 m la hauteur du faîtage des bâtiments environnants.
Article 5		
« I. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. « II. Les dispositions du A et du B de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont applicables à l'installation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les contrôles effectués. « Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. « Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. « III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. « Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. « Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »	Conforme	Les installations électriques respecteront les normes actuelles et seront mises à la terre. L'installation fera l'objet d'une vérification avant mise en service puis périodiquement. Ce contrôle portera également sur la détection de points chauds pas un système de thermographie infrarouge conformément au référentiel APSAD D19. En complément, Galvanoplast réalisera ces propres contrôles toutes les 2h lorsque l'installation sera en fonctionnement. Les halls en reconstruction ne seront pas chauffés. L'éclairage artificiel sera réalisé par des matériaux non gouttant.
Article 6		

Exigences	Conformité du projet	Justification
« I. Dispositions générales : « Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances à mentions de dangers H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Ils sont aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. « Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés. « Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. « L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment. « Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. « Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. « Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou sont éliminés comme les déchets. »	Conforme	Absence de produits présentant les mentions de dangers listés. Les capacités de rétention seront réalisées en matériaux ne pouvant être altéré par les produits utilisés. Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres seront munis d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les systèmes de régulation thermique des bains respecteront les prescriptions ci-contre (détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant, protection mécanique, absence de circuit de refroidissement ouvert). Le bon fonctionnement de l'asservissement sera testé régulièrement et fera l'objet de consignes d'exploitation spécifiques.

Exigences	Conformité du projet	Justification
II. Stockages : Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à : • la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ; • dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres. Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50 % du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m^3 ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m^3. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.	Conforme	Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention respectant les prescriptions ci-contre. Il n'y aura pas de stockage enterré sur le site.

Exigences	Conformité du projet	Justification
III. Cuves et chaînes de traitement : Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : • 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; • 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement. Au vu des éléments de l'étude de dangers et compte tenu des caractéristiques des bains et des matières traitées, l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit, le cas échéant, l'obligation pour l'exploitant d'installer un dispositif de vidange ou de transvasement dont la mise en oeuvre est quasi immédiate en cas de situation accidentelle (emballement de réaction, émissions gazeuses dangereuses, réactions exothermiques...).	Conforme	Les capacités de rétention des cuves au niveau des chaînes de traitement respecteront les prescriptions ci-contre.
IV. Ouvrages épuratoires : Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation seront munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire sera construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme. La détoxication d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques. **V.** Chargement et déchargement : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les conclusions de l'étude de dangers. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.	Non concerné	Absence de décyanuration et de déchromatation sur le site de Galvanoplast. Le projet porté par le présent document ne concerne pas la zone de dépotage du site.
Article 7		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons. L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des acides, des bases, des substances ou préparations toxiques définis par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.	Conforme	Le projet n'engendre pas l'utilisation de nouveaux produits dangereux. Les canalisations, collecteurs des effluents aqueux rejetés sont et seront adaptés aux produits utilisés. Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches et résistantes aux actions du produit. Elles seront en nombre limitées, autant que possible, et placées en caniveaux spécifiques à chaque type d'effluents et raccordées à une rétention. Ces canalisations feront l'objet d'examens périodiques afin de s'assurer de leurs bons états. Galvanoplast s'engage à tenir à jour le schéma de tous les réseaux de canalisations intégrant les bouches de dépotage des produits chimiques.
Article 8		
Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.	Conforme	Les réseaux secs et humides existants seront conservés et modifiés selon les besoins. Les eaux pluviales des toitures des halls à reconstruire, seront collectées dans le réseau existant. La surface de toiture reste inchangée. Les réseaux d'eaux pluviales du site seront équipés d'obturateurs afin de contenir sur site les potentielles eaux de ruissellement pollués en cas de déploiement d'un dispositif de lutte contre l'incendie.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 9		
L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.	Conforme	En cas d'un incendie, les effluents pollués (eaux d'extinction + stock liquide présent) seront confinés dans des fosses étanches spécifiques aux halls 2 et 3 et répondant au besoin calculés en application du guide D9A (Cf. Chap. 7.5.2). Absence de stockage de substances très toxiques.
Article 10		

Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie. « I. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. « L'installation est notamment dotée : « a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; « b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. « Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. « II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : « - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; « - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. « Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. « Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site. « III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. « IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. « L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. « Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »	Conforme	L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie composé : - De 2 poteaux incendie situés à proximité, - D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, - D'une réserve d'eau incendie de 120 m^3, - D'un système de détection incendie équipant chaque hall du bâtiment de production et disposant d'une sonde de température sur chaque système d'aspiration Ce dispositif assurera l'arrêt des installations, des redresseurs des bains d'électrolyse et des systèmes d'aspiration des émissions captées sur les bains de traitement. Il pourra être actionné de manière manuelle ou automatique. Il sera associé à une alarme visuelle et sonore. Galvanoplast s'engage à dresser la liste des détecteurs et à justifier le dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Ces dispositifs seront vérifiés périodiquement.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Titre 3. Dispositions générales d'exploitation	/	/
Article 11		
L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.	Conforme	Les cuves de traitement, les fûts, les GRV présenteront en caractère très lisibles la dénomination du produit contenu ainsi que les pictogrammes de danger associés. Les locaux de stockage des produits dangereux afficheront de façon visible les mêmes indications. Les FDS des produits et des préparations dangereuses détenus et utilisés sont à dispositions de tous les salariés. Galvanoplast s'engage à maintenir et à tenir à jour l'inventaire des substances et de préparations dangereuses présentes dans l'établissement.
Article 12		
L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.	Conforme	Galvanoplast s'engage à maintenir et à tenir à jour l'inventaire des substances et de préparations dangereuses présentes et son plan général des stockages. Les quantités stockées sur site sont limités aux nécessités de l'exploitation.
Article 13		

I. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme. Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : • la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ; • les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ; • la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ; • les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ; • les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 16. L'exploitant a l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel. II. L'exploitant tient à jour un schéma de l'installation faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine. Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. III. Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.	Conforme	Les consignes d'exploitation des installations seront conservées ou mises à jour afin de les adapter aux nouvelles installations à exploiter. Ces consignes porteront notamment sur les vérifications à effectuer en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, aux modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ainsi qu'aux modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte. Galvanoplast s'engage à mettre à jour son schéma des installations et des réseaux. III. Non concerné

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 14		
L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, notamment résines échangeuses d'ions, manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, pièces d'usure, électrodes de mesures de pH.	Conforme	Galvanoplast s'engage à respecter les dispositions de cet article.
Titre 4. Prévention de la pollution des eaux	/	/
Article 15		
L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales journalières et débit horaire) dans les eaux souterraines et superficielles et celles du réseau public, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application du décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie. Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application du décret n° 94-354 du 29 avril 1994. Ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe. Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée doivent être vérifiés régulièrement et entretenus. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. L'alimentation en eau du procédé est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible.	Conforme	Le projet ne modifiera pas la consommation en eau du site existant. La consommation d'eau industrielle restera limitée au strict minimum. La gestion actuelle des effluents et des déchets sera conservée après la réalisation du projet. L'ensemble des produits dangereux stockés et les bains de traitement qui seront exploités seront positionnés sur rétentions suffisamment dimensionnées et étanches. Les équipements de traitements des effluents aqueux seront conservés (station de traitement interne des eaux).

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 16		
I. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées...) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. II. En complément des dispositions prévues à l'article 7 du présent arrêté, les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	Conforme	Les réseaux de collecte existants sont de type séparatif et seront conservés et modifiés selon les besoins. Les eaux pluviales s'écoulent vers le réseau des eaux non susceptibles d'être pollué avant rejet vers le cours d'eau « Le Gland ». Les effluents industriels rejoignent la station de traitement interne avant rejet vers le cours d'eau « Le Gland » Le plan des réseaux d'eau du site, intégrant les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle sera mis à jour.
Articles 17 à 20	Non concerné	Prescriptions relatives au raccordement des eaux résidaires, aux VLE sur les rejets aqueux (flux et concentration). Le présent projet ne concerne pas le fonctionnement de la station interne de traitement des effluents aqueux.
Article 21		

Exigences	Conformité du projet	Justification
« I. Les systèmes de rinçage sont conçus et exploités de manière à obtenir un rejet d'eau, rapporté au mètre carré de la surface traitée, dit rejet spécifique, le plus faible possible. « L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe le rejet spécifique d'eau maximal de l'installation. « Sont pris en compte dans le calcul du rejet spécifique : « - les eaux de rinçage ; « - les vidanges de cuves de rinçage ; « - les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ; « - les vidanges des cuves de traitement ; « - les eaux de lavage des sols ; « - les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. « Ne sont pas pris en compte dans le calcul du rejet spécifique : « - les eaux de refroidissement ; « - les eaux pluviales ; « - les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé ; « - les effluents traités hors site dans une installation autorisée à cet effet. « On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. « Le rejet spécifique est exprimé pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. « Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et subit un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).	Conforme	Galvanoplast s'engage optimiser ces systèmes de rinçage afin de calculer et d'établir son rejet spécifique de ces installations.

Exigences	Conformité du projet	Justification
« II. Le rejet spécifique d'eau n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. « Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, ce rejet spécifique n'excède pas 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. « L'exploitant calcule une fois par an le rejet spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées le mode de calcul du rejet spécifique, le résultat et les éléments justificatifs de ce calcul. Par défaut et à la demande de l'exploitant, le rejet spécifique peut être assimilé à la consommation spécifique, c'est-à-dire à la consommation d'eau liée à l'activité de traitement de surface. »	Conforme	Galvanoplast s'engage optimiser ces opérations de décapage et de traitement afin de calculer et d'établir son rejet spécifique de ces installations.
Article 22		

Exigences	Conformité du projet	Justification
« I. A la demande de l'exploitant, l'arrêté préfectoral d'autorisation peut adapter les valeurs limites d'émission en concentration définies à l'article 20 et le rejet spécifique fixé par l'article 21, conformément aux dispositions ci-après et sous réserve de ne pas augmenter le flux de polluant autorisé. Cette possibilité ne s'applique pas aux opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils cités au II de l'article 21. « Si le rejet spécifique de l'installation est supérieur au rejet spécifique de référence (soit 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage), pour une raison justifiée par l'analyse de son impact sur le milieu récepteur, et après emploi des meilleures techniques disponibles, l'arrêté d'autorisation peut fixer des valeurs d'émission plus contraignantes qui ne peuvent dépasser la valeur calculée en fonction du rejet spécifique de l'installation, comme indiqué au II ; « Dans le cas d'un rejet d'eau inférieur au rejet spécifique de référence (8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage), l'arrêté préfectoral peut fixer des valeurs limites d'émission plus élevées, calculées comme indiqué au II, à condition que l'acceptabilité de ces valeurs d'émission par le milieu récepteur soit démontrée par l'exploitant. Ces valeurs limites d'émissions ne peuvent excéder trois fois les valeurs limites d'émission définies à l'article 20. « II. Pour l'application des dispositions prévues au I, les valeurs limites d'émissions en concentration (C) et le rejet spécifique (D) sont définis de manière que le flux (F) n'excède pas le flux de référence (Fréf). « Où : « Fréf = (Créf x Dréf x n x S)/1 000 ; « Fréf = flux de référence exprimé en g/ jour ; « Créf = valeur limite d'émission de référence, pour un polluant donné, exprimée en mg/ L, telle que définie à l'article 20 ; « Dréf = rejet spécifique de référence = 8 L/ m^2 et par fonction de rinçage ; « n = nombre moyen de fonctions de rinçages subies par les pièces ; « S = surface quotidienne traitée (calculée en moyenne mensuelle), exprimée en mètre carré, telle que définie à l'article 21 ; « F = (C x D x n x S)/1 000 ; « C = valeur limite d'émission fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation, pour un polluant donné, exprimée en mg/ L ; « D = rejet spécifique fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation, exprimé en L/ m^2 et par fonction de rinçage. »	Pour information	
Titre 5. Installation de traitement des effluents		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Articles 23 à 24	Non concerné	Le projet n'impactera pas le fonctionnement de la station de traitement interne des effluents aqueux du site
Titre 6. Prévention de la pollution atmosphérique	/	/
Article 25		
Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.	Conforme	Le projet s'accompagne par la mise en service de 2 nouveaux laveurs en complément du laveur existant et opérationnel. Les 3 laveurs présenteront les caractéristiques suivantes : Laveur 1 : Rejets atmosphériques des chaines 2 et 4 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques Laveur 2 : Rejets atmosphériques des chaines 8 et 9 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques Laveur 3 : Rejets atmosphériques de la chaine 10 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques Ils seront conçus afin d'optimiser la captation des émanations gazeuses.
Article 26		

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m^3)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO_2	200
SO_2	100
NH_3	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Cas particulier de l'attaque nitrique :

NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m^3 sur un cycle de production et à 800 mg/m^3 comme maximum instantané.

Rejets de cyanure : si, pour une raison justifiée par l'analyse de l'impact sur le milieu récepteur et après emploi des meilleures techniques disponibles, la valeur limite d'émission de 1 mg/m^3 ne peut être atteinte, la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation doit prendre en compte l'état du milieu récepteur ou les contraintes attachées aux installations de traitement réceptrices.

Pour information

Titre 7. Déchets	/	/

Exigences	Conformité du projet	Justification
Articles 27 à 30	Non concerné	Le projet ne concerne pas la gestion relative aux déchets du site
Titre 8. Bruit	/	/
Articles 31 à 32	Non concerné	Généralités concernant les émissions sonores. NB : le projet prévoit l'implantation d'un mur phonique au niveau des 2 halls et des locaux techniques annexes afin de limiter l'impact sonore du site.
Titre 9. Surveillance	/	/
Articles 33 à 34	Non concerné	
Article 35		
La surveillance des rejets dans l'air porte sur : • le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; • les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.	Conforme	Galvanoplast s'engage à surveiller régulièrement le bon fonctionnement des systèmes des captation, d'aspiration et de traitement, et de réaliser périodiquement (à minima annuellement) une campagne de mesure des rejets atmosphériques en sorti des 3 laveurs.
Article 36		

Exigences	Conformité du projet	Justification
I. L'exploitant d'une installation où sont présentes plus de 5 tonnes de produits très toxiques ou 50 tonnes de produits toxiques réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes, à moins que le préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols et après avis du conseil départemental d'hygiène, donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance : 1 Un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique. 2 Deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée au point 1 ci-dessus. 3 L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. II. Les dispositions ci-dessus peuvent également être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.	Non concerné	Absence de stockage de produits très toxiques
Article 37		
En cas de présomption de pollution des sols, une surveillance appropriée des sols est mise en oeuvre par l'exploitant. La localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer sont fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou par un arrêté préfectoral complémentaire.	Pour information	/
Titre 10. Dispositions diverses	/	/
Articles 38 à 40	Non concerné	/
Titre 11. Dispositions transitoires	/	/
Articles 42 à 45	Non concerné	/

ANNEXE 5 : CONFORMITE A L'ARRETE MINISTERIEL DU 9 AVRIL 2019 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU REGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2565

Guide de lecture des grilles / légende :

- C = Conforme
- NC = Non conforme
- PI = Pour information (sans conformité à vérifier)
- NA / Non concerné = Non applicable / Non concerné

Exigences	Conformité du projet	Justification
Titre 1. Dispositions générales applicables à l'ensemble des installations	/	/
Chapitre Ier	/	/
Article 3		
Conformité de l'installation. L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	Conforme	Le site sera implanté, réalisé et exploité conformément aux plans et documents joints au présent porter à connaissance
Article 4		

Exigences	Conformité du projet	Justification
L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 8) ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 8) ; - le plan général des ateliers et stockages indiquant les zones de danger ainsi que le plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation (cf. article 10) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. article 11) ; - le schéma de tous les réseaux régulièrement mis à jour (cf. article 15) ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 17) ; - les consignes d'exploitation (cf. article 22) ; - le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 22) ; - le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 26) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents et la justification du dimensionnement du bassin de confinement (cf. articles 20 et 27) ; - en cas de raccordement à une station d'épuration collective, étude de raccordement justifiant de l'aptitude au traitement des rejets (article 33) ; - le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 35) ; - les justificatifs relatifs à l'élimination des déchets (cf. article 42) ; - le programme de surveillance des émissions (cf. article 44) ; - les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 46) ; - le schéma de maîtrise des émissions de COV s'il est mis en œuvre au sein de l'installation (cf. article 48.5) ; - les résultats de l'autosurveillance air (cf. articles 49 et 58) ; - le plan de gestion des solvants si l'installation consomme plus d'une tonne de solvant par an (cf. article 51). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Conforme	L'exploitant établira un dossier comportant l'ensemble des pièces demandées dans l'article 4. Il sera tenu à disposition de l'inspection des Installations Classées.
Chapitre II : Implantation et aménagement	/	/
Article 5		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Implantation. Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités de traitement de surface sont implantés à une distance minimale de dix mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements recevant du public. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	Conforme	Les installations de traitement de surface sont implantées à plus de 10 mètres des limites de propriété et à plus de 20 mètres des premières habitations ou des ERP. Absence de locaux habités ou occupés par des tiers sur le site.
Article 6		
Intégration dans le paysage et envol des poussières. L'exploitant adopte les dispositions suivantes : - le site est maintenu en bon état de propreté ; - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.	Conforme	Un nettoyage régulier permettra d'assurer la propreté, ceci tant pour des raisons de salubrité, que de sécurité. Le stockage des produits est réalisé majoritairement en GRV étanches et localisé à l'intérieur du hall n°4 dédié aux stockages et n'est donc pas sujet à du réenvol. Les abords de l'installation ne sont pas concernés par le présent projet. Néanmoins, ils resteront maintenus en bon état de propreté.
Chapitre III : Exploitation	/	/
Article 7		
Surveillance et accès à l'installation. Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.	Conforme	Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance d'une ou plusieurs personnes désignées par l'exploitant, formé et habilité à la conduite de ces installations. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès aux installations.
Article 8		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Gestion des produits. L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.	Conforme	Les cuves de traitement, les fûts, les GRV présenteront en caractère très lisibles la dénomination du produit contenu ainsi que les pictogrammes de danger associés. Les locaux de stockage des produits dangereux afficheront de façon visible les mêmes indications. Les quantités détenues sont limités aux nécessités de l'exploitation. Les FDS des produits et des préparations dangereuses détenus et utilisés sont à dispositions de tous les salariés. Galvanoplast s'engage à maintenir et à tenir à jour l'inventaire des substances et de préparations dangereuses présentes dans l'établissement.
Article 9		
Propreté de l'installation. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes les précautions sont prises pour éviter les risques d'envols de déchets, notamment lors de leur enlèvement mais aussi dans leur gestion usuelle par l'exploitant.	Conforme	Un nettoyage régulier permettra d'assurer la propreté, ceci tant pour des raisons de salubrité, que de sécurité.
Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions	/	/
Article 10		

Exigences	Conformité du projet	Justification
« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. « Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement. « L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour. »	Conforme	Galvanoplast s'engage à mettre à jour le plan existant des zones à risques du site. Ces zones seront matérialisées physiquement. Ce plan identifiera les locaux techniques annexe (local TGBT, chaufferie électrique…). Galvanoplast s'engage également en élaborer des plans de l'ensemble des cuves de son installation avec le détail des caractéristiques techniques et chimiques de chacune des cuves.
Article 11		

Exigences	Conformité du projet	Justification
« Isolement et comportement au feu. » « Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : « - la structure est de résistance au feu R 30 ; « - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. « Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : « - murs et parois séparatifs REI 120 ; « - planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ; « - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. « En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque, sous réserve du respect des trois conditions suivantes : « - les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie ; « - les locaux ne contiennent pas d'équipement à risque de défaillance électrique (par exemple un tableau général basse tension ou une armoire de puissance). A défaut, ces équipements sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque (feu d'origine électrique) ; « - la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. « Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. « S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque. « Les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont installés dans des locaux indépendants de l'atelier de traitement. »	Conforme	Les halls n°2 et 3 présenteront les caractéristiques suivantes : - Matériaux de catégorie M0 (A1), sol béton - Murs et parois séparant les halls de production : REI 240, - Murs donnant sur l'extérieur : bardage double-peau incombustible (A1), - Portes de communications avec les halls de production : REI120 - Structure : Murs béton plein 40 cm - Couverture : charpente bois lamellé collé incombustible RE60 (Matériau de catégorie A1) + panneaux sandwichs + flocage prévu sous les 4 premiers mètres de toiture pour limiter le risque de transfert d'un incendie du hall n°2 au hall n°3 et vice-versa. Les locaux techniques annexes (local TGBT, chaufferie électrique, fourniture eau froide) seront en béton REI 120 avec portes EI120. Par ailleurs absence de stockage ou d'emploi de produits ou liquides inflammables.
Article 12		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Accessibilité. I. Accès au site L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.	Conforme	La zone projet sera accessible au service de secours soit par la rue des Champs soit directement par les voiries du site.

Exigences	Conformité du projet	Justification
II. Voie « engins » Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour : - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction. Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de S = 15/R mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.	Non concerné	Prescriptions ne concernant pas le projet de reconstruction des halls 2 et 3 Toutefois voie engin présente sur site permettant de faire le tour complet du bâtiment de production.

III. Aires de stationnement III.1. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens. Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en statio des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours. Chaque aire de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - un positionnement de l'aire permettant un stationnement perpendiculaire au bâtiment est possible, sou réserve qu'il permette aux lances incendie d'atteindre les mêmes zones du bâtiment avec une aire de stationnement parallèle ; la distance par rapport à la façade est inférieur à 1 mètre pour un stationnemen perpendiculaire au bâtiment ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm^2.	Non concerné	Prescriptions ne concernant pas le projet de reconstruction des halls 2 et 3 Toutefois, ces aires de mise en station des moyens aériens ne sont pas matérialisées de manière explicite. De par l'espace disponible et imperméabilisé de part et d'autre du bâtiment de production, il n'apparait aucune difficulté pour la mise en station des engins.

Exigences	Conformité du projet	Justification
III.2. Aires de stationnement des engins Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires. Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum. IV. Documents à disposition des services d'incendie et de secours L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.	Non concerné	Prescriptions ne concernant pas le projet de reconstruction des halls 2 et 3 Toutefois, ces aires de mise en station des moyens aériens ne sont pas matérialisées de manière explicite. De par l'espace disponible et imperméabilisé de part et d'autre du bâtiment de production, il n'apparait aucune difficulté pour la mise en station des engins. L'exploitant s'engage à tenir à disposition du SDIS les plans des locaux avec descriptions des dangers dans chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ainsi que les consignes de sécurités associées.
Article 13		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Désenfumage. Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m^2 ; - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m^2 sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus. Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.	Conforme	Le dispositif de désenfumage des futurs halls n°2 et 3 sera compris dans la voute en faîtage constituée de matériaux non gouttants. La surface de désenfumage sera de 2%. Le dispositif de désenfumage sera commandé automatiquement et manuellement par l'intermédiaire de commandes placées à proximité des accès. Les nouveaux halls présenteront des amenées d'air frais au sol permettant une ventilation efficace en cas de besoin.
Article 14		

Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant : - permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ; - indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ; - implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;	Conforme	L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie composé : - De 2 poteaux incendie situés à proximité, - D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, - D'une réserve d'eau incendie de 120 m^3, - D'un système de détection incendie équipant chaque hall du bâtiment de production et disposant d'une sonde de température sur chaque système d'aspiration Ce dispositif assurera l'arrêt des installations, des redresseurs des bains d'électrolyse et des systèmes d'aspiration des émissions captées sur les bains de traitement. Il pourra être actionné de manière manuelle ou automatique. Il sera associé à une alarme visuelle et sonore.

Exigences	Conformité du projet	Justification
« d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie. » e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.	Conforme	Voir commentaire précédent
Article 15		
Canalisations. Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons. L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des substances ou mélanges dangereux est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.	Conforme	Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches et résistantes aux actions du produit. Elles seront en nombre limitées, autant que possible, et placées en caniveaux spécifiques à chaque type d'effluents et raccordées à une rétention. Ces canalisations feront l'objet d'examens périodiques afin de s'assurer de leurs bons états. Galvanoplast s'engage à tenir à jour le schéma de tous les réseaux de canalisations intégrant les bouches de dépotage des produits chimiques.
Artcile 16		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Matériels utilisables en atmosphères explosibles. Dans les parties de l'installation visées à l'article 10 (produits inflammables) et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.	Non concerné	Absence de stockage de produits inflammables
Article 17		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Installations électriques, éclairage et chauffage. « **I.** Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. « Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. « Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique, ou par tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent. « Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. « **II.** Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences. « Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant. « **III.** Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel. « Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. « Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »	Conforme	Les installations électriques respecteront les normes actuelles et seront mises à la terre. L'installation fera l'objet d'une vérification avant mise en service puis périodiquement. Ce contrôle portera également sur la détection de points chauds pas un système de thermographie infrarouge conformément au référentiel APSAD D19. En complément, Galvanoplast réalisera ces propres contrôles toutes les 2h lorsque l'installation sera en fonctionnement. Les halls en reconstruction ne seront pas chauffés. L'éclairage artificiel sera réalisé par des matériaux non gouttant.
Article 18		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Ventilation des locaux. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).	Conforme	Les halls en projet seront convenablement ventilés. Cette ventilation sera assurée naturellement en fonctionnement normal par la circulation de l'air au travers d'ouvrants. La ventilation mécanique permettant la captation des vapeurs émanant des bains assurera également une ventilation des locaux. Les points de rejets dépasseront d'au moins 1 m la hauteur du faîtage des bâtiments environnants.
Article 19		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Systèmes de détection automatique. « I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins : « - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; « - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ; « Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. « Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site. « II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. « III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. « L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. « Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »	Conforme	Le système de détection incendie équipant chaque hall du bâtiment de production disposera d'une sonde de température sur chaque système d'aspiration Ce dispositif assurera l'arrêt des installations, des redresseurs des bains d'électrolyse et des systèmes d'aspiration des émissions captées sur les bains de traitement. Il pourra être actionné de manière manuelle ou automatique. Il sera associé à une alarme visuelle et sonore. Galvanoplast s'engage à dresser la liste des détecteurs et à justifier le dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Ces dispositifs seront vérifiés périodiquement.
Article 20		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Stockages et rétentions. I. Dispositions générales Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	Conforme	Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention respectant les prescriptions ci-contre. Il n'y aura pas de stockage enterré sur le site.

Exigences	Conformité du projet	Justification
II. Cuves et chaînes de traitement Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; - 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.	Conforme	Les capacités de rétention des cuves au niveau des chaînes de traitement respecteront les prescriptions ci-contre.
III. Rétentions et bassin de confinement L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.	Conforme	En cas d'un incendie, les effluents pollués (eaux d'extinction + stock liquide présent) seront confinés dans des fosses étanches spécifiques aux halls 2 et 3 et répondant au besoin calculés en application du guide D9A (Cf. Chap. 7.5.2). Les réseaux d'eaux pluviales seront équipés de système d'obturateurs avec déclenchement automatique par asservissement au système de détection incendie du site.
IV. Chargement et déchargement Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions. V. Réserves de produits et matières consommables L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, comme, par exemple, résines échangeuses d'ions, manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, pièces d'usure, électrodes de mesures de pH.	Conforme	IV : Non concerné : Le projet porté par le présent document ne concerne pas la zone de dépotage du site. V : Galvanoplast s'engage à disposer sur son site de quantités suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnel pour assurer la protection de l'environnement.
Article 21		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Dans les parties de l'installation recensées à l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé. Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter un point chaud sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	Conforme	Galvanoplast s'engage à respecter les dispositions de l'article 21.
Article 22		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Consignes et protection individuelle. **I.** Consignes de sécurité Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : - les conditions dans lesquelles sont délivrés les substances et mélanges dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ; - la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ; - les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ; - les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour éviter l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au III de l'article 20 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.	Conforme	Les consignes de sécurité des installations répondront à l'ensemble des points listés ci-contre.

Exigences	Conformité du projet	Justification
II. Consignes d'exploitation Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ; - la fréquence de vérification des dispositifs contribuant directement à la sécurité des installations ou à la protection de l'environnement ; - la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou combustibles nécessaires pour permettre au maximum le fonctionnement de l'installation pour une production journalière ; - la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Conforme	Les consignes d'exploitation répondront à l'ensemble des points listés ci-contre. Ces consignes porteront sur les vérifications à effectuer en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.
III. Protection individuelle Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.	Conforme	Galvanoplast met à disposition de ces salariés des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.
Chapitre V : Emissions dans l'eau	/	/
Articles 23 à 35	Non concerné	Le projet n'impactera pas le fonctionnement de la station de traitement interne des effluents aqueux du site
Chapitre VI : Emissions dans l'eau	/	/
Article 36		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Dispositions générales. Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le stockage de produits volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, est confiné (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.	Conforme	Le projet s'accompagne par la mise en service de 2 nouveaux laveurs en complément du laveur existant et opérationnel. Les 3 laveurs présenteront les caractéristiques suivantes : Laveur 1 : Rejets atmosphériques des chaines 2 et 4 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques Laveur 2 : Rejets atmosphériques des chaines 8 et 9 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques Laveur 3 : Rejets atmosphériques de la chaine 10 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques Ils seront conçus afin d'optimiser la captation des émanations gazeuses. Absence de stockage de produits pulvérulents ou odorants
Article 37		
Points de rejets. Les éventuels points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les éventuels conduits d'extraction sont éloignés au maximum des locaux habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacles à la diffusion des gaz. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. La dilution des effluents est interdite. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.	Conforme	/
Article 38		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Points de mesures. Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.	Conforme	Des points de prélèvements d'échantillons seront aménagés pour effectuer les mesures de rejets atmosphériques en sortie des laveurs
Article 39		
Hauteur des conduits d'extraction. Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.	Conforme	En l'absence de bâtiments occupés par des tiers dans un rayon de 15 mètres au tour des laveurs de gaz, les points de rejets dépasseront d'au moins 1 m la hauteur du faîtage des bâtiments environnants.
Article 40		
Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ». Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées. Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux non dilués.	Pour information	
Chapitre VII : Bruit, vibrations	/	/
Article 41	Non concerné	Généralités concernant les émissions sonores. NB : le projet prévoit l'implantation d'un mur phonique au niveau des 2 halls et des locaux techniques annexes afin de limiter l'impact sonore du site.
Chapitre VIII : Déchets	/	/
Articles 42 et 43	Non concerné	Le projet ne concerne pas la gestion relative aux déchets du site

Exigences	Conformité du projet	Justification
Chapitre IX : Surveillance des émissions	/	/
Article 44		
Généralités. L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.	Pour information	
Article 45		
Dispositions générales. I. Dispositions générales La surveillance des rejets dans l'air porte sur : - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; - les valeurs limites d'émissions. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.	Conforme	Galvanoplast s'engage à surveiller régulièrement le bon fonctionnement des systèmes des captation, d'aspiration et de traitement, et de réaliser périodiquement (à minima annuellement) une campagne de mesure des rejets atmosphériques en sorti des 3 laveurs.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Articles 46 à 47	Non concerné	Le projet n'impactera pas le fonctionnement de la station de traitement interne des effluents aqueux du site Absence de stockage de produits à mention de danger H330, H301, H311, H331, H350, H351 ou H372
Article 48		

<table>
<tr><th>Exigences</th><th>Conformité du projet</th><th>Justification</th></tr>
<tr><td>

Emissions dans l'air.

1. Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets gazeux, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Des dérogations aux valeurs limites d'émission diffuses de COV mentionnées ci-dessous peuvent être accordées par le préfet dans les conditions prévues à l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement, si l'exploitant démontre, dans son dossier d'enregistrement, le caractère acceptable des risques pour la santé humaine ou l'environnement et qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles.

<table>
<tr><th>Polluants</th><th>Valeur limite d'émission</th></tr>
<tr><td colspan="2">Composés organiques volatils</td></tr>
<tr><td colspan="2">a) Cas général :</td></tr>
<tr><td>COV si le flux horaire total dépasse 2 kg/h</td><td>110 mg/m^3 (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)</td></tr>
<tr><td>COV, si la consommation de solvant est supérieure à 2 tonnes par an</td><td>75 mg/Nm^3 (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)
Cette valeur ne s'applique pas aux installations dont la teneur moyenne en solvant organique de tous les produits de nettoyage utilisés ne dépasse pas 30 % en poids</td></tr>
<tr><td colspan="2">Le flux annuel des émissions diffuses de solvant ne dépasse pas 20 % de la quantité de solvant utilisée ; ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvant est supérieure à 10 tonnes par an.
Ces valeurs d'émissions diffuses ne s'appliquent pas aux installations dont la teneur moyenne en solvant organique de tous les produits de nettoyage utilisés ne dépasse pas 30 % en poids.</td></tr>
</table>

</td><td>Pour information</td><td>Galvanoplast s'engage à respecter la valeur limite de 110 mg/m3 si le flux horaire de COV dépasse les 2 kg/h</td></tr>
</table>

2. En cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV, la teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. L'exploitant démontre dans son dossier d'enregistrement qu'il n'est pas nécessaire d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie. **3.** Les substances ou mélanges auxquels sont attribués, ou sur lesquels sont apposés, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, sont remplacés, dans toute la mesure du possible par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. **4.** Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission. **5.** Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV : L'exploitant peut mettre en œuvre un schéma de maîtrise des émissions de COV. Ce document est à joindre au dossier et il est tenu à jour. Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au paragraphe 1.a ci-dessus, ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après. Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté. Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation. Des guides techniques ont été établis par le ministère chargé de l'environnement en concertation avec les professions concernées pour la mise en place d'un tel schéma. Les installations, ou parties d'installations, dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances mentionnées au point 1.b peuvent faire également faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. La consommation résiduelle des substances visées au point 1.b reste néanmoins soumise au respect des valeurs limites spécifiques prévues au point 1.b.	Pour information	2. Absence d'utilisation d'une technique d'oxydation 3. Absence de substances ou mélanges à mentions de danger H340, H350, H360 ou H360 au sein de l'installation 4. Pour information 5. Pour information

<table>
<tr><th>Exigences</th><th>Conformité du projet</th><th>Justification</th></tr>
<tr><td colspan="3">Article 49</td></tr>
<tr><td>Surveillance des émissions.

Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues au 4 de l'article 48, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après.

<table>
<tr><td colspan="2">Composés organiques volatils :</td></tr>
<tr><td colspan="2">a) Cas général :</td></tr>
<tr><td>Sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (exprimé en carbone total) supérieur à 15 kg/h</td><td>Surveillance en permanence (ensemble des COV) ou suivi d'un paramètre représentatif corrélé aux émissions devant être confirmée périodiquement par une mesure des émissions</td></tr>
<tr><td colspan="2">b) Cas d'un équipement d'épuration des gaz chargés en COV pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées :</td></tr>
<tr><td>Sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (exprimé en carbone total) supérieur à 10 kg/h</td><td>Surveillance en permanence (ensemble des COV) ou suivi d'un paramètre représentatif corrélé aux émissions devant être confirmée périodiquement par une mesure des émissions</td></tr>
</table>
</td><td>Pour information</td><td>En cas de dépassement de l'un des seuils ci-contre, galvanoplast s'engage à surveiller en permanence les COV ou un paramètre représentatif corrélé.</td></tr>
<tr><td colspan="3">Article 50</td></tr>
<tr><td>Gestion des produits.

Le stockage des solvants volatils est réalisé à l'abri du soleil.

Les stocks de produits inflammables sont limités à la stricte nécessité de l'exploitation.</td><td>Non concerné</td><td>Absence de solvants ou de produits inflammables dans l'installation</td></tr>
<tr><td colspan="3">Article 51</td></tr>
</table>

Exigences	Conformité du projet	Justification
Plan de gestion des solvants. Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.	Non conerné	Absence d'utilisation de solvant sur le site
Article 52		

<table>
<tr><th>Exigences</th><th>Conformité du projet</th><th>Justification</th></tr>
<tr><td>

Odeurs.

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.

Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).

Dans le cas de plainte et sur demande de l'inspection des installations classées, une campagne de mesures de débit d'odeur peut être réalisée. Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes :

<table>
<tr><th>Hauteur d'émission (en m)</th><th>Débit d'odeur (en uoE/h)</th></tr>
<tr><td>0</td><td>1 000 x 10^3</td></tr>
<tr><td>5</td><td>3 600 x 10^3</td></tr>
<tr><td>10</td><td>21 000 x 10^3</td></tr>
<tr><td>20</td><td>180 000 x 10^3</td></tr>
<tr><td>30</td><td>720 000 x 10^3</td></tr>
<tr><td>50</td><td>3 600 x 10^6</td></tr>
<tr><td>80</td><td>18 000 x 10^6</td></tr>
<tr><td>100</td><td>36 000 x 10^6</td></tr>
</table>

Titre III : Dispositions particulières applicables à l'ensemble des installations relevant de la rubrique 2565

</td><td>Pour information</td><td>/</td></tr>
</table>

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 53		
Gestion des produits. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et des autres substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne renferme pas de solutions acides. Les locaux sont pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur. Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres produits dangereux. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains et cuves de traitement. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.	Non concerné	Absence d'utilisation de produits à mention de danger H300, H301, H311, H330, H331, H350, H370 ou H372
Article 54		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Rétentions, régulation thermique et épuration. « Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). « Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. « Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. « Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation sont munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme. « La détoxication d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés cyanurés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques. »	Conforme	Les capacités de rétention seront réalisées en matériaux ne pouvant être altéré par les produits utilisés. Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres seront munis d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les systèmes de régulation thermique des bains respecteront les prescriptions ci-contre (détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant, protection mécanique, absence de circuit de refroidissement ouvert). Le bon fonctionnement de l'asservissement sera testé régulièrement et fera l'objet de consignes d'exploitation spécifiques. Absence de décyanuration et de déchromatation
Article 55		

Exigences	Conformité du projet	Justification
« Rejet spécifique. » « I. Les systèmes de rinçage sont conçus et exploités de manière à obtenir un rejet d'eau spécifique, rapporté au mètre carré de la surface traitée, dit « rejet spécifique », le plus faible possible. « Le rejet spécifique maximal de l'installation est défini par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement. Son calcul est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. « Sont pris en compte dans le calcul du rejet spécifique : « - les eaux de rinçage ; « - les vidanges de cuves de rinçage ; « - les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ; « - les vidanges des cuves de traitement ; « - les eaux de lavage des sols ; « - les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. « Ne sont pas pris en compte dans le calcul du rejet spécifique : « - les eaux de refroidissement ; « - les eaux pluviales ; « - les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé ; « - les effluents traités hors site dans une installation autorisée à cet effet. « On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. Le rejet spécifique est exprimé pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. « Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et subit un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).	Conforme	Galvanoplast s'engage optimiser ces systèmes de rinçage afin de calculer et d'établir son rejet spécifique de ces installations.

Exigences	Conformité du projet	Justification
« II. Le rejet spécifique n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, ce rejet spécifique n'excède pas deux litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Le calcul du rejet spécifique est joint au dossier de demande d'enregistrement. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. « III. A la demande de l'exploitant et comme explicité dans son dossier de demande d'enregistrement, les valeurs limites d'émission en concentration définies à l'article 33 et le rejet spécifique fixé au II, peuvent être modifiées conformément aux dispositions ci-après et sous réserve de ne pas augmenter le flux de polluant autorisé. Cette possibilité ne s'applique pas aux opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils mentionnés au II. « Si le rejet spécifique de l'installation est supérieur au rejet spécifique de référence (soit 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage), pour une raison justifiée par l'analyse de son impact sur le milieu récepteur, et après emploi des meilleures techniques disponibles, des valeurs d'émission plus contraignantes s'appliquent qui ne peuvent entraîner un dépassement du flux calculé en fonction du rejet spécifique de l'installation, comme indiqué au IV. « Dans le cas d'un rejet d'eau inférieur au rejet spécifique de référence (8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage), des valeurs limites d'émission plus élevées s'appliquent calculées comme indiqué au IV, à condition que l'acceptabilité de ces valeurs d'émission par le milieu récepteur soit démontrée par l'exploitant. Ces valeurs limites d'émissions ne peuvent excéder trois fois les valeurs limites d'émission définies à l'article 33.	Conforme	Galvanoplast s'engage optimiser ces opérations de décapage et de traitement afin de calculer et d'établir son rejet spécifique de ces installations.

Exigences	Conformité du projet	Justification
« IV. Pour l'application des dispositions prévues au III, les valeurs limites d'émissions en concentration (C) et le rejet spécifique (D) sont définis de manière que le flux (F) n'excède pas le flux de référence (Fréf). « Où : « Fréf = (Créf x Dréf x n x S)/1 000 ; « Fréf = flux de référence exprimé en g/ jour ; « Créf = valeur limite d'émission de référence, pour un polluant donné, exprimée en mg/ L, telle que définie à l'article 34 ; « Dréf = rejet spécifique de référence = 8 L/ m^2 et par fonction de rinçage ; « n = nombre moyen de fonctions de rinçages subies par les pièces ; « S = surface quotidienne traitée (calculée en moyenne mensuelle), exprimée en mètre carré, telle que définie au I ; « F = (C x D x n x S)/1 000 ; « C = valeur limite d'émission applicable, pour un polluant donné, exprimée en mg/ L ; « D = rejet spécifique fixé applicable, exprimé en L/ m^2 et par fonction de rinçage. »	Pour information	
Article 56		
Cadmium et cyanures. « Les installations enregistrées à partir du 12 avril 2019 qui mettent en œuvre du cadmium ou du cyanure ne rejettent aucun effluent aqueux et fonctionnent en circuit fermé. « Il en est de même de l'extension d'une installation régulièrement autorisées antérieurement au 12 avril 2019 et relevant depuis lors du régime de l'enregistrement et nécessitant un nouvel enregistrement, lorsqu'elle donne lieu à l'utilisation de nouveaux locaux. »	Non concerné	Absence de cadmium et de cyanures dans l'installation
Article 57		

Emissions dans l'air.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m³)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO_2	200
SO_2	100
NH_3	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Cas particulier de l'attaque nitrique / NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.

Pour information

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 58		
Surveillance des émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.	Conforme	Galvanoplast s'engage à surveiller régulièrement le bon fonctionnement des systèmes des captation, d'aspiration et de traitement, et de réaliser périodiquement (à minima annuellement) une campagne de mesure des rejets atmosphériques en sorti des 3 laveurs.

ANNEXE 6 : CONFORMITE A L'ARRETE MINISTERIEL DU 12 MAI 2020 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU REGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2940

Guide de lecture des grilles / légende :

- C = Conforme
- NC = Non conforme
- PI = Pour information (sans conformité à vérifier)
- NA / Non concerné = Non applicable / Non concerné

Exigences	Conformité du projet	Justification
Chapitre II : Implantation et aménagement		
Article 2.1 : Règle d'implantation		
Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités visées par la rubrique 2940 sont situés à une distance minimale de dix mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements tiers recevant du public. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	Conforme	Les installations de vernissage sont implantées à plus de 10 mètres des limites de propriété et à plus de 20 mètres des premières habitations ou des ERP. Absence de locaux habités ou occupés par des tiers sur le site.
Article 2.2 : Intégration dans le paysage		
L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maintenir le site en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).	Conforme	Les abords de l'installation ne sont pas concernés par le présent projet. Néanmoins, ils resteront maintenus en bon état de propreté.
Chapitre III : Exploitation		
Article 3.1 : Surveillance de l'installation		
L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	Conforme	Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance d'une ou plusieurs personnes désignées par l'exploitant, formé et habilité à la conduite de ces installations.
Article 3.2 : Contrôle de l'installation		
Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance n'aient pas accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).	Conforme	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès aux installations. Le site est entièrement clôturé et les accès surveillés
Article 3.3 : Gestion des produits		

Exigences	Conformité du projet	Justification
L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.	Conforme	Les locaux de stockage des produits dangereux afficheront de façon visible les mêmes indications. Les quantités détenues sont limités aux nécessités de l'exploitation. Les FDS des produits et des préparations dangereuses détenus et utilisés sont à dispositions de tous les salariés. Galvanoplast s'engage à maintenir et à tenir à jour l'inventaire des substances et de préparations dangereuses présentes dans l'établissement.
Article 3.4 : Propreté de l'installation		
Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	Conforme	Un nettoyage régulier permettra d'assurer la propreté, ceci tant pour des raisons de salubrité, que de sécurité. Le stockage des produits est réalisé majoritairement en GRV étanches et localisé à l'intérieur du hall n°4 dédié aux stockages et n'est donc pas sujet à du réenvol.
Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions	/	/
Article 4.1 : Localisation des risques		
L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.	Conforme	Galvanoplast s'engage à mettre à jour le plan existant des zones à risques du site. Ces zones seront matérialisées physiquement. Absence de stockage de substances ou mélanges inflammables ou toxiques pour la santé humaines.
Article 4.2 : Comportement au feu		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : - la structure est de résistance au feu R 30 ; - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. Les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - ossature (ossature verticale et charpente de toiture) R 30 si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et R 60 si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ; - plancher haut ou mezzanine REI 60 ; - murs extérieurs RE 30 ; - portes RE 30, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Cette disposition ne s'applique pas aux zones de peinture avec convoyeur traversant. - le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). Afin de ne pas aggraver les effets d'un éventuel sinistre, les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation : - soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ; - soit par un mur REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont REI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à un nouveau dossier d'enregistrement. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	Demande de mise en œuvre d'un régime dérogatoire HALL 1	Les deux halls à reconstruire présenteront les caractéristiques suivantes : - Matériaux de catégorie M0 (A1), sol béton - Murs et parois séparant les halls de production : REI 240, - Murs donnant sur l'extérieur : bardage double-peau incombustible – REI 120 - Portes de communications avec les halls de production : REI120 - Structure : Murs béton plein 40 cm - Couverture : charpente bois lamellé collé incombustible RE60 (Matériau de catégorie A1) + panneaux sandwichs + flocage prévu sous les 4 premiers mètres de toiture pour limiter le risque de transfert d'un incendie du hall n°2 au hall n°3 et vice-versa. Les locaux techniques (chaufferie électrique, local TGBT) seront REI 120 et équipés de portes EI 120. La demande de dérogation porte sur le hall n°1 Concernant le hall 1 existant, aucune garantie de résistance au feu de la structure ne peut être apportée compte tenu de l'ancienneté de la construction. Ce point ne constitue pas un enjeu du fait de la mise en œuvre de vernis non solvanté et non inflammable. Il est donc demandé un régime dérogatoire. Les murs extérieurs sont en matériaux non combustibles. **Les fiches de données sécurités sont présentées en annexe de ce dossier.**
Article 4.3 : Accessibilité		

Exigences	Conformité du projet	Justification
I. Accès au site L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.	Conforme	La zone projet sera accessible au service de secours soit par la rue des Champs soit directement par les voiries du site

Exigences	Conformité du projet	Justification
II. Voie « engins » Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour : - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction. Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de S = 15/R mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.	Non concerné	Prescriptions ne concernant pas le projet de reconstruction des halls 2 et 3 Toutefois voie engin présente sur site permettant de faire le tour complet du bâtiment de production.

III. Aires de stationnement **III.1.** Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens. Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours. Chaque aire de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - un positionnement de l'aire permettant un stationnement perpendiculaire au bâtiment est possible, sous réserve qu'il permette aux lances incendie d'atteindre les mêmes zones du bâtiment avec une aire de stationnement parallèle ; la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm^2.	Non concerné	Prescriptions ne concernant pas le projet de reconstruction des halls 2 et 3 Toutefois, ces aires de mise en station des moyens aériens ne sont pas matérialisées de manière explicite. De par l'espace disponible et imperméabilisé de part et d'autre du bâtiment de production, il n'apparait aucune difficulté pour la mise en station des engins.

Exigences	Conformité du projet	Justification
III.2. Aires de stationnement des engins Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires. Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum. **IV.** Documents à jour à disposition des services d'incendie et de secours L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.	Non concerné	Prescriptions ne concernant pas le projet de reconstruction des halls 2 et 3 Toutefois, ces aires de mise en station des moyens aériens ne sont pas matérialisées de manière explicite. De par l'espace disponible et imperméabilisé de part et d'autre du bâtiment de production, il n'apparait aucune difficulté pour la mise en station des engins. L'exploitant s'engage à tenir à disposition du SDIS les plans des locaux avec descriptions des dangers dans chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ainsi que les consignes de sécurités associées.
Article 4.4 : Désenfumage		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Les locaux abritant les installations visées par la rubrique 2940 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m^2 ; - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m^2 sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. Tous les dispositifs sont composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus. Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque local abritant l'installation Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.	Conforme	Le dispositif de désenfumage des futurs halls n°2 et 3 sera compris dans la voute en faîtage constituée de matériaux non gouttants. La surface de désenfumage sera de 2%. Le dispositif de désenfumage sera commandé automatiquement et manuellement par l'intermédiaire de commandes placées à proximité des accès. Les nouveaux halls présenteront des amenées d'air frais au sol permettant une ventilation efficace en cas de besoin.
Article 4.5 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie		

L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; c) De robinets d'incendie armés (RIA) ; d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant : - permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ; - indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ; - implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ; e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le cas échéant le personnel des entreprises extérieures, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre.	Conforme	L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie composé : - De 2 poteaux incendie situés à proximité, - D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, - D'une réserve d'eau incendie de 120 m^3, - D'un système de détection incendie équipant chaque hall du bâtiment de production.

Exigences	Conformité du projet	Justification
Article 4.6 : Tuyauterie et canalisation		
Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	Conforme	Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches et résistantes aux actions du produit. Elles seront en nombre limitées, autant que possible.
Article 4.7 : matériels utilisables en atmosphères explosibles		
Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits situés dans les ateliers sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières inflammables. Ils sont rendus aussi étanches que possible et équipés de dispositifs détectant tout incident de fonctionnement et déclenchant l'arrêt de l'installation (asservissement à la ventilation, bourrage, défaut moteur, etc.).	Conforme	Galvanoplast s'engage à mettre à jour le plan existant des zones à risques du site. Ces zones seront matérialisées physiquement. Les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques inclut dans les zones ATEX devront être constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.
Article 4.8 : Installations électriques et chauffage		
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.	Conforme	Les installations électriques respecteront les normes actuelles et seront mises à la terre. L'installation fera l'objet d'une vérification avant mise en service puis périodiquement. Absence de chauffage dans les locaux à risque incendie.
Article 4.9 : Ventilation des locaux		
Les locaux contenant l'installation sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).	Conforme	Les halls sont convenablement ventilés. Cette ventilation est assurée naturellement en fonctionnement normal par la circulation de l'air au travers d'ouvrants. La ventilation mécanique permettant la captation des vapeurs émanant des bains assurera également une ventilation des locaux.
Article 4.10 : Systèmes de détection et extinction automatiques		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.	Conforme	Chaque hall de production sera équipé d'un système de détection incendie. Galvanoplast s'engage à dresser la liste des détecteurs et à justifier le dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Ces dispositifs seront vérifiés périodiquement.
Article 4.11 : Dispositions particulières applicables aux cabines de peinture et aux étuves ou fours de séchage utilisant des liquides ou mélanges inflammables H224, H225 H226	Non concerné	/
Article 4.12 : Capacité de rétention		
I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.	Conforme	Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention respectant les prescriptions ci-contre. Il n'y aura pas de stockage enterré sur le site.

Exigences	Conformité du projet	Justification
II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et dans les conditions énoncées ci-dessus. **III.** Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. **IV.** Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	Conforme	Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention respectant les prescriptions ci-contre. Il n'y aura pas de stockage enterré sur le site.
Article 4.13 : Rétention et isolement		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne (dans les locaux), les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation, à déclenchement automatique ou commandable à distance, pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. L'évacuation des effluents recueillis se fait dans les conditions prévues aux chapitres V ou IX selon la composition des effluents.	Conforme	En cas d'un incendie, les effluents pollués (eaux d'extinction + stock liquide présent) seront confinés dans des fosses étanches spécifiques aux halls 1, 2 et 3 et répondant au besoin calculés en application du guide D9A (Cf. Chap. 7.5.2). Les réseaux d'eaux pluviales seront équipés de système d'obturateurs avec déclenchement automatique par asservissement au système de détection incendie du site.
Article 4.14 : Disposition d'exploitation		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	Conforme	Galvanoplast s'engage à respecter les dispositions de l'article 4.14.
Article 4.15 : Vérification périodique et maintenance des équipements		

Exigences	Conformité du projet	Justification
I. Règles générales L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. **II.** Protection individuelle Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.	Conforme	I. Galvanoplast réalisé périodiquement les vérifications réglementaires de ces installations électriques, de chauffage, des équipements de lutte contre l'incendie,etc… II. Galvanoplast met à disposition de ces salariés des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.
Article 4.16 : Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exposition		
La présence dans les ateliers de substances et mélanges dangereux et de produits combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation et ne peut en aucun cas dépasser la production journalière autorisée. Les éventuels rebuts de production sont évacués régulièrement. Les installations de production sont construites conformément aux règles de l'art et sont conçues afin d'éviter de générer des points chauds susceptibles d'initier un sinistre. Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention	Conforme	Les substances ou mélanges stockés à proximité des lignes sont limités aux nécessités de l'exploitation.
Chapitre V : Emissions dans l'eau	/	/
Articles 5.1.1 à 5.7	Non concerné	Le projet n'impactera pas le fonctionnement de la station de traitement interne des effluents aqueux du site
Chapitre V : Valeurs limites d'émission	/	/

Exigences	Conformité du projet	Justification
Articles 5.8 à 5.12	Non concerné	Le projet n'impactera pas le fonctionnement de la station de traitement interne des effluents aqueux du site
Chapitre VI : Emissions dans l'air	/	/
Article 6.1 : Généralités		
Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.	Conforme	Le projet s'accompagne par la mise en service de 2 nouveaux laveurs en complément du laveur existant et opérationnel. Les 3 laveurs présenteront les caractéristiques suivantes : Laveur 1 : Rejets atmosphériques des chaines 2 et 4 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques Laveur 2 : Rejets atmosphériques des chaines 8 et 9 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques Laveur 3 : Rejets atmosphériques de la chaine 10 / 50 000 m3/h / ventilateurs électriques Ils seront conçus afin d'optimiser la captation des émanations gazeuses.
Article 6.2 : Points de rejet		
Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.	Conforme	
Article 6.3 : Points de mesure		

Exigences	Conformité du projet	Justification
Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.	Conforme	Des points de prélèvements d'échantillons seront aménagés pour effectuer les mesures de rejets atmosphériques en sortie des laveurs
Article 6.4 : Hauteur de cheminée et conditions de rejet à l'atmosphère		
Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m^3/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m^3/h. En plus des dispositions de l'article 6.2, les cheminées susceptibles de rejeter un flux de polluant supérieur à 1 kg/h de poussières, ou 10 g/h de COV avec mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou 0,1 kg/h de COV avec mention de danger H341 ou H351, ou 2 kg/h pour les COV autres que ceux mentionnés ci-dessus ont une hauteur minimale comme définie ci-après. La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres. De plus, le rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. De plus, si le rejet de composés organiques volatils dépasse 150 Kg/h ou 20 kg/h pour ceux à mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351, la hauteur de la cheminée est conforme aux dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.	Conforme	La vitesse d'éjection en sorti des laveurs sera supérieure à 8 m/s. En l'absence de bâtiments occupés par des tiers dans un rayon de 15 mètres au tour des laveurs de gaz, les points de rejets dépasseront d'au moins 1 m la hauteur du faîtage des bâtiments environnants. Absence de substances ou mélanges présentant les mentions de danger listées.
Article 6.5 : Valeurs limites d'émission		
Poussières : - si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/Nm^3 ; - si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/Nm^3.	Pour information	
Article 6.6 : Odeurs		
Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.	Pour information	

Exigences	Conformité du projet	Justification
Chapitre VII : Emissions dans les sols	/	/
Article 7 :		
Les rejets directs dans les sols sont interdits.	Conforme	
Chapitre VIII : Bruit et vibrations	/	/
Article 8 : Bruit et vibrations	Non concerné	Généralités concernant les émissions sonores. NB : le projet prévoit l'implantation d'un mur phonique au niveau des 2 halls et des locaux techniques annexes afin de limiter l'impact sonore du site.
Chapitre IX : Déchets	/	/
Article 9 : Généralités	Non concerné	Le projet ne concerne pas la gestion relative aux déchets du site
Chapitre X : Surveillance des émissions	/	/
Article 10 : Surveillance des émissions dans l'eau	Non concerné	Le projet n'impactera pas le fonctionnement de la station de traitement interne des effluents aqueux du site

ANNEXE 7 : FICHES DE DONNEES SECURITES DES PRODUITS 2940

Fiche de données de sécurité
selon règlement (CE) N° 1907/2006, Article 31

Date d'impression : 30.07.2024 Révision: 30.07.2024

Numéro de version 23 (remplace la version 22)

RUBRIQUE 1: Identification de la substance/du mélange et de la société/de l'entreprise

· **1.1 Identificateur de produit**

· **Nom du produit: FINIGARD 111**

· **Code du produit:** 851056000

· **1.2 Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange**
Spécialités pour traitements électrolytiques et chimiques

· **Utilisations déconseillées** Pas d'autres informations importantes disponibles.

· **1.3 Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité**

· **Producteur/fournisseur:**
COVENTYA S.A.S.
15 Porte du Grand Lyon
01700 NEYRON
FRANCE

· **Service chargé des renseignements:**
Department of Environment, Health and Safety (EHS)
Email: msds@coventya.com

· **1.4 Numéro d'appel d'urgence** N°ORFILA: +33(0)1 45 42 59 59 (FRANCE)

RUBRIQUE 2: Identification des dangers

· **2.1 Classification de la substance ou du mélange**

· **Classification selon le règlement (CE) n° 1272/2008**

Eye Irrit. 2 H319 Provoque une sévère irritation des yeux.

Skin Sens. 1 H317 Peut provoquer une allergie cutanée.

· **2.2 Éléments d'étiquetage**

· **Etiquetage selon le règlement (CE) n° 1272/2008**
Le produit est classifié et étiqueté selon le règlement CLP.

· **Pictogrammes de danger**



GHS07

· **Mention d'avertissement** Attention

· **Composants dangereux déterminants pour l'étiquetage:**
2-méthyl-2H-isothiazole-3-one
1,2-benzisothiazol-3(2H)-one

· **Mentions de danger**
H319 Provoque une sévère irritation des yeux.
H317 Peut provoquer une allergie cutanée.

· **Conseils de prudence**

P261	Éviter de respirer les poussières/fumées/gaz/brouillards/vapeurs/aérosols.
P280	Porter des gants de protection / un équipement de protection des yeux / un équipement de protection du visage.
P305+P351+P338	EN CAS DE CONTACT AVEC LES YEUX: Rincer avec précaution à l'eau pendant plusieurs minutes. Enlever les lentilles de contact si la victime en porte et si elles peuvent être facilement enlevées. Continuer à rincer.
P333+P313	En cas d'irritation ou d'éruption cutanée: consulter un médecin.

(suite page 2)

Fiche de données de sécurité
selon règlement (CE) N° 1907/2006, Article 31

Date d'impression : 30.07.2024 Révision: 30.07.2024

Numéro de version 23 (remplace la version 22)

Nom du produit: FINIGARD 111

(suite de la page 1)

P337+P313 Si l'irritation oculaire persiste: consulter un médecin.
P501 Éliminer le contenu/récipient conformément à la réglementation locale/régionale/nationale/internationale.

· **2.3 Autres dangers**
· **Résultats des évaluations PBT et vPvB**
· **PBT:** Non applicable.
· **vPvB:** Non applicable.

*

RUBRIQUE 3: Composition/informations sur les composants

· **3.2 Mélanges**
· **Description:** Mélange des substances mentionnées à la suite avec des additifs non dangereux.

· **Composants dangereux:**		
CAS: 9043-30-5 Numéro CE: 931-138-8	Isotridecanol, éthoxylé, Eye Dam. 1, H318; Acute Tox. 4, H302	1-≤3%
CAS: 108-01-0 EINECS: 203-542-8 Numéro index: 603-047-00-0 Reg.nr.: 01-2119492298-24	2-diméthylaminoéthanol Flam. Liq. 3, H226; Acute Tox. 3, H331; Skin Corr. 1B, H314; Acute Tox. 4, H302; Acute Tox. 4, H312; STOT SE 3, H335 Limite de concentration spécifique: STOT SE 3; H335: C≥ 5 %	0,1-≤0,3%
CAS: 2634-33-5 EINECS: 220-120-9 Numéro index: 613-088-00-6 Reg.nr.: 01-2120761540-60	1,2-benzisothiazol-3(2H)-one Eye Dam. 1, H318; Aquatic Acute 1, H400; Acute Tox. 4, H302; Skin Irrit. 2, H315; Skin Sens. 1, H317 Limite de concentration spécifique: Skin Sens. 1; H317:C ≥ 0,05 %	≤0,1%
CAS: 2682-20-4 EINECS: 220-239-6 Numéro index: 613-326-00-9	2-méthyl-2H-isothiazole-3-one Acute Tox. 3, H301; Acute Tox. 3, H311; Acute Tox. 2, H330; Skin Corr. 1B, H314; Eye Dam. 1, H318; Aquatic Acute 1, H400 (M=10); Aquatic Chronic 1, H410 (M=1); Skin Sens. 1A, H317, EUH071 Limite de concentration spécifique: Skin Sens. 1A; H317:C ≥ 0,0015 %	≤0,1%

· **Indications complémentaires:**
Pour le libellé des phrases de risque citées, se référer au chapitre 16.

RUBRIQUE 4: Premiers secours

· **4.1 Description des mesures de premiers secours**
· **Après inhalation:**
Donner de l'air frais en abondance et consulter un médecin pour plus de sécurité.
En cas d'inconscience, coucher et transporter la personne en position latérale stable.
· **Après contact avec la peau:** Laver immédiatement à l'eau et au savon et bien rincer.
· **Après contact avec les yeux:**
Rincer les yeux, pendant plusieurs minutes, sous l'eau courante en écartant bien les paupières. Si les troubles persistent, consulter un médecin.
· **Après ingestion:** Consulter immédiatement un médecin.

(suite page 3)

Fiche de données de sécurité
selon règlement (CE) N° 1907/2006, Article 31

Date d'impression : 30.07.2024 Révision: 30.07.2024

Numéro de version 23 (remplace la version 22)

Nom du produit: FINIGARD 111

(suite de la page 2)

· **4.2 Principaux symptômes et effets, aigus et différés**
Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **4.3 Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires**
Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 5: Mesures de lutte contre l'incendie

· **5.1 Moyens d'extinction**
· **Moyens d'extinction:**
CO2, poudre d'extinction ou eau pulvérisée. Combattre les foyers importants avec de l'eau pulvérisée ou de la mousse résistant à l'alcool.
Adapter les mesures d'extinction d'incendie à l'environnement.
· **5.2 Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange**
Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **5.3 Conseils aux pompiers**
· **Equipement spécial de sécurité:**
Porter un appareil de protection respiratoire.
Ne pas inhaler les gaz d'explosion et les gaz d'incendie.
· **Autres indications** Refroidir les récipients en danger en pulvérisant de l'eau.

RUBRIQUE 6: Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

· **6.1 Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence**
Porter un équipement de sécurité. Eloigner les personnes non protégées.
· **6.2 Précautions pour la protection de l'environnement**
Ne pas rejeter dans les canalisations, dans les eaux de surface et dans les nappes d'eau souterraines.
· **6.3 Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage:**
Recueillir les liquides à l'aide d'un produit absorbant (sable, kieselguhr, neutralisant d'acide, liant universel, sciure).
Evacuer les matériaux contaminés en tant que déchets conformément au point 13.
Assurer une aération suffisante.
· **6.4 Référence à d'autres rubriques**
Afin d'obtenir des informations pour une manipulation sûre, consulter le chapitre 7.
Afin d'obtenir des informations sur les équipements de protection personnels, consulter le chapitre 8.
Afin d'obtenir des informations sur l'élimination, consulter le chapitre 13.

RUBRIQUE 7: Manipulation et stockage

· **7.1 Précautions à prendre pour une manipulation sans danger**
Tenir les récipients hermétiquement fermés.
Veiller à une bonne ventilation/aspiration du poste de travail.
Eviter la formation d'aérosols.
· **Préventions des incendies et des explosions:**
Tenir des appareils de protection respiratoire prêts.

· **7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités**
· **Stockage:**
· **Exigences concernant les lieux et conteneurs de stockage:** Aucune exigence particulière.

(suite page 4)

Fiche de données de sécurité
selon règlement (CE) N° 1907/2006, Article 31

Date d'impression : 30.07.2024 Révision: 30.07.2024

Numéro de version 23 (remplace la version 22)

Nom du produit: FINIGARD 111

(suite de la page 3)

· **Indications concernant le stockage commun:** Pas nécessaire.
· **Autres indications sur les conditions de stockage:**
Tenir les emballages hermétiquement fermés.
· **Température de stockage recommandée:** > 5°C / 41 °F
· **7.3 Utilisation(s) finale(s) particulière(s)** Pas d'autres informations importantes disponibles.

*
RUBRIQUE 8: Contrôles de l'exposition/protection individuelle

· **8.1 Paramètres de contrôle**
· **Composants présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail:**
Le produit ne contient pas en quantité significative des substances présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail.

· **DNEL**		
108-01-0 2-diméthylaminoéthanol		
Dermique	DNEL (long term on workers-Systemic)	1,04 mg/kg bw/day (workers)
Inhalatoire	DNEL (long term on workers-Systemic)	7,4 mg/m3 (workers)

· **PNEC**	
108-01-0 2-diméthylaminoéthanol	
PNEC/fresh water	661 µg/l (water)
PNEC/sea water	6,61 µg/l (eau de mer/sea water)
PNEC/ground	0,0177 mg/kg (ground)
PNEC/sediment in water	0,0529 mg/kg (water)

· **Remarques supplémentaires:**
Le présent document s'appuie sur les listes en vigueur au moment de son élaboration.

· **8.2 Contrôles de l'exposition**
· **Contrôles techniques appropriés** Sans autre indication, voir point 7.
· **Mesures de protection individuelle, telles que les équipements de protection individuelle**
· **Mesures générales de protection et d'hygiène:**
Tenir à l'écart des produits alimentaires, des boissons et de la nourriture pour animaux.
Retirer immédiatement les vêtements souillés ou humectés.
Se laver les mains avant les pauses et en fin de travail.
Eviter tout contact avec les yeux.
Eviter tout contact avec les yeux et avec la peau.
· **Protection respiratoire:**
En cas d'exposition faible ou de courte durée, utiliser un filtre respiratoire; en cas d'exposition intense ou durable, utiliser un appareil de respiration indépendant de l'air ambiant.
Le choix de l'appareil de protection respiratoire doit être basé sur les niveaux d'exposition prévus ou connus, les dangers du produit et les limites d'utilisation sans danger du dispositif de protection respiratoire.
· **Protection des mains:**



Gants de protection

Porter des gants de solvant et résistant aux alcalis selon la norme EN 374.
En plein contact
Matière des gants: caoutchouc butyle
Epaisseur (mm): 0,7
Durée de perméation (min.): > 480

(suite page 5)

Fiche de données de sécurité
selon règlement (CE) N° 1907/2006, Article 31

Date d'impression : 30.07.2024 Révision: 30.07.2024

Numéro de version 23 (remplace la version 22)

Nom du produit: FINIGARD 111

(suite de la page 4)

En contact splash
Type de gants: caoutchouc nitrile / PVC
Epaisseur (mm): 0,4
Durée de perméation (min.): > 240

Le matériau des gants doit être imperméable et résistant au produit / à la substance / à la préparation.
Porter des gants de protection contre les risques mécaniques selon EN 388.
Choix du matériau des gants en fonction des temps de pénétration, du taux de perméabilité et de la dégradation.

· **Matériau des gants**
Le choix de gants appropriés dépend non seulement du matériau, mais aussi d'autres critères de qualité qui peuvent varier d'un fabricant à l'autre. Puisque le produit représente une préparation composée de plusieurs substances, la résistance des matériaux des gants ne peut pas être calculée à l'avance et doit, alors, être contrôlée avant l'utilisation.

· **Temps de pénétration du matériau des gants**
Le temps de pénétration exact est à déterminer par le fabricant des gants de protection et à respecter.

· **Pour le contact permanent dans des domaines d'emploi ne présentant pas de risque élevé de blessures (ex: laboratoire), des gants dans les matériaux suivants sont appropriés:**
Caoutchouc nitrile

· **Pour le contact permanent, des gants dans les matériaux suivants sont appropriés:**
Caoutchouc nitrile
Gants en PVC

· **Protection des yeux/du visage**



Lunettes de protection hermétiques

· **Protection du corps:** Vêtements de travail protecteurs

*
RUBRIQUE 9: Propriétés physiques et chimiques

· **9.1 Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles**	
· **Indications générales**	
· **État physique**	Liquide
· **Couleur:**	Selon désignation produit
· **Odeur:**	Caractéristique
· **Seuil olfactif:**	Non déterminé.
· **Point de fusion/point de congélation:**	Non déterminé.
· **Point d'ébullition ou point initial d'ébullition et intervalle d'ébullition**	100 °C (212 °F)
· **Inflammabilité**	Non applicable.
· **Limites inférieure et supérieure d'explosion**	
· **Inférieure:**	Non déterminé.
· **Supérieure:**	Non déterminé.
· **Point d'éclair**	Non applicable.
· **Température d'auto-inflammation**	>370 °C (>698 °F)
· **Température de décomposition:**	Non déterminé.
· **Valeur de pH:**	8,5 - 9,5

(suite page 6)

Fiche de données de sécurité
selon règlement (CE) N° 1907/2006, Article 31

Date d'impression : 30.07.2024 Révision: 30.07.2024

Numéro de version 23 (remplace la version 22)

Nom du produit: FINIGARD 111

(suite de la page 5)

· **Viscosité:**	
· **Viscosité cinématique**	Non déterminé.
· **Dynamique:**	Non déterminé.
· **Solubilité**	
· **l'eau:**	Pas ou peu miscible
· **Coefficient de partage n-octanol/eau (valeur log)**	Non déterminé.
· **Pression de vapeur:**	Non déterminé.
· **Densité:**	1,04 - 1,06 g/cm3
· **Densité relative**	Non déterminé.
· **Densité de vapeur:**	Non déterminé.

· **9.2 Autres informations**	
· **Aspect:**	
· **Forme:**	Liquide
· **Indications importantes pour la protection de la santé et de l'environnement ainsi que pour la sécurité**	
· **Température d'inflammation:**	Le produit ne s'enflamme pas spontanément.
· **Propriétés explosives:**	Le produit n'est pas explosif.
· **Eau:**	
· **VOC (CE)**	0,30 %
· **VOC (EU)**	5,5 g/l
· **Changement d'état**	
· **Taux d'évaporation:**	Non déterminé.

· **Informations concernant les classes de danger physique**	
· **Substances et mélanges explosibles**	néant
· **Gaz inflammables**	néant
· **Aérosols**	néant
· **Gaz comburants**	néant
· **Gaz sous pression**	néant
· **Liquides inflammables**	néant
· **Matières solides inflammables**	néant
· **Substances et mélanges autoréactifs**	néant
· **Liquides pyrophoriques**	néant
· **Matières solides pyrophoriques**	néant
· **Matières et mélanges auto-échauffants**	néant
· **Substances et mélanges qui dégagent des gaz inflammables au contact de l'eau**	néant
· **Liquides comburants**	néant
· **Matières solides comburantes**	néant
· **Peroxydes organiques**	néant
· **Substances ou mélanges corrosifs pour les métaux**	néant
· **Explosibles désensibilisés**	néant

RUBRIQUE 10: Stabilité et réactivité

· **10.1 Réactivité** Pas d'autres informations importantes disponibles.

(suite page 7)

Fiche de données de sécurité
selon règlement (CE) N° 1907/2006, Article 31

Date d'impression : 30.07.2024 Révision: 30.07.2024

Numéro de version 23 (remplace la version 22)

Nom du produit: FINIGARD 111

(suite de la page 6)

· **10.2 Stabilité chimique**
· **Décomposition thermique/conditions à éviter:** Pas de décomposition en cas d'usage conforme.
· **10.3 Possibilité de réactions dangereuses** Aucune réaction dangereuse connue.
· **10.4 Conditions à éviter** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.5 Matières incompatibles:** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.6 Produits de décomposition dangereux:**
Pas de produits de décomposition dangereux connus

*
RUBRIQUE 11: Informations toxicologiques

· **11.1 Informations sur les classes de danger telles que définies dans le règlement (CE) no 1272/2008**
· **Toxicité aiguë**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

· **Valeurs LD/LC50 déterminantes pour la classification:**		
9043-30-5 Isotridecanol, éthoxylé,		
Oral	LD50	>5.000 mg/kg (rat)
Inhalatoire	LC50/96H	>1-<10 mg/L (Leuciscus idus) (DIN 38412 Teil 15)
108-01-0 2-diméthylaminoéthanol		
Oral	LD50	1.183 mg/kg (rat)
Dermique	LD50	1.219 mg/kg (lapin) OCDE 402
Inhalatoire	LC50/96H	146,6 mg/L (poisson) Leuciscus idus - DIN 38412 Part 15 - Static
	LC50/4H	5,9 mg/L (rat) OCDE 403

· **Corrosion cutanée/irritation cutanée**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Lésions oculaires graves/irritation oculaire** Provoque une sévère irritation des yeux.
· **Sensibilisation respiratoire ou cutanée** Peut provoquer une allergie cutanée.
· **Mutagénicité sur les cellules germinales**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Cancérogénicité**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Toxicité pour la reproduction**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition unique**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition répétée**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Danger par aspiration**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **11.2 Informations sur les autres dangers**

· **Propriétés perturbant le système endocrinien**
Aucun des composants n'est compris.

(suite page 8)

Fiche de données de sécurité
selon règlement (CE) N° 1907/2006, Article 31

Date d'impression : 30.07.2024 Révision: 30.07.2024

Numéro de version 23 (remplace la version 22)

Nom du produit: FINIGARD 111

(suite de la page 7)

*

RUBRIQUE 12: Informations écologiques

· **12.1 Toxicité**

· **Toxicité aquatique:**	
9043-30-5 Isotridecanol, éthoxylé,	
EC50/48H	>1-<10 mg/l (daphnie)
EC10 or NOEC long term value	>0,1-<1 mg/l (poisson)
108-01-0 2-diméthylaminoéthanol	
EC50/72H	66,1 mg/l (algues) Scenedesmus subspicatus - DIN 38412 Part 9 - Static
2634-33-5 1,2-benzisothiazol-3(2H)-one	
LC50/96H/fresh water	1,6 mg/l (truite arc en ciel)

· **12.2 Persistance et dégradabilité** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.3 Potentiel de bioaccumulation** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.4 Mobilité dans le sol** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.5 Résultats des évaluations PBT et vPvB**
· **PBT:** Non applicable.
· **vPvB:** Non applicable.
· **12.6 Propriétés perturbant le système endocrinien**
Le produit ne contient pas de substances avec des propriétés perturbatrices endocriniennes.
· **12.7 Autres effets néfastes** Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 13: Considérations relatives à l'élimination

· **13.1 Méthodes de traitement des déchets**
· **Recommandation:**
Ne doit pas être évacué avec les ordures ménagères. Ne pas laisser pénétrer dans les égouts.

· **Catalogue européen des déchets**	
11 00 00	DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX
11 01 00	déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodi
11 01 98*	autres déchets contenant des substances dangereuses

· **Emballages non nettoyés:**
· **Recommandation:** Evacuation conformément aux prescriptions légales.

RUBRIQUE 14: Informations relatives au transport

· **14.1 Numéro ONU ou numéro d'identification**
· **ADR, ADN, IMDG, IATA** néant

· **14.2 Désignation officielle de transport de l'ONU**
· **ADR, ADN, IMDG, IATA** néant

(suite page 9)

Fiche de données de sécurité
selon règlement (CE) N° 1907/2006, Article 31

Date d'impression : 30.07.2024 Révision: 30.07.2024

Numéro de version 23 (remplace la version 22)

Nom du produit: FINIGARD 111

(suite de la page 8)

· **14.3 Classe(s) de danger pour le transport**	
· **ADR, ADN, IMDG, IATA**	
· **Classe**	néant
· **14.4 Groupe d'emballage**	
· **ADR, IMDG, IATA**	néant
· **14.5 Dangers pour l'environnement**	
· **Marine Pollutant:**	Non
· **14.6 Précautions particulières à prendre par l'utilisateur**	Non applicable.
· **14.7 Transport maritime en vrac conformément aux instruments de l'OMI**	Non applicable.
· **"Règlement type" de l'ONU:**	néant

RUBRIQUE 15: Informations relatives à la réglementation

· **15.1 Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement**

· **Directive 2012/18/UE**
· **Substances dangereuses désignées - ANNEXE I** Aucun des composants n'est compris.
· **RÈGLEMENT (CE) N° 1907/2006 ANNEXE XVII** Conditions de limitation: 3

· **Directive 2011/65/UE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques – Annexe II**

Aucun des composants n'est compris.

· **RÈGLEMENT (UE) 2019/1148**

· **Annexe I - PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS FAISANT L'OBJET DE RESTRICTIONS (Valeur limite maximale aux fins de l'octroi d'une licence en vertu de l'article 5, paragraphe 3)**

Aucun des composants n'est compris.

· **Annexe II - PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN SIGNALEMENT**

Aucun des composants n'est compris.

· **Règlement (CE) n° 273/2004 relatif aux précurseurs de drogues**

Aucun des composants n'est compris.

· **Règlement (CE) n° 111/2005 fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers**

Aucun des composants n'est compris.

· **15.2 Évaluation de la sécurité chimique:**
Une évaluation de la sécurité chimique n'a pas été réalisée.

RUBRIQUE 16: Autres informations

Cette fiche de données de sécurité est conforme au Règlement (CE) n.° 1907/2006, Article 31, modifié par le règlement (UE) 2020/878.
Ces indications sont fondées sur l'état actuel de nos connaissances, mais ne constituent pas une garantie quant aux propriétés du produit et ne donnent pas lieu à un rapport juridique contractuel.

(suite page 10)

Fiche de données de sécurité
selon règlement (CE) N° 1907/2006, Article 31

Date d'impression : 30.07.2024 Révision: 30.07.2024

Numéro de version 23 (remplace la version 22)

Nom du produit: FINIGARD 111

(suite de la page 9)

· **Phrases importantes**

H226 Liquide et vapeurs inflammables.
H301 Toxique en cas d'ingestion.
H302 Nocif en cas d'ingestion.
H311 Toxique par contact cutané.
H312 Nocif par contact cutané.
H314 Provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions des yeux.
H315 Provoque une irritation cutanée.
H317 Peut provoquer une allergie cutanée.
H318 Provoque de graves lésions des yeux.
H330 Mortel par inhalation.
H331 Toxique par inhalation.
H335 Peut irriter les voies respiratoires.
H400 Très toxique pour les organismes aquatiques.
H410 Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
EUH071 Corrosif pour les voies respiratoires.

· **Service établissant la fiche technique:** Department of Environment, Health and Safety (EHS)
· **Date de la version précédente:** 28.12.2022
· **Numéro de la version précédente:** 22
· **Acronymes et abréviations:**

ADR: Accord relatif au transport international des marchandises dangereuses par route
IMDG: International Maritime Code for Dangerous Goods
DOT: US Department of Transportation
IATA: International Air Transport Association
GHS: Globally Harmonised System of Classification and Labelling of Chemicals
EINECS: European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances
ELINCS: European List of Notified Chemical Substances
CAS: Chemical Abstracts Service (division of the American Chemical Society)
VOC: Volatile Organic Compounds (USA, EU)
DNEL: Derived No-Effect Level (REACH)
PNEC: Predicted No-Effect Concentration (REACH)
LC50: Lethal concentration, 50 percent
LD50: Lethal dose, 50 percent
PBT: Persistent, Bioaccumulative and Toxic
vPvB: very Persistent and very Bioaccumulative
Flam. Liq. 3: Liquides inflammables – Catégorie 3
Acute Tox. 4: Toxicité aiguë – Catégorie 4
Acute Tox. 2: Toxicité aiguë – Catégorie 2
Acute Tox. 3: Toxicité aiguë – Catégorie 3
Skin Corr. 1B: Corrosion cutanée/irritation cutanée – Catégorie 1B
Skin Irrit. 2: Corrosion cutanée/irritation cutanée – Catégorie 2
Eye Dam. 1: Lésions oculaires graves/irritation oculaire – Catégorie 1
Eye Irrit. 2: Lésions oculaires graves/irritation oculaire – Catégorie 2
Skin Sens. 1: Sensibilisation cutanée – Catégorie 1
Skin Sens. 1A: Sensibilisation cutanée – Catégorie 1A
STOT SE 3: Toxicité spécifique pour certains organes cibles (exposition unique) – Catégorie 3
Aquatic Acute 1: Dangers pour le milieu aquatique- toxicité aiguë pour le milieu aquatique – Catégorie 1
Aquatic Chronic 1: Dangers pour le milieu aquatique- toxicité à long terme pour le milieu aquatique – Catégorie 1

· *** Données modifiées par rapport à la version précédente**

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 30.01.2024 Révision: 30.01.2024
Numéro de version 8 (remplace la version 7)

RUBRIQUE 1: Identification de la substance/du mélange et de la société/de l'entreprise

· **1.1 Identificateur de produit**

· **Nom du produit: FINIGARD 150**

· **Code du produit:** 852480000
· **1.2 Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange**
Spécialités pour traitements électrolytiques et chimiques
· **Utilisations déconseillées** Pas d'autres informations importantes disponibles.

· **1.3 Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité**
· **Producteur/fournisseur:**
COVENTYA S.A.S.
15 Porte du Grand Lyon
01700 NEYRON
FRANCE

· **Service chargé des renseignements:**
Department of Environment, Health and Safety (EHS)
Email: msds@coventya.com

· **1.4 Numéro d'appel d'urgence** N°ORFILA: +33(0)1 45 42 59 59 (FRANCE)

RUBRIQUE 2: Identification des dangers

· **2.1 Classification de la substance ou du mélange**
· **Classification selon le règlement (CE) n° 1272/2008**
Le produit n'est pas classifié selon le règlement CLP.

· **2.2 Éléments d'étiquetage**
· **Etiquetage selon le règlement (CE) n° 1272/2008** néant
· **Pictogrammes de danger** néant
· **Mention d'avertissement** néant
· **Mentions de danger** néant
· **Résultats des évaluations PBT et vPvB**
· **PBT:** Non applicable.
· **vPvB:** Non applicable.

RUBRIQUE 3: Composition/informations sur les composants

· **3.2 Mélanges**
· **Description:** Mélange des substances mentionnées à la suite avec des additifs non dangereux.

· **Composants dangereux:** néant
· **Indications complémentaires:**
Pour le libellé des phrases de risque citées, se référer au chapitre 16.

RUBRIQUE 4: Premiers secours

· **4.1 Description des mesures de premiers secours**
· **Remarques générales:** Aucune mesure particulière n'est requise.
· **Après inhalation:** Donner de l'air frais, consulter un médecin en cas de troubles.
· **Après contact avec la peau:** En règle générale, le produit n'irrite pas la peau.

(suite page 2)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 30.01.2024 Révision: 30.01.2024

Numéro de version 8 (remplace la version 7)

Nom du produit: FINIGARD 150

(suite de la page 1)

· **Après contact avec les yeux:**
Rincer les yeux, sous l'eau courante, pendant plusieurs minutes, en écartant bien les paupières.
· **Après ingestion:** Consulter immédiatement un médecin.
· **4.2 Principaux symptômes et effets, aigus et différés**
Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **4.3 Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires**
Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 5: Mesures de lutte contre l'incendie

· **5.1 Moyens d'extinction**
· **Moyens d'extinction:**
CO2, poudre d'extinction ou eau pulvérisée. Combattre les foyers importants avec de l'eau pulvérisée ou de la mousse résistant à l'alcool.
Adapter les mesures d'extinction d'incendie à l'environnement.
· **5.2 Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange**
Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **5.3 Conseils aux pompiers**
· **Equipement spécial de sécurité:**
Porter un appareil de protection respiratoire.
Ne pas inhaler les gaz d'explosion et les gaz d'incendie.
· **Autres indications** Refroidir les récipients en danger en pulvérisant de l'eau.

RUBRIQUE 6: Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

· **6.1 Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence**
Porter un équipement de sécurité. Eloigner les personnes non protégées.
· **6.2 Précautions pour la protection de l'environnement**
Diluer avec beaucoup d'eau.
Ne pas rejeter dans les canalisations, dans les eaux de surface et dans les nappes d'eau souterraines.
· **6.3 Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage:**
Recueillir les liquides à l'aide d'un produit absorbant (sable, kieselguhr, neutralisant d'acide, liant universel, sciure).
· **6.4 Référence à d'autres rubriques**
Afin d'obtenir des informations pour une manipulation sûre, consulter le chapitre 7.
Afin d'obtenir des informations sur les équipements de protection personnels, consulter le chapitre 8.
Afin d'obtenir des informations sur l'élimination, consulter le chapitre 13.

RUBRIQUE 7: Manipulation et stockage

· **7.1 Précautions à prendre pour une manipulation sans danger**
Aucune mesure particulière n'est requise.
Tenir les récipients hermétiquement fermés.
· **Préventions des incendies et des explosions:**
Tenir des appareils de protection respiratoire prêts.

(suite page 3)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 30.01.2024 Révision: 30.01.2024
Numéro de version 8 (remplace la version 7)

Nom du produit: FINIGARD 150

(suite de la page 2)

· **7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités**
· **Stockage:**
· **Exigences concernant les lieux et conteneurs de stockage:** Aucune exigence particulière.
· **Indications concernant le stockage commun:** Pas nécessaire.
· **Autres indications sur les conditions de stockage:** Néant.
· **Température de stockage recommandée:** > 5°C / 41 °F
· **7.3 Utilisation(s) finale(s) particulière(s)** Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 8: Contrôles de l'exposition/protection individuelle

· **8.1 Paramètres de contrôle**
· **Composants présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail:**
Le produit ne contient pas en quantité significative des substances présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail.
· **Remarques supplémentaires:**
Le présent document s'appuie sur les listes en vigueur au moment de son élaboration.

· **8.2 Contrôles de l'exposition**
· **Contrôles techniques appropriés** Sans autre indication, voir point 7.
· **Mesures de protection individuelle, telles que les équipements de protection individuelle**
· **Mesures générales de protection et d'hygiène:**
Respecter les mesures de sécurité usuelles pour l'utilisation de produits chimiques.
· **Protection respiratoire:** N'est pas nécessaire.
· **Protection des mains:**
Le matériau des gants doit être imperméable et résistant au produit / à la substance / à la préparation.
Porter des gants de protection contre les risques mécaniques selon EN 388.
Choix du matériau des gants en fonction des temps de pénétration, du taux de perméabilité et de la dégradation.
· **Matériau des gants**
Le choix de gants appropriés dépend non seulement du matériau, mais aussi d'autres critères de qualité qui peuvent varier d'un fabricant à l'autre. Puisque le produit représente une préparation composée de plusieurs substances, la résistance des matériaux des gants ne peut pas être calculée à l'avance et doit, alors, être contrôlée avant l'utilisation.
· **Temps de pénétration du matériau des gants**
Le temps de pénétration exact est à déterminer par le fabricant des gants de protection et à respecter.
· **Pour le contact permanent dans des domaines d'emploi ne présentant pas de risque élevé de blessures (ex: laboratoire), des gants dans les matériaux suivants sont appropriés:**
Caoutchouc nitrile
· **Pour le contact permanent, des gants dans les matériaux suivants sont appropriés:**
Caoutchouc nitrile
Gants en PVC
· **Protection des yeux/du visage**



Lunettes de protection hermétiques

(suite page 4)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 30.01.2024 Révision: 30.01.2024

Numéro de version 8 (remplace la version 7)

Nom du produit: FINIGARD 150

(suite de la page 3)

· **Protection du corps:** Vêtements de travail protecteurs

*

RUBRIQUE 9: Propriétés physiques et chimiques

· **9.1 Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles**	
· **Indications générales**	
· **État physique**	Liquide
· **Couleur:**	Blanc laiteux
· **Odeur:**	Non caractéristique
· **Seuil olfactif:**	Non déterminé.
· **Point de fusion/point de congélation:**	Non déterminé.
· **Point d'ébullition ou point initial d'ébullition et intervalle d'ébullition**	>100 °C (>212 °F)
· **Inflammabilité**	Non applicable.
· **Limites inférieure et supérieure d'explosion**	
· **Inférieure:**	Non déterminé.
· **Supérieure:**	Non déterminé.
· **Point d'éclair**	Non applicable.
· **Température d'auto-inflammation**	>370 °C (>698 °F)
· **Température de décomposition:**	Non déterminé.
· **Valeur de pH:**	8,5 - 10,5
· **Viscosité:**	
· **Viscosité cinématique**	Non déterminé.
· **Dynamique:**	Non déterminé.
· **Solubilité**	
· **l'eau:**	Entièrement miscible
· **Coefficient de partage n-octanol/eau (valeur log)**	Non déterminé.
· **Pression de vapeur:**	Non déterminé.
· **Densité:**	1,022 - 1,042 g/cm3
· **Densité relative**	Non déterminé.
· **Densité de vapeur:**	Non déterminé.

· **9.2 Autres informations**	
· **Aspect:**	
· **Forme:**	Liquide
· **Indications importantes pour la protection de la santé et de l'environnement ainsi que pour la sécurité**	
· **Température d'inflammation:**	Le produit ne s'enflamme pas spontanément.
· **Propriétés explosives:**	Le produit n'est pas explosif.
· **Eau:**	
· **VOC (CE)**	0,06 %
· **VOC (EU)**	0,6 g/l
· **Changement d'état**	
· **Taux d'évaporation:**	Non déterminé.

· **Informations concernant les classes de danger physique**	
· **Substances et mélanges explosibles**	néant
· **Gaz inflammables**	néant

(suite page 5)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 30.01.2024 Révision: 30.01.2024

Numéro de version 8 (remplace la version 7)

Nom du produit: FINIGARD 150

(suite de la page 4)

· **Aérosols**	néant
· **Gaz comburants**	néant
· **Gaz sous pression**	néant
· **Liquides inflammables**	néant
· **Matières solides inflammables**	néant
· **Substances et mélanges autoréactifs**	néant
· **Liquides pyrophoriques**	néant
· **Matières solides pyrophoriques**	néant
· **Matières et mélanges auto-échauffants**	néant
· **Substances et mélanges qui dégagent des gaz inflammables au contact de l'eau**	néant
· **Liquides comburants**	néant
· **Matières solides comburantes**	néant
· **Peroxydes organiques**	néant
· **Substances ou mélanges corrosifs pour les métaux**	néant
· **Explosibles désensibilisés**	néant

RUBRIQUE 10: Stabilité et réactivité

· **10.1 Réactivité** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.2 Stabilité chimique**
· **Décomposition thermique/conditions à éviter:** Pas de décomposition en cas d'usage conforme.
· **10.3 Possibilité de réactions dangereuses** Aucune réaction dangereuse connue.
· **10.4 Conditions à éviter** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.5 Matières incompatibles:** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.6 Produits de décomposition dangereux:**
Pas de produits de décomposition dangereux connus

RUBRIQUE 11: Informations toxicologiques

· **11.1 Informations sur les classes de danger telles que définies dans le règlement (CE) no 1272/2008**
· **Toxicité aiguë**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Corrosion cutanée/irritation cutanée**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Lésions oculaires graves/irritation oculaire**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Sensibilisation respiratoire ou cutanée**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Mutagénicité sur les cellules germinales**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Cancérogénicité**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Toxicité pour la reproduction**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition unique**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

(suite page 6)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 30.01.2024 Révision: 30.01.2024

Numéro de version 8 (remplace la version 7)

Nom du produit: FINIGARD 150

(suite de la page 5)

· **Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition répétée**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Danger par aspiration**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **11.2 Informations sur les autres dangers**

· **Propriétés perturbant le système endocrinien**
Aucun des composants n'est compris.

RUBRIQUE 12: Informations écologiques

· **12.1 Toxicité**
· **Toxicité aquatique:** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.2 Persistance et dégradabilité** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.3 Potentiel de bioaccumulation** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.4 Mobilité dans le sol** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.5 Résultats des évaluations PBT et vPvB**
· **PBT:** Non applicable.
· **vPvB:** Non applicable.
· **12.6 Propriétés perturbant le système endocrinien**
Le produit ne contient pas de substances avec des propriétés perturbatrices endocriniennes.
· **12.7 Autres effets néfastes** Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 13: Considérations relatives à l'élimination

· **13.1 Méthodes de traitement des déchets**
· **Recommandation:**
De petites quantités peuvent être mises en décharge avec les ordures ménagères.

· **Catalogue européen des déchets**	
11 00 00	DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX
11 01 00	déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodi
11 01 98*	autres déchets contenant des substances dangereuses

· **Emballages non nettoyés:**
· **Recommandation:** Evacuation conformément aux prescriptions légales.
· **Produit de nettoyage recommandé:** Eau, éventuellement avec des produits de nettoyage

RUBRIQUE 14: Informations relatives au transport

· **14.1 Numéro ONU ou numéro d'identification**
· **ADR, ADN, IMDG, IATA** néant

· **14.2 Désignation officielle de transport de l'ONU**
· **ADR, ADN, IMDG, IATA** néant

(suite page 7)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 30.01.2024 Révision: 30.01.2024
Numéro de version 8 (remplace la version 7)

Nom du produit: FINIGARD 150

(suite de la page 6)

· **14.3 Classe(s) de danger pour le transport**	
· **ADR, ADN, IMDG, IATA**	
· **Classe**	néant
· **14.4 Groupe d'emballage**	
· **ADR, IMDG, IATA**	néant
· **14.5 Dangers pour l'environnement**	
· **Marine Pollutant:**	Non
· **14.6 Précautions particulières à prendre par l'utilisateur**	Non applicable.
· **14.7 Transport maritime en vrac conformément aux instruments de l'OMI**	Non applicable.
· **"Règlement type" de l'ONU:**	néant

RUBRIQUE 15: Informations relatives à la réglementation

· **15.1 Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement**

· **Directive 2012/18/UE**
· **Substances dangereuses désignées - ANNEXE I** Aucun des composants n'est compris.

· **Directive 2011/65/UE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques – Annexe II**
Aucun des composants n'est compris.

· **RÈGLEMENT (UE) 2019/1148**

· **Annexe I - PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS FAISANT L'OBJET DE RESTRICTIONS (Valeur limite maximale aux fins de l'octroi d'une licence en vertu de l'article 5, paragraphe 3)**
Aucun des composants n'est compris.

· **Annexe II - PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN SIGNALEMENT**
Aucun des composants n'est compris.

· **Règlement (CE) n° 273/2004 relatif aux précurseurs de drogues**
Aucun des composants n'est compris.

· **Règlement (CE) n° 111/2005 fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers**
Aucun des composants n'est compris.

· **15.2 Évaluation de la sécurité chimique:**
Une évaluation de la sécurité chimique n'a pas été réalisée.

RUBRIQUE 16: Autres informations

Ces indications sont fondées sur l'état actuel de nos connaissances, mais ne constituent pas une garantie quant aux propriétés du produit et ne donnent pas lieu à un rapport juridique contractuel.

· **Service établissant la fiche technique:** Department of Environment, Health and Safety (EHS)
· **Date de la version précédente:** 28.12.2022
· **Numéro de la version précédente:** 7

(suite page 8)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 30.01.2024 Révision: 30.01.2024

Numéro de version 8 (remplace la version 7)

Nom du produit: FINIGARD 150

(suite de la page 7)

· **Acronymes et abréviations:**
ADR: Accord relatif au transport international des marchandises dangereuses par route
IMDG: International Maritime Code for Dangerous Goods
DOT: US Department of Transportation
IATA: International Air Transport Association
GHS: Globally Harmonised System of Classification and Labelling of Chemicals
EINECS: European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances
ELINCS: European List of Notified Chemical Substances
CAS: Chemical Abstracts Service (division of the American Chemical Society)
VOC: Volatile Organic Compounds (USA, EU)
PBT: Persistent, Bioaccumulative and Toxic
vPvB: very Persistent and very Bioaccumulative

· *** Données modifiées par rapport à la version précédente**

FR-FR

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 29.12.2022 Révision: 29.12.2022

Numéro de version 10 (remplace la version 9)

RUBRIQUE 1: Identification de la substance/du mélange et de la société/de l'entreprise

· **1.1 Identificateur de produit**

· **Nom du produit: FINIGARD 503**

· **Code du produit:** 853614000
· **1.2 Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange**
Spécialités pour traitements électrolytiques et chimiques
· **Utilisations déconseillées** Pas d'autres informations importantes disponibles.

· **1.3 Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité**
· **Producteur/fournisseur:**
COVENTYA S.A.S.
Parc d`Activités des Chanteraines
7 Rue du Commandant d'Estienne d'Orves
F - 92396 Villeneuve La Garenne CEDEX
Tel.: +33 (0) 1 47 15 73 41
Fax: +33 (0) 1 42 70 12 65
eMail: msds@coventya.com

· **Service chargé des renseignements:**
Department of Environment, Health and Safety (EHS)
Email: msds@coventya.com
· **1.4 Numéro d'appel d'urgence** N°ORFILA: +33(0)1 45 42 59 59 (FRANCE)

RUBRIQUE 2: Identification des dangers

· **2.1 Classification de la substance ou du mélange**
· **Classification selon le règlement (CE) n° 1272/2008**
Skin Irrit. 2 H315 Provoque une irritation cutanée.
Eye Dam. 1 H318 Provoque de graves lésions des yeux.

· **2.2 Éléments d'étiquetage**
· **Etiquetage selon le règlement (CE) n° 1272/2008**
Le produit est classifié et étiqueté selon le règlement CLP.
· **Pictogrammes de danger**



GHS05

· **Mention d'avertissement** Danger

· **Composants dangereux déterminants pour l'étiquetage:**
[3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane
hydroxyde de lithium
· **Mentions de danger**
H315 Provoque une irritation cutanée.
H318 Provoque de graves lésions des yeux.
· **Conseils de prudence**
P280 Porter des gants de protection / un équipement de protection des yeux / un équipement de protection du visage.
P305+P351+P338 EN CAS DE CONTACT AVEC LES YEUX: Rincer avec précaution à l'eau pendant plusieurs minutes. Enlever les lentilles de contact si la victime en porte et si elles peuvent être facilement enlevées. Continuer à rincer.

(suite page 2)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 29.12.2022 Révision: 29.12.2022
Numéro de version 10 (remplace la version 9)

Nom du produit: FINIGARD 503

(suite de la page 1)

P310	Appeler immédiatement un CENTRE ANTIPOISON/un médecin.
P321	Traitement spécifique (voir sur cette étiquette).
P362+P364	Enlever les vêtements contaminés et les laver avant réutilisation.
P332+P313	En cas d'irritation cutanée: consulter un médecin.

· **Résultats des évaluations PBT et vPvB**
· **PBT:** Non applicable.
· **vPvB:** Non applicable.

RUBRIQUE 3: Composition/informations sur les composants

· **3.2 Mélanges**
· **Description:** Mélange des substances mentionnées à la suite avec des additifs non dangereux.

· **Composants dangereux:**

CAS: 2530-83-8 EINECS: 219-784-2 Reg.nr.: 01-2119513212-58	[3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane Eye Dam. 1, H318	5-≤10%
CAS: 1569-01-3 EINECS: 216-372-4 Reg.nr.: 01-2119474443-37	1-propoxypropane-2-ol Flam. Liq. 3, H226; Eye Irrit. 2, H319	3-≤5%
CAS: 1310-65-2 EINECS: 215-183-4	hydroxyde de lithium Skin Corr. 1A, H314	1-≤3%

· **Indications complémentaires:**
Pour le libellé des phrases de risque citées, se référer au chapitre 16.

RUBRIQUE 4: Premiers secours

· **4.1 Description des mesures de premiers secours**
· **Après inhalation:**
En cas d'inconscience, coucher et transporter la personne en position latérale stable.
· **Après contact avec la peau:**
Laver immédiatement à l'eau et au savon et bien rincer.
En cas d'irritation persistante de la peau, consulter un médecin.
· **Après contact avec les yeux:**
Rincer les yeux, pendant plusieurs minutes, sous l'eau courante en écartant bien les paupières et consulter un médecin.
Envoyer immédiatement chercher un médecin.
· **Après ingestion:** Consulter immédiatement un médecin.
· **4.2 Principaux symptômes et effets, aigus et différés**
Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **4.3 Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires**
Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 5: Mesures de lutte contre l'incendie

· **5.1 Moyens d'extinction**
· **Moyens d'extinction:**
CO2, poudre d'extinction ou eau pulvérisée. Combattre les foyers importants avec de l'eau pulvérisée ou de la mousse résistant à l'alcool.

(suite page 3)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 29.12.2022 Révision: 29.12.2022
Numéro de version 10 (remplace la version 9)

Nom du produit: FINIGARD 503

(suite de la page 2)

Adapter les mesures d'extinction d'incendie à l'environnement.
· **5.2 Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange**
Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **5.3 Conseils aux pompiers**
· **Equipement spécial de sécurité:**
Porter un appareil de protection respiratoire.
Ne pas inhaler les gaz d'explosion et les gaz d'incendie.
· **Autres indications** Refroidir les récipients en danger en pulvérisant de l'eau.

RUBRIQUE 6: Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

· **6.1 Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence**
Porter un équipement de sécurité. Eloigner les personnes non protégées.
· **6.2 Précautions pour la protection de l'environnement**
Diluer avec beaucoup d'eau.
Ne pas rejeter dans les canalisations, dans les eaux de surface et dans les nappes d'eau souterraines.
· **6.3 Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage:**
Recueillir les liquides à l'aide d'un produit absorbant (sable, kieselguhr, neutralisant d'acide, liant universel, sciure).
Utiliser un neutralisant.
Evacuer les matériaux contaminés en tant que déchets conformément au point 13.
· **6.4 Référence à d'autres rubriques**
Afin d'obtenir des informations pour une manipulation sûre, consulter le chapitre 7.
Afin d'obtenir des informations sur les équipements de protection personnels, consulter le chapitre 8.
Afin d'obtenir des informations sur l'élimination, consulter le chapitre 13.

RUBRIQUE 7: Manipulation et stockage

· **7.1 Précautions à prendre pour une manipulation sans danger**
Tenir les récipients hermétiquement fermés.
· **Préventions des incendies et des explosions:**
Tenir des appareils de protection respiratoire prêts.

· **7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités**
· **Stockage:**
· **Exigences concernant les lieux et conteneurs de stockage:** Aucune exigence particulière.
· **Indications concernant le stockage commun:** Pas nécessaire.
· **Autres indications sur les conditions de stockage:**
Tenir les emballages hermétiquement fermés.
· **7.3 Utilisation(s) finale(s) particulière(s)** Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 8: Contrôles de l'exposition/protection individuelle

· **8.1 Paramètres de contrôle**
· **Composants présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail:**
Le produit ne contient pas en quantité significative des substances présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail.

(suite page 4)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 29.12.2022 Révision: 29.12.2022

Numéro de version 10 (remplace la version 9)

Nom du produit: FINIGARD 503

(suite de la page 3)

· **DNEL**

2530-83-8 [3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane		
Dermique	DNEL (short term on workers-Local)	21 mg/cm² (workers)
	DNEL (long term on workers-Systemic)	21 mg/kg (workers)
Inhalatoire	DNEL (long term on workers-Systemic)	147 mg/m3 (workers)
	DNEL (long term on workers-Local)	147 mg/m3 (workers)

· **PNEC**

2530-83-8 [3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane	
PNEC/fresh water	1.000 µg/l (water)
PNEC/sea water	100 µg/l (water)
PNEC/sediment in water	0,79 mg/kg (water)
PNEC/STP	>10 mg/l (Station d'épuration/sew treatment)
PNEC (Soil)	0,13 µg/kg (ground)

· **Remarques supplémentaires:**
Le présent document s'appuie sur les listes en vigueur au moment de son élaboration.

· **8.2 Contrôles de l'exposition**
· **Contrôles techniques appropriés** Sans autre indication, voir point 7.
· **Mesures de protection individuelle, telles que les équipements de protection individuelle**
· **Mesures générales de protection et d'hygiène:**
Tenir à l'écart des produits alimentaires, des boissons et de la nourriture pour animaux.
Retirer immédiatement les vêtements souillés ou humectés.
Se laver les mains avant les pauses et en fin de travail.
Eviter tout contact avec la peau.
Eviter tout contact avec les yeux et avec la peau.
· **Protection respiratoire:** N'est pas nécessaire.
· **Protection des mains:**



Gants de protection

Porter des gants de solvant et résistant aux alcalis selon la norme EN 374.
En plein contact
Matière des gants: caoutchouc butyle
Epaisseur (mm): 0,7
Durée de perméation (min.): > 480

En contact splash
Type de gants: caoutchouc nitrile / PVC
Epaisseur (mm): 0,4
Durée de perméation (min.): > 240
Le matériau des gants doit être imperméable et résistant au produit / à la substance / à la préparation.
Porter des gants de protection contre les risques mécaniques selon EN 388.
Choix du matériau des gants en fonction des temps de pénétration, du taux de perméabilité et de la dégradation.
· **Matériau des gants**
Le choix de gants appropriés dépend non seulement du matériau, mais aussi d'autres critères de qualité qui peuvent varier d'un fabricant à l'autre. Puisque le produit représente une préparation composée de plusieurs substances, la résistance des matériaux des gants ne peut pas être calculée à l'avance et doit, alors, être contrôlée avant l'utilisation.

(suite page 5)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 29.12.2022 Révision: 29.12.2022
Numéro de version 10 (remplace la version 9)

Nom du produit: FINIGARD 503

(suite de la page 4)

· **Temps de pénétration du matériau des gants**
Le temps de pénétration exact est à déterminer par le fabricant des gants de protection et à respecter.
· **Pour le contact permanent dans des domaines d'emploi ne présentant pas de risque élevé de blessures (ex: laboratoire), des gants dans les matériaux suivants sont appropriés:**
Caoutchouc nitrile
· **Pour le contact permanent, des gants dans les matériaux suivants sont appropriés:**
Caoutchouc nitrile
Gants en PVC
· **Protection des yeux/du visage**



Lunettes de protection hermétiques

· **Protection du corps:** Vêtements de travail protecteurs

*
RUBRIQUE 9: Propriétés physiques et chimiques

· **9.1 Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles**	
· **Indications générales**	
· **État physique**	Liquide
· **Couleur:**	Incolore
· **Odeur:**	Caractéristique
· **Seuil olfactif:**	Non déterminé.
· **Point de fusion/point de congélation:**	Non déterminé.
· **Point d'ébullition ou point initial d'ébullition et intervalle d'ébullition**	Non déterminé.
· **Inflammabilité**	Non applicable.
· **Limites inférieure et supérieure d'explosion**	
· **Inférieure:**	Non déterminé.
· **Supérieure:**	Non déterminé.
· **Point d'éclair**	Non applicable.
· **Température d'inflammation:**	Not applicable
· **Température de décomposition:**	Non déterminé.
· **Valeur de pH:**	> 10
· **Viscosité:**	
· **Viscosité cinématique**	Non déterminé.
· **Dynamique:**	Non déterminé.
· **Solubilité**	
· **l'eau:**	Entièrement miscible
· **Coefficient de partage n-octanol/eau (valeur log)**	Non déterminé.
· **Pression de vapeur:**	Non déterminé.
· **Densité:**	1,07 - 1,10 g/cm3
· **Densité relative**	Non déterminé.
· **Densité de vapeur:**	Non déterminé.

(suite page 6)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 29.12.2022 Révision: 29.12.2022
Numéro de version 10 (remplace la version 9)

Nom du produit: FINIGARD 503

(suite de la page 5)

· **9.2 Autres informations**	
· **Aspect:**	
· **Forme:**	Liquide
· **Indications importantes pour la protection de la santé et de l'environnement ainsi que pour la sécurité**	
· **Température d'auto-inflammation**	Le produit ne s'enflamme pas spontanément.
· **Propriétés explosives:**	Le produit n'est pas explosif.
· **Eau:**	
· **VOC (CE)**	5,02 %
· **VOC (EU)**	99,4 g/l
· **Changement d'état**	
· **Taux d'évaporation:**	Non déterminé.

· **Informations concernant les classes de danger physique**	
· **Substances et mélanges explosibles**	néant
· **Gaz inflammables**	néant
· **Aérosols**	néant
· **Gaz comburants**	néant
· **Gaz sous pression**	néant
· **Liquides inflammables**	néant
· **Matières solides inflammables**	néant
· **Substances et mélanges autoréactifs**	néant
· **Liquides pyrophoriques**	néant
· **Matières solides pyrophoriques**	néant
· **Matières et mélanges auto-échauffants**	néant
· **Substances et mélanges qui dégagent des gaz inflammables au contact de l'eau**	néant
· **Liquides comburants**	néant
· **Matières solides comburantes**	néant
· **Peroxydes organiques**	néant
· **Substances ou mélanges corrosifs pour les métaux**	néant
· **Explosibles désensibilisés**	néant

RUBRIQUE 10: Stabilité et réactivité

· **10.1 Réactivité** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.2 Stabilité chimique**
· **Décomposition thermique/conditions à éviter:** Pas de décomposition en cas d'usage conforme.
· **10.3 Possibilité de réactions dangereuses** Aucune réaction dangereuse connue.
· **10.4 Conditions à éviter** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.5 Matières incompatibles:** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.6 Produits de décomposition dangereux:**
Pas de produits de décomposition dangereux connus

(suite page 7)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 29.12.2022 Révision: 29.12.2022
Numéro de version 10 (remplace la version 9)

Nom du produit: FINIGARD 503

(suite de la page 6)

RUBRIQUE 11: Informations toxicologiques

· **11.1 Informations sur les classes de danger telles que définies dans le règlement (CE) no 1272/2008**
· **Toxicité aiguë**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

· **Valeurs LD/LC50 déterminantes pour la classification:**		
2530-83-8 [3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane		
Oral	LD50	8.025 mg/kg (rat)
Dermique	LD50	>2.000 mg/kg (lapin)
	LC50	5,3 mg/l (rat) Staub/Nebel

· **Corrosion cutanée/irritation cutanée** Provoque une irritation cutanée.
· **Lésions oculaires graves/irritation oculaire** Provoque de graves lésions des yeux.
· **Sensibilisation respiratoire ou cutanée**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Mutagénicité sur les cellules germinales**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Cancérogénicité**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Toxicité pour la reproduction**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition unique**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition répétée**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Danger par aspiration**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **11.2 Informations sur les autres dangers**

· **Propriétés perturbant le système endocrinien**
Aucun des composants n'est compris.

RUBRIQUE 12: Informations écologiques

· **12.1 Toxicité**

· **Toxicité aquatique:**	
2530-83-8 [3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane	
EC50/48H	324 mg/l (daphnie)
IC50/96H	237 mg/l (Trout rainbow)
NOEC/21 jours-days	≥100 mg/l (daphnie)

· **12.2 Persistance et dégradabilité** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.3 Potentiel de bioaccumulation** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.4 Mobilité dans le sol** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.5 Résultats des évaluations PBT et vPvB**
· **PBT:** Non applicable.
· **vPvB:** Non applicable.
· **12.6 Propriétés perturbant le système endocrinien**
Le produit ne contient pas de substances avec des propriétés perturbatrices endocriniennes.

(suite page 8)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 29.12.2022 Révision: 29.12.2022
Numéro de version 10 (remplace la version 9)

Nom du produit: FINIGARD 503

(suite de la page 7)

· **12.7 Autres effets néfastes** Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 13: Considérations relatives à l'élimination

· **13.1 Méthodes de traitement des déchets**
· **Recommandation:**
Ne doit pas être évacué avec les ordures ménagères. Ne pas laisser pénétrer dans les égouts.

· **Catalogue européen des déchets**	
11 00 00	DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX
11 01 00	déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodi
11 01 98*	autres déchets contenant des substances dangereuses

· **Emballages non nettoyés:**
· **Recommandation:** Evacuation conformément aux prescriptions légales.
· **Produit de nettoyage recommandé:** Eau, éventuellement avec des produits de nettoyage

RUBRIQUE 14: Informations relatives au transport

· **14.1 Numéro ONU ou numéro d'identification**	
· **ADR, ADN, IMDG, IATA**	néant
· **14.2 Désignation officielle de transport de l'ONU**	
· **ADR, ADN, IMDG, IATA**	néant
· **14.3 Classe(s) de danger pour le transport**	
· **ADR, ADN, IMDG, IATA**	
· **Classe**	néant
· **14.4 Groupe d'emballage**	
· **ADR, IMDG, IATA**	néant
· **14.5 Dangers pour l'environnement**	
· **Marine Pollutant:**	Non
· **14.6 Précautions particulières à prendre par l'utilisateur**	Non applicable.
· **14.7 Transport maritime en vrac conformément aux instruments de l'OMI**	Non applicable.
· **"Règlement type" de l'ONU:**	néant

(suite page 9)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 29.12.2022 Révision: 29.12.2022
Numéro de version 10 (remplace la version 9)

Nom du produit: FINIGARD 503

(suite de la page 8)

RUBRIQUE 15: Informations relatives à la réglementation

· **15.1 Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement**

· **Directive 2012/18/UE**
· **Substances dangereuses désignées - ANNEXE I** Aucun des composants n'est compris.
· **RÈGLEMENT (CE) N° 1907/2006 ANNEXE XVII** Conditions de limitation: 3

· **Directive 2011/65/UE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques – Annexe II**
Aucun des composants n'est compris.

· **RÈGLEMENT (UE) 2019/1148**

· **Annexe I - PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS FAISANT L'OBJET DE RESTRICTIONS (Valeur limite maximale aux fins de l'octroi d'une licence en vertu de l'article 5, paragraphe 3)**
Aucun des composants n'est compris.

· **Annexe II - PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN SIGNALEMENT**
Aucun des composants n'est compris.

· **Règlement (CE) n° 273/2004 relatif aux précurseurs de drogues**
Aucun des composants n'est compris.

· **Règlement (CE) n° 111/2005 fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers**
Aucun des composants n'est compris.

· **15.2 Évaluation de la sécurité chimique:**
Une évaluation de la sécurité chimique n'a pas été réalisée.

RUBRIQUE 16: Autres informations

Ces indications sont fondées sur l'état actuel de nos connaissances, mais ne constituent pas une garantie quant aux propriétés du produit et ne donnent pas lieu à un rapport juridique contractuel.

· **Phrases importantes**
H226 Liquide et vapeurs inflammables.
H314 Provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions des yeux.
H318 Provoque de graves lésions des yeux.
H319 Provoque une sévère irritation des yeux.

· **Service établissant la fiche technique:** Department of Environment, Health and Safety (EHS)
· **Date de la version précédente:** 28.12.2022
· **Numéro de la version précédente:** 9
· **Acronymes et abréviations:**
ADR: Accord relatif au transport international des marchandises dangereuses par route
IMDG: International Maritime Code for Dangerous Goods
DOT: US Department of Transportation
IATA: International Air Transport Association
GHS: Globally Harmonised System of Classification and Labelling of Chemicals
EINECS: European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances
ELINCS: European List of Notified Chemical Substances
CAS: Chemical Abstracts Service (division of the American Chemical Society)
VOC: Volatile Organic Compounds (USA, EU)
DNEL: Derived No-Effect Level (REACH)
PNEC: Predicted No-Effect Concentration (REACH)
LC50: Lethal concentration, 50 percent
LD50: Lethal dose, 50 percent

(suite page 10)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 29.12.2022 Révision: 29.12.2022

Numéro de version 10 (remplace la version 9)

Nom du produit: FINIGARD 503

(suite de la page 9)

PBT: Persistent, Bioaccumulative and Toxic
vPvB: very Persistent and very Bioaccumulative
Flam. Liq. 3: Liquides inflammables – Catégorie 3
Skin Corr. 1A: Corrosion cutanée/irritation cutanée – Catégorie 1A
Skin Irrit. 2: Corrosion cutanée/irritation cutanée – Catégorie 2
Eye Dam. 1: Lésions oculaires graves/irritation oculaire – Catégorie 1
Eye Irrit. 2: Lésions oculaires graves/irritation oculaire – Catégorie 2
· *** Données modifiées par rapport à la version précédente**

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 02.02.2024 Révision: 31.01.2024

Numéro de version 9 (remplace la version 8)

RUBRIQUE 1: Identification de la substance/du mélange et de la société/de l'entreprise

· **1.1 Identificateur de produit**

· **Nom du produit: FINIGARD 505**

· **Code du produit:** 854785000

· **1.2 Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange**
Spécialités pour traitements électrolytiques et chimiques

· **Utilisations déconseillées** Pas d'autres informations importantes disponibles.

· **1.3 Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité**

· **Producteur/fournisseur:**
COVENTYA S.A.S.
15 Porte du Grand Lyon
01700 NEYRON
FRANCE

· **Service chargé des renseignements:**
Department of Environment, Health and Safety (EHS)
Email: msds@coventya.com

· **1.4 Numéro d'appel d'urgence** N°ORFILA: +33(0)1 45 42 59 59 (FRANCE)

*

RUBRIQUE 2: Identification des dangers

· **2.1 Classification de la substance ou du mélange**

· **Classification selon le règlement (CE) n° 1272/2008**

Skin Irrit. 2 H315 Provoque une irritation cutanée.

Eye Dam. 1 H318 Provoque de graves lésions des yeux.

· **2.2 Éléments d'étiquetage**

· **Etiquetage selon le règlement (CE) n° 1272/2008**
Le produit est classifié et étiqueté selon le règlement CLP.

· **Pictogrammes de danger**



GHS05

· **Mention d'avertissement** Danger

· **Composants dangereux déterminants pour l'étiquetage:**
[3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane
3-(triméthoxysilyl)propylamine
hydroxyde de lithium

· **Mentions de danger**
H315 Provoque une irritation cutanée.
H318 Provoque de graves lésions des yeux.

· **Conseils de prudence**

P280	Porter un équipement de protection des yeux / un équipement de protection du visage.
P305+P351+P338	EN CAS DE CONTACT AVEC LES YEUX: Rincer avec précaution à l'eau pendant plusieurs minutes. Enlever les lentilles de contact si la victime en porte et si elles peuvent être facilement enlevées. Continuer à rincer.
P310	Appeler immédiatement un CENTRE ANTIPOISON/un médecin.

(suite page 2)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 02.02.2024 Révision: 31.01.2024

Numéro de version 9 (remplace la version 8)

Nom du produit: FINIGARD 505

(suite de la page 1)

P321 Traitement spécifique (voir sur cette étiquette).
P362+P364 Enlever les vêtements contaminés et les laver avant réutilisation.
P332+P313 En cas d'irritation cutanée: consulter un médecin.

· **Résultats des évaluations PBT et vPvB**
· **PBT:** Non applicable.
· **vPvB:** Non applicable.

RUBRIQUE 3: Composition/informations sur les composants

· **3.2 Mélanges**
· **Description:** Mélange des substances mentionnées à la suite avec des additifs non dangereux.

· **Composants dangereux:**		
CAS: 2530-83-8 EINECS: 219-784-2 Reg.nr.: 01-2119513212-58	[3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane Eye Dam. 1, H318; Aquatic Chronic 3, H412	1-≤3%
CAS: 13822-56-5 EINECS: 237-511-5	3-(triméthoxysilyl)propylamine Eye Dam. 1, H318; Skin Irrit. 2, H315	1-≤3%
CAS: 1310-65-2 EINECS: 215-183-4	hydroxyde de lithium Skin Corr. 1A, H314	1-≤3%

· **Indications complémentaires:**
Pour le libellé des phrases de risque citées, se référer au chapitre 16.

RUBRIQUE 4: Premiers secours

· **4.1 Description des mesures de premiers secours**
· **Après inhalation:**
En cas d'inconscience, coucher et transporter la personne en position latérale stable.
· **Après contact avec la peau:**
Laver immédiatement à l'eau et au savon et bien rincer.
En cas d'irritation persistante de la peau, consulter un médecin.
· **Après contact avec les yeux:**
Rincer les yeux, pendant plusieurs minutes, sous l'eau courante en écartant bien les paupières et consulter un médecin.
Envoyer immédiatement chercher un médecin.
· **Après ingestion:** Consulter immédiatement un médecin.
· **4.2 Principaux symptômes et effets, aigus et différés**
Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **4.3 Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires**
Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 5: Mesures de lutte contre l'incendie

· **5.1 Moyens d'extinction**
· **Moyens d'extinction:**
CO2, poudre d'extinction ou eau pulvérisée. Combattre les foyers importants avec de l'eau pulvérisée ou de la mousse résistant à l'alcool.
Adapter les mesures d'extinction d'incendie à l'environnement.

(suite page 3)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 02.02.2024 Révision: 31.01.2024

Numéro de version 9 (remplace la version 8)

Nom du produit: FINIGARD 505

(suite de la page 2)

· **5.2 Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange**
Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **5.3 Conseils aux pompiers**
· **Equipement spécial de sécurité:**
Porter un appareil de protection respiratoire.
Ne pas inhaler les gaz d'explosion et les gaz d'incendie.
· **Autres indications** Refroidir les récipients en danger en pulvérisant de l'eau.

RUBRIQUE 6: Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

· **6.1 Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence**
Porter un équipement de sécurité. Eloigner les personnes non protégées.
· **6.2 Précautions pour la protection de l'environnement**
Diluer avec beaucoup d'eau.
Ne pas rejeter dans les canalisations, dans les eaux de surface et dans les nappes d'eau souterraines.
· **6.3 Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage:**
Recueillir les liquides à l'aide d'un produit absorbant (sable, kieselguhr, neutralisant d'acide, liant universel, sciure).
Utiliser un neutralisant.
Evacuer les matériaux contaminés en tant que déchets conformément au point 13.
· **6.4 Référence à d'autres rubriques**
Afin d'obtenir des informations pour une manipulation sûre, consulter le chapitre 7.
Afin d'obtenir des informations sur les équipements de protection personnels, consulter le chapitre 8.
Afin d'obtenir des informations sur l'élimination, consulter le chapitre 13.

RUBRIQUE 7: Manipulation et stockage

· **7.1 Précautions à prendre pour une manipulation sans danger**
Tenir les récipients hermétiquement fermés.
· **Préventions des incendies et des explosions:**
Tenir des appareils de protection respiratoire prêts.

· **7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités**
· **Stockage:**
· **Exigences concernant les lieux et conteneurs de stockage:** Aucune exigence particulière.
· **Indications concernant le stockage commun:** Pas nécessaire.
· **Autres indications sur les conditions de stockage:**
Tenir les emballages hermétiquement fermés.
· **Température de stockage recommandée:** > 5°C / 41 °F
· **7.3 Utilisation(s) finale(s) particulière(s)** Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 8: Contrôles de l'exposition/protection individuelle

· **8.1 Paramètres de contrôle**
· **Composants présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail:**
Le produit ne contient pas en quantité significative des substances présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail.

(suite page 4)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 02.02.2024 Révision: 31.01.2024

Numéro de version 9 (remplace la version 8)

Nom du produit: FINIGARD 505

(suite de la page 3)

· **DNEL**

2530-83-8 [3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane		
Dermique	DNEL (short term on workers-Local)	21 mg/cm² (workers)
	DNEL (long term on workers-Systemic)	21 mg/kg (workers)
Inhalatoire	DNEL (long term on workers-Systemic)	147 mg/m3 (workers)
	DNEL (long term on workers-Local)	147 mg/m3 (workers)

· **PNEC**

2530-83-8 [3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane	
PNEC/fresh water	1.000 µg/l (water)
PNEC/sea water	100 µg/l (water)
PNEC/sediment in water	0,79 mg/kg (water)
PNEC/STP	>10 mg/l (Station d'épuration/sew treatment)
PNEC (Soil)	0,13 µg/kg (ground)

· **Remarques supplémentaires:**
Le présent document s'appuie sur les listes en vigueur au moment de son élaboration.

· **8.2 Contrôles de l'exposition**
· **Contrôles techniques appropriés** Sans autre indication, voir point 7.
· **Mesures de protection individuelle, telles que les équipements de protection individuelle**
· **Mesures générales de protection et d'hygiène:**
Tenir à l'écart des produits alimentaires, des boissons et de la nourriture pour animaux.
Retirer immédiatement les vêtements souillés ou humectés.
Se laver les mains avant les pauses et en fin de travail.
Eviter tout contact avec la peau.
Eviter tout contact avec les yeux et avec la peau.
· **Protection respiratoire:** N'est pas nécessaire.
· **Protection des mains:**



Gants de protection

Porter des gants de solvant et résistant aux alcalis selon la norme EN 374.
En plein contact
Matière des gants: caoutchouc butyle
Epaisseur (mm): 0,7
Durée de perméation (min.): > 480

En contact splash
Type de gants: caoutchouc nitrile / PVC
Epaisseur (mm): 0,4
Durée de perméation (min.): > 240
Le matériau des gants doit être imperméable et résistant au produit / à la substance / à la préparation.
Porter des gants de protection contre les risques mécaniques selon EN 388.
Choix du matériau des gants en fonction des temps de pénétration, du taux de perméabilité et de la dégradation.
· **Matériau des gants**
Le choix de gants appropriés dépend non seulement du matériau, mais aussi d'autres critères de qualité qui peuvent varier d'un fabricant à l'autre. Puisque le produit représente une préparation composée de plusieurs substances, la résistance des matériaux des gants ne peut pas être calculée à l'avance et doit, alors, être contrôlée avant l'utilisation.

(suite page 5)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 02.02.2024 Révision: 31.01.2024

Numéro de version 9 (remplace la version 8)

Nom du produit: FINIGARD 505

(suite de la page 4)

· **Temps de pénétration du matériau des gants**
Le temps de pénétration exact est à déterminer par le fabricant des gants de protection et à respecter.
· **Pour le contact permanent dans des domaines d'emploi ne présentant pas de risque élevé de blessures (ex: laboratoire), des gants dans les matériaux suivants sont appropriés:**
Caoutchouc nitrile
· **Pour le contact permanent, des gants dans les matériaux suivants sont appropriés:**
Caoutchouc nitrile
Gants en PVC
· **Protection des yeux/du visage**



Lunettes de protection hermétiques

· **Protection du corps:** Vêtements de travail protecteurs

RUBRIQUE 9: Propriétés physiques et chimiques

· **9.1 Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles**
· **Indications générales**

· **État physique**	Liquide
· **Couleur:**	Incolore
· **Odeur:**	Caractéristique
· **Seuil olfactif:**	Non déterminé.
· **Point de fusion/point de congélation:**	Non déterminé.
· **Point d'ébullition ou point initial d'ébullition et intervalle d'ébullition**	100 °C (212 °F)
· **Inflammabilité**	Non applicable.
· **Limites inférieure et supérieure d'explosion**	
· **Inférieure:**	Non déterminé.
· **Supérieure:**	Non déterminé.
· **Point d'éclair**	Non applicable.
· **Température d'auto-inflammation**	Not applicable
· **Température de décomposition:**	Non déterminé.
· **Valeur de pH:**	10 - 12
· **Viscosité:**	
· **Viscosité cinématique**	Non déterminé.
· **Dynamique:**	Non déterminé.
· **Solubilité**	
· **l'eau:**	Entièrement miscible
· **Coefficient de partage n-octanol/eau (valeur log)**	Non déterminé.
· **Pression de vapeur:**	Non déterminé.
· **Densité:**	1,08 -1,11 g/cm3
· **Densité relative**	Non déterminé.
· **Densité de vapeur:**	Non déterminé.

(suite page 6)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 02.02.2024 Révision: 31.01.2024

Numéro de version 9 (remplace la version 8)

Nom du produit: FINIGARD 505

(suite de la page 5)

· **9.2 Autres informations**	
· **Aspect:**	
· **Forme:**	Liquide
· **Indications importantes pour la protection de la santé et de l'environnement ainsi que pour la sécurité**	
· **Température d'inflammation:**	Le produit ne s'enflamme pas spontanément.
· **Propriétés explosives:**	Le produit n'est pas explosif.
· **Eau:**	
· **VOC (CE)**	0,85 %
· **VOC (EU)**	21,5 g/l
· **Changement d'état**	
· **Taux d'évaporation:**	Non déterminé.

· **Informations concernant les classes de danger physique**	
· **Substances et mélanges explosibles**	néant
· **Gaz inflammables**	néant
· **Aérosols**	néant
· **Gaz comburants**	néant
· **Gaz sous pression**	néant
· **Liquides inflammables**	néant
· **Matières solides inflammables**	néant
· **Substances et mélanges autoréactifs**	néant
· **Liquides pyrophoriques**	néant
· **Matières solides pyrophoriques**	néant
· **Matières et mélanges auto-échauffants**	néant
· **Substances et mélanges qui dégagent des gaz inflammables au contact de l'eau**	néant
· **Liquides comburants**	néant
· **Matières solides comburantes**	néant
· **Peroxydes organiques**	néant
· **Substances ou mélanges corrosifs pour les métaux**	néant
· **Explosibles désensibilisés**	néant

RUBRIQUE 10: Stabilité et réactivité

· **10.1 Réactivité** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.2 Stabilité chimique**
· **Décomposition thermique/conditions à éviter:** Pas de décomposition en cas d'usage conforme.
· **10.3 Possibilité de réactions dangereuses** Aucune réaction dangereuse connue.
· **10.4 Conditions à éviter** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.5 Matières incompatibles:** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.6 Produits de décomposition dangereux:**
Pas de produits de décomposition dangereux connus

(suite page 7)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 02.02.2024 Révision: 31.01.2024

Numéro de version 9 (remplace la version 8)

Nom du produit: FINIGARD 505

(suite de la page 6)

RUBRIQUE 11: Informations toxicologiques

· **11.1 Informations sur les classes de danger telles que définies dans le règlement (CE) no 1272/2008**

· **Toxicité aiguë**

Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

· **Valeurs LD/LC50 déterminantes pour la classification:**		
2530-83-8 [3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane		
Oral	LD50	8.025 mg/kg (rat)
Dermique	LD50	>2.000 mg/kg (lapin)
	LC50	5,3 mg/l (rat) Staub/Nebel
13822-56-5 3-(triméthoxysilyl)propylamine		
Oral	LD50	7.640 mg/kg (rat)

· **Corrosion cutanée/irritation cutanée** Provoque une irritation cutanée.

· **Lésions oculaires graves/irritation oculaire** Provoque de graves lésions des yeux.

· **Sensibilisation respiratoire ou cutanée**

Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

· **Mutagénicité sur les cellules germinales**

Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

· **Cancérogénicité**

Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

· **Toxicité pour la reproduction**

Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

· **Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition unique**

Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

· **Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition répétée**

Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

· **Danger par aspiration**

Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

· **11.2 Informations sur les autres dangers**

· **Propriétés perturbant le système endocrinien**
Aucun des composants n'est compris.

RUBRIQUE 12: Informations écologiques

· **12.1 Toxicité**

· **Toxicité aquatique:**	
2530-83-8 [3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane	
EC50/48H	324 mg/l (daphnie)
IC50/96H	237 mg/l (Trout rainbow)
NOEC/21 jours-days	≥100 mg/l (daphnie)

· **12.2 Persistance et dégradabilité** Pas d'autres informations importantes disponibles.

· **12.3 Potentiel de bioaccumulation** Pas d'autres informations importantes disponibles.

· **12.4 Mobilité dans le sol** Pas d'autres informations importantes disponibles.

· **12.5 Résultats des évaluations PBT et vPvB**

· **PBT:** Non applicable.

(suite page 8)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 02.02.2024 Révision: 31.01.2024

Numéro de version 9 (remplace la version 8)

Nom du produit: FINIGARD 505

(suite de la page 7)

· **vPvB:** Non applicable.
· **12.6 Propriétés perturbant le système endocrinien**
Le produit ne contient pas de substances avec des propriétés perturbatrices endocriniennes.
· **12.7 Autres effets néfastes** Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 13: Considérations relatives à l'élimination

· **13.1 Méthodes de traitement des déchets**
· **Recommandation:**
Ne doit pas être évacué avec les ordures ménagères. Ne pas laisser pénétrer dans les égouts.

· **Catalogue européen des déchets**	
11 00 00	DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX
11 01 00	déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodi
11 01 98*	autres déchets contenant des substances dangereuses

· **Emballages non nettoyés:**
· **Recommandation:** Evacuation conformément aux prescriptions légales.
· **Produit de nettoyage recommandé:** Eau, éventuellement avec des produits de nettoyage

RUBRIQUE 14: Informations relatives au transport

· **14.1 Numéro ONU ou numéro d'identification**	
· **ADR, ADN, IMDG, IATA**	néant
· **14.2 Désignation officielle de transport de l'ONU**	
· **ADR, ADN, IMDG, IATA**	néant
· **14.3 Classe(s) de danger pour le transport**	
· **ADR, ADN, IMDG, IATA**	
· **Classe**	néant
· **14.4 Groupe d'emballage**	
· **ADR, IMDG, IATA**	néant
· **14.5 Dangers pour l'environnement**	Non applicable.
· **14.6 Précautions particulières à prendre par l'utilisateur**	Non applicable.
· **14.7 Transport maritime en vrac conformément aux instruments de l'OMI**	Non applicable.
· **"Règlement type" de l'ONU:**	néant

(suite page 9)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 02.02.2024 Révision: 31.01.2024
Numéro de version 9 (remplace la version 8)

Nom du produit: FINIGARD 505

(suite de la page 8)

RUBRIQUE 15: Informations relatives à la réglementation

· **15.1 Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement**

· **Directive 2012/18/UE**
· **Substances dangereuses désignées - ANNEXE I** Aucun des composants n'est compris.
· **RÈGLEMENT (CE) N° 1907/2006 ANNEXE XVII** Conditions de limitation: 3

· **Directive 2011/65/UE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques – Annexe II**
Aucun des composants n'est compris.

· **RÈGLEMENT (UE) 2019/1148**

· **Annexe I - PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS FAISANT L'OBJET DE RESTRICTIONS (Valeur limite maximale aux fins de l'octroi d'une licence en vertu de l'article 5, paragraphe 3)**
Aucun des composants n'est compris.

· **Annexe II - PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN SIGNALEMENT**
Aucun des composants n'est compris.

· **Règlement (CE) n° 273/2004 relatif aux précurseurs de drogues**
Aucun des composants n'est compris.

· **Règlement (CE) n° 111/2005 fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers**
Aucun des composants n'est compris.

· **15.2 Évaluation de la sécurité chimique:**
Une évaluation de la sécurité chimique n'a pas été réalisée.

RUBRIQUE 16: Autres informations

Ces indications sont fondées sur l'état actuel de nos connaissances, mais ne constituent pas une garantie quant aux propriétés du produit et ne donnent pas lieu à un rapport juridique contractuel.

· **Phrases importantes**
H314 Provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions des yeux.
H315 Provoque une irritation cutanée.
H318 Provoque de graves lésions des yeux.
H412 Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

· **Service établissant la fiche technique:** Department of Environment, Health and Safety (EHS)
· **Date de la version précédente:** 13.02.2023
· **Numéro de la version précédente:** 8
· **Acronymes et abréviations:**
ADR: Accord relatif au transport international des marchandises dangereuses par route
IMDG: International Maritime Code for Dangerous Goods
DOT: US Department of Transportation
IATA: International Air Transport Association
GHS: Globally Harmonised System of Classification and Labelling of Chemicals
EINECS: European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances
ELINCS: European List of Notified Chemical Substances
CAS: Chemical Abstracts Service (division of the American Chemical Society)
VOC: Volatile Organic Compounds (USA, EU)
DNEL: Derived No-Effect Level (REACH)
PNEC: Predicted No-Effect Concentration (REACH)
LC50: Lethal concentration, 50 percent
LD50: Lethal dose, 50 percent

(suite page 10)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 02.02.2024 Révision: 31.01.2024

Numéro de version 9 (remplace la version 8)

Nom du produit: FINIGARD 505

(suite de la page 9)

PBT: Persistent, Bioaccumulative and Toxic
vPvB: very Persistent and very Bioaccumulative
Skin Corr. 1A: Corrosion cutanée/irritation cutanée – Catégorie 1A
Skin Irrit. 2: Corrosion cutanée/irritation cutanée – Catégorie 2
Eye Dam. 1: Lésions oculaires graves/irritation oculaire – Catégorie 1
Aquatic Chronic 3: Dangers pour le milieu aquatique- toxicité à long terme pour le milieu aquatique – Catégorie 3
· *** Données modifiées par rapport à la version précédente**

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 20.04.2024 Révision: 19.04.2024
Numéro de version 5 (remplace la version 4)

RUBRIQUE 1: Identification de la substance/du mélange et de la société/de l'entreprise

· **1.1 Identificateur de produit**

· **Nom du produit: FINIGARD 105**

· **Code du produit:** 850195000
· **1.2 Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange**
Spécialités pour traitements électrolytiques et chimiques
· **Utilisations déconseillées** Pas d'autres informations importantes disponibles.

· **1.3 Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité**
· **Producteur/fournisseur:**
COVENTYA S.A.S.
15 Porte du Grand Lyon
01700 NEYRON
FRANCE

· **Service chargé des renseignements:**
Department of Environment, Health and Safety (EHS)
Email: msds@coventya.com

· **1.4 Numéro d'appel d'urgence** N°ORFILA: +33(0)1 45 42 59 59 (FRANCE)

RUBRIQUE 2: Identification des dangers

· **2.1 Classification de la substance ou du mélange**
· **Classification selon le règlement (CE) n° 1272/2008**
Le produit n'est pas classifié selon le règlement CLP.

· **2.2 Éléments d'étiquetage**
· **Etiquetage selon le règlement (CE) n° 1272/2008** néant
· **Pictogrammes de danger** néant
· **Mention d'avertissement** néant
· **Mentions de danger** néant
· **Résultats des évaluations PBT et vPvB**
· **PBT:** Non applicable.
· **vPvB:** Non applicable.

RUBRIQUE 3: Composition/informations sur les composants

· **3.2 Mélanges**
· **Description:** Mélange des substances mentionnées à la suite avec des additifs non dangereux.

· **Composants dangereux:** néant
· **Indications complémentaires:**
Pour le libellé des phrases de risque citées, se référer au chapitre 16.

RUBRIQUE 4: Premiers secours

· **4.1 Description des mesures de premiers secours**
· **Remarques générales:** Aucune mesure particulière n'est requise.
· **Après inhalation:** Donner de l'air frais, consulter un médecin en cas de troubles.
· **Après contact avec la peau:** En règle générale, le produit n'irrite pas la peau.

(suite page 2)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 20.04.2024 Révision: 19.04.2024
Numéro de version 5 (remplace la version 4)

Nom du produit: FINIGARD 105

(suite de la page 1)

· **Après contact avec les yeux:**
Rincer les yeux, sous l'eau courante, pendant plusieurs minutes, en écartant bien les paupières.
· **Après ingestion:** Consulter immédiatement un médecin.
· **4.2 Principaux symptômes et effets, aigus et différés**
Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **4.3 Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires**
Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 5: Mesures de lutte contre l'incendie

· **5.1 Moyens d'extinction**
· **Moyens d'extinction:**
CO2, poudre d'extinction ou eau pulvérisée. Combattre les foyers importants avec de l'eau pulvérisée ou de la mousse résistant à l'alcool.
Adapter les mesures d'extinction d'incendie à l'environnement.
· **5.2 Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange**
Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **5.3 Conseils aux pompiers**
· **Equipement spécial de sécurité:**
Porter un appareil de protection respiratoire.
Ne pas inhaler les gaz d'explosion et les gaz d'incendie.
· **Autres indications** Refroidir les récipients en danger en pulvérisant de l'eau.

RUBRIQUE 6: Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

· **6.1 Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence**
Porter un équipement de sécurité. Eloigner les personnes non protégées.
· **6.2 Précautions pour la protection de l'environnement**
Diluer avec beaucoup d'eau.
Ne pas rejeter dans les canalisations, dans les eaux de surface et dans les nappes d'eau souterraines.
· **6.3 Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage:**
Recueillir les liquides à l'aide d'un produit absorbant (sable, kieselguhr, neutralisant d'acide, liant universel, sciure).
· **6.4 Référence à d'autres rubriques**
Afin d'obtenir des informations pour une manipulation sûre, consulter le chapitre 7.
Afin d'obtenir des informations sur les équipements de protection personnels, consulter le chapitre 8.
Afin d'obtenir des informations sur l'élimination, consulter le chapitre 13.

RUBRIQUE 7: Manipulation et stockage

· **7.1 Précautions à prendre pour une manipulation sans danger**
Aucune mesure particulière n'est requise.
Tenir les récipients hermétiquement fermés.
· **Préventions des incendies et des explosions:**
Tenir des appareils de protection respiratoire prêts.

(suite page 3)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 20.04.2024 Révision: 19.04.2024
Numéro de version 5 (remplace la version 4)

Nom du produit: FINIGARD 105

(suite de la page 2)

· **7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités**
· **Stockage:**
· **Exigences concernant les lieux et conteneurs de stockage:** Aucune exigence particulière.
· **Indications concernant le stockage commun:** Pas nécessaire.
· **Autres indications sur les conditions de stockage:** Néant.
· **Température de stockage recommandée:** > 5°C / 41 °F
· **7.3 Utilisation(s) finale(s) particulière(s)** Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 8: Contrôles de l'exposition/protection individuelle

· **8.1 Paramètres de contrôle**
· **Composants présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail:**
Le produit ne contient pas en quantité significative des substances présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail.
· **Remarques supplémentaires:**
Le présent document s'appuie sur les listes en vigueur au moment de son élaboration.

· **8.2 Contrôles de l'exposition**
· **Contrôles techniques appropriés** Sans autre indication, voir point 7.
· **Mesures de protection individuelle, telles que les équipements de protection individuelle**
· **Mesures générales de protection et d'hygiène:**
Respecter les mesures de sécurité usuelles pour l'utilisation de produits chimiques.
· **Protection respiratoire:** N'est pas nécessaire.
· **Protection des mains:**
Le matériau des gants doit être imperméable et résistant au produit / à la substance / à la préparation.
Porter des gants de protection contre les risques mécaniques selon EN 388.
Choix du matériau des gants en fonction des temps de pénétration, du taux de perméabilité et de la dégradation.
· **Matériau des gants**
Le choix de gants appropriés dépend non seulement du matériau, mais aussi d'autres critères de qualité qui peuvent varier d'un fabricant à l'autre. Puisque le produit représente une préparation composée de plusieurs substances, la résistance des matériaux des gants ne peut pas être calculée à l'avance et doit, alors, être contrôlée avant l'utilisation.
· **Temps de pénétration du matériau des gants**
Le temps de pénétration exact est à déterminer par le fabricant des gants de protection et à respecter.
· **Pour le contact permanent dans des domaines d'emploi ne présentant pas de risque élevé de blessures (ex: laboratoire), des gants dans les matériaux suivants sont appropriés:**
Caoutchouc nitrile
· **Pour le contact permanent, des gants dans les matériaux suivants sont appropriés:**
Caoutchouc nitrile
Gants en PVC
· **Protection des yeux/du visage**



Lunettes de protection hermétiques

(suite page 4)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 20.04.2024 Révision: 19.04.2024

Numéro de version 5 (remplace la version 4)

Nom du produit: FINIGARD 105

(suite de la page 3)

· **Protection du corps:** Vêtements de travail protecteurs

*

RUBRIQUE 9: Propriétés physiques et chimiques

· **9.1 Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles**	
· **Indications générales**	
· **État physique**	Liquide
· **Couleur:**	Blanc laiteux
· **Odeur:**	Caractéristique
· **Seuil olfactif:**	Non déterminé.
· **Point de fusion/point de congélation:**	Non déterminé.
· **Point d'ébullition ou point initial d'ébullition et intervalle d'ébullition**	>100 °C (>212 °F)
· **Inflammabilité**	Non applicable.
· **Limites inférieure et supérieure d'explosion**	
· **Inférieure:**	Non déterminé.
· **Supérieure:**	Non déterminé.
· **Point d'éclair**	Non applicable.
· **Température d'auto-inflammation**	>370 °C (>698 °F)
· **Température de décomposition:**	Non déterminé.
· **Valeur de pH:**	9,0 - 10,5
· **Viscosité:**	
· **Viscosité cinématique**	Non déterminé.
· **Dynamique:**	Non déterminé.
· **Solubilité**	
· **l'eau:**	Entièrement miscible
· **Coefficient de partage n-octanol/eau (valeur log)**	Non déterminé.
· **Pression de vapeur:**	Non déterminé.
· **Densité:**	1,05 - 1,07 g/cm3
· **Densité relative**	Non déterminé.
· **Densité de vapeur:**	Non déterminé.

· **9.2 Autres informations**	
· **Aspect:**	
· **Forme:**	Liquide
· **Indications importantes pour la protection de la santé et de l'environnement ainsi que pour la sécurité**	
· **Température d'inflammation:**	Le produit ne s'enflamme pas spontanément.
· **Propriétés explosives:**	Le produit n'est pas explosif.
· **Eau:**	> 70 %
· **VOC (CE)**	0,00 %
· **VOC (EU)**	0,0 g/l
· **Changement d'état**	
· **Taux d'évaporation:**	Non déterminé.

· **Informations concernant les classes de danger physique**	
· **Substances et mélanges explosibles**	néant
· **Gaz inflammables**	néant

(suite page 5)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 20.04.2024 Révision: 19.04.2024

Numéro de version 5 (remplace la version 4)

Nom du produit: FINIGARD 105

(suite de la page 4)

· **Aérosols**	néant
· **Gaz comburants**	néant
· **Gaz sous pression**	néant
· **Liquides inflammables**	néant
· **Matières solides inflammables**	néant
· **Substances et mélanges autoréactifs**	néant
· **Liquides pyrophoriques**	néant
· **Matières solides pyrophoriques**	néant
· **Matières et mélanges auto-échauffants**	néant
· **Substances et mélanges qui dégagent des gaz inflammables au contact de l'eau**	néant
· **Liquides comburants**	néant
· **Matières solides comburantes**	néant
· **Peroxydes organiques**	néant
· **Substances ou mélanges corrosifs pour les métaux**	néant
· **Explosibles désensibilisés**	néant

RUBRIQUE 10: Stabilité et réactivité

· **10.1 Réactivité** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.2 Stabilité chimique**
· **Décomposition thermique/conditions à éviter:** Pas de décomposition en cas d'usage conforme.
· **10.3 Possibilité de réactions dangereuses** Aucune réaction dangereuse connue.
· **10.4 Conditions à éviter** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.5 Matières incompatibles:** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **10.6 Produits de décomposition dangereux:**
Pas de produits de décomposition dangereux connus

RUBRIQUE 11: Informations toxicologiques

· **11.1 Informations sur les classes de danger telles que définies dans le règlement (CE) no 1272/2008**
· **Toxicité aiguë**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Corrosion cutanée/irritation cutanée**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Lésions oculaires graves/irritation oculaire**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Sensibilisation respiratoire ou cutanée**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Mutagénicité sur les cellules germinales**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Cancérogénicité**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Toxicité pour la reproduction**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition unique**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

(suite page 6)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 20.04.2024 Révision: 19.04.2024

Numéro de version 5 (remplace la version 4)

Nom du produit: FINIGARD 105

(suite de la page 5)

· **Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition répétée**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **Danger par aspiration**
Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.
· **11.2 Informations sur les autres dangers**

· **Propriétés perturbant le système endocrinien**
Aucun des composants n'est compris.

RUBRIQUE 12: Informations écologiques

· **12.1 Toxicité**
· **Toxicité aquatique:** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.2 Persistance et dégradabilité** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.3 Potentiel de bioaccumulation** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.4 Mobilité dans le sol** Pas d'autres informations importantes disponibles.
· **12.5 Résultats des évaluations PBT et vPvB**
· **PBT:** Non applicable.
· **vPvB:** Non applicable.
· **12.6 Propriétés perturbant le système endocrinien**
Le produit ne contient pas de substances avec des propriétés perturbatrices endocriniennes.
· **12.7 Autres effets néfastes** Pas d'autres informations importantes disponibles.

RUBRIQUE 13: Considérations relatives à l'élimination

· **13.1 Méthodes de traitement des déchets**
· **Recommandation:**
De petites quantités peuvent être mises en décharge avec les ordures ménagères.

· **Catalogue européen des déchets**	
11 00 00	DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX
11 01 00	déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodi
11 01 99	déchets non spécifiés ailleurs

· **Emballages non nettoyés:**
· **Recommandation:** Evacuation conformément aux prescriptions légales.
· **Produit de nettoyage recommandé:** Eau, éventuellement avec des produits de nettoyage

RUBRIQUE 14: Informations relatives au transport

· **14.1 Numéro ONU ou numéro d'identification**
· **ADR, ADN, IMDG, IATA** néant

· **14.2 Désignation officielle de transport de l'ONU**
· **ADR, ADN, IMDG, IATA** néant

(suite page 7)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 20.04.2024 Révision: 19.04.2024
Numéro de version 5 (remplace la version 4)

Nom du produit: FINIGARD 105

(suite de la page 6)

· **14.3 Classe(s) de danger pour le transport**	
· **ADR, ADN, IMDG, IATA**	
· **Classe**	néant
· **14.4 Groupe d'emballage**	
· **ADR, IMDG, IATA**	néant
· **14.5 Dangers pour l'environnement**	
· **Marine Pollutant:**	Non
· **14.6 Précautions particulières à prendre par l'utilisateur**	Non applicable.
· **14.7 Transport maritime en vrac conformément aux instruments de l'OMI**	Non applicable.
· **"Règlement type" de l'ONU:**	néant

RUBRIQUE 15: Informations relatives à la réglementation

· **15.1 Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement**

· **Directive 2012/18/UE**
· **Substances dangereuses désignées - ANNEXE I** Aucun des composants n'est compris.

· **Directive 2011/65/UE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques – Annexe II**
Aucun des composants n'est compris.

· **RÈGLEMENT (UE) 2019/1148**

· **Annexe I - PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS FAISANT L'OBJET DE RESTRICTIONS (Valeur limite maximale aux fins de l'octroi d'une licence en vertu de l'article 5, paragraphe 3)**
Aucun des composants n'est compris.

· **Annexe II - PRÉCURSEURS D'EXPLOSIFS DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN SIGNALEMENT**
Aucun des composants n'est compris.

· **Règlement (CE) n° 273/2004 relatif aux précurseurs de drogues**
Aucun des composants n'est compris.

· **Règlement (CE) n° 111/2005 fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers**
Aucun des composants n'est compris.

· **15.2 Évaluation de la sécurité chimique:**
Une évaluation de la sécurité chimique n'a pas été réalisée.

RUBRIQUE 16: Autres informations

Cette fiche de données de sécurité est conforme au Règlement (CE) n.° 1907/2006, Article 31, modifié par le règlement (UE) 2020/878.
Ces indications sont fondées sur l'état actuel de nos connaissances, mais ne constituent pas une garantie quant aux propriétés du produit et ne donnent pas lieu à un rapport juridique contractuel.

· **Service établissant la fiche technique:** Department of Environment, Health and Safety (EHS)

(suite page 8)

Fiche de données de sécurité
selon 1907/2006/CE, Article 31

Date d'impression : 20.04.2024 Révision: 19.04.2024

Numéro de version 5 (remplace la version 4)

Nom du produit: FINIGARD 105

(suite de la page 7)

· **Date de la version précédente:** 15.06.2023
· **Numéro de la version précédente:** 4
· **Acronymes et abréviations:**
ADR: Accord relatif au transport international des marchandises dangereuses par route
IMDG: International Maritime Code for Dangerous Goods
DOT: US Department of Transportation
IATA: International Air Transport Association
GHS: Globally Harmonised System of Classification and Labelling of Chemicals
EINECS: European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances
ELINCS: European List of Notified Chemical Substances
CAS: Chemical Abstracts Service (division of the American Chemical Society)
VOC: Volatile Organic Compounds (USA, EU)
PBT: Persistent, Bioaccumulative and Toxic
vPvB: very Persistent and very Bioaccumulative
· *** Données modifiées par rapport à la version précédente**

FR-FR